

# LIGNES DIRECTRICES

relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle



**MICIC** Save Lives  
Increase Protection  
Decrease Vulnerability  
Improve Response  
MIGRANTS IN COUNTRIES IN CRISIS INITIATIVE

© Juin 2016, initiative « Migrants dans les pays en crise » (MICIC)

Les Lignes directrices sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.  
Pour plus d'informations et pour télécharger une version électronique, consultez le site :  
<http://micicinitiative.iom.int/>

ou contactez le secrétariat de l'Initiative MICIC à l'adresse : [micicsecretariat@iom.int](mailto:micicsecretariat@iom.int)

Couverture

Migrants évacués de Libye 2011 © OIM Nicole Tung

Quatrième de couverture

Les Philippines après le passage d'un typhon 2012 © OIM Billy Jamisolamin

Travailleurs migrants sri lankais en détresse, recevant l'assistance de l'OIM pour quitter le Liban 2006 © OIM

Maison détruite par le séisme en Équateur 2016 © OIM Juliana Quintero

Migrants évacués de la Libye en conflit 2011 © OIM Nicole Tung

Migrants attendant d'être évacués de la Libye en conflit 2011 © OIM Nicole Tung

Tchadiens évacués de la République Centrafricaine en conflit 2014 © OIM Craig Murphy

# **LIGNES DIRECTRICES**

**relatives à la protection des migrants dans les pays  
touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle**

***Préface aux Lignes directrices de l'initiative MICIC, par la Sous-Secrétaire d'État  
du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations des États Unis, Anne C. Richard***

Le lancement à New York et à Genève des Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle rédigées par l'initiative « Migrants dans les pays en crise » (MICIC) en juin 2016 est l'aboutissement d'un processus solide et ambitieux de consultations internationales mené par les États-Unis et les Philippines. Au cours de chacune des étapes de ce processus sur les deux années qui viennent de s'écouler, j'ai été impressionnée par l'investissement de tant de personnes, dont des représentants des divers États, de la société civile, d'organisations internationales et du secteur privé, qui ont fait part de pratiques et de cadres d'action prometteurs, ont reconnu l'existence de difficultés et ont offert l'expertise et l'engagement nécessaires pour améliorer notre réponse collective. On appréciera tout particulièrement la participation inestimable d'organisations de la société civile, sous la houlette de la Coalition mondiale sur la migration et la Commission internationale catholique pour les migrations, qui ont largement contribué à l'amélioration du résultat de l'Initiative grâce à leur participation dévouée et à leur réflexion constructive.

La crise libyenne de 2011 a donné un élan significatif à l'initiative MICIC, mais d'autres crises, telles que l'ouragan Sandy aux États-Unis, la triple catastrophe de Tohoku au Japon et la situation actuelle au Yémen nous rappellent qu'aucun pays n'est à l'abri des effets d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle et que de tels événements peuvent malheureusement frapper sans presque aucun avertissement. Nous assistons à la migration d'un nombre sans précédent de personnes fuyant des conflits persistants, d'importantes violations des droits de l'homme, de graves catastrophes naturelles ou une extrême pauvreté. Beaucoup de ceux qui entreprennent ces voyages au péril de leur vie ne sont pas des réfugiés au sens de la Convention relative au statut de réfugié adoptée par les Nations Unies en 1951. Ce sont des migrants. Ce sont des migrants. Nous espérons que ces Lignes directrices seront largement appréciées et, plus important encore, qu'elles seront largement appliquées afin d'améliorer notre réponse collective aux besoins de ces migrants confrontés à des conflits ou des catastrophes naturelles.

L'initiative MICIC soutient l'objectif 10 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), y compris dans son point 10.7 (Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées). Nous espérons qu'elle constituera une base solide afin que les efforts menés par les gouvernements et développés lors des consultations avec les parties prenantes concernées puissent mener à l'adoption de solutions de migration concrètes et pratiques, à l'instar des actions instillées par l'Initiative Nansen pour les déplacements transfrontaliers dus aux catastrophes et aux changements climatiques. Si l'initiative MICIC n'a pas débouché sur un nouveau traité, une législation internationale ou des obligations promulguées à l'intention des États, elle fournit néanmoins des lignes directrices qui aideront tous les pays et les acteurs à sauver des vies et à améliorer la protection des migrants. Même si elle se consacre uniquement aux situations de conflit et de catastrophe naturelle, elle apporte aux parties prenantes des orientations et des pratiques applicables pour améliorer la protection et l'aide aux migrants dans le champ plus large qu'ouvrent toutes les difficultés auxquelles nous devons faire face aujourd'hui. Dans ce

contexte, j'encourage tous les acteurs à considérer l'Initiative et ses Lignes directrices comme un point de départ au travail permanent de recherche et d'utilisation d'outils, de politiques et de moyens de coopération novateurs pour protéger et soutenir le plus directement et humainement possible les migrants dans les moments les plus durs qu'ils aient à connaître.

## ***Préface aux Lignes directrices de l'initiative MICIC, par la Secrétaire d'État Imelda M. Nicolas, Présidente de la Commission des Philippins d'outre mer***

Alors que s'achèvent, au 30 juin 2016, les six années de mandat du Président philippin Benigno S. Aquino III, nous sommes fiers, en tant que membres de sa famille officielle, de laisser à la communauté mondiale dans notre héritage ces Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle.

De manière très concrète, l'origine des Lignes directrices a largement précédé l'annonce par les Nations Unies de l'initiative Migrants dans les pays en crise (MICIC) voilà trois ans. La contribution des Philippines à ces Lignes directrices repose sur nos quarante années d'expérience dans la mobilité humaine, avec environ 10 millions de Philippins (soit 10 % de notre population) vivant aujourd'hui dans plus de 200 pays.

Nombre d'entre eux ont vécu des souffrances et des angoisses déchirantes, engendrées par des guerres ou des catastrophes naturelles qu'ils ont eu à affronter en tant que migrants. Cette souffrance humaine, associée à la migration, explique pourquoi la sécurité, le bien-être et les droits des Philippins de l'étranger revêtent une importance primordiale dans notre pays.

Notre gouvernement a mis en place des mécanismes, politiques et programmes à même de traiter les situations de crise. Nous reconnaissons que toutes les parties prenantes, dont les migrants, les communautés de migrants dans les pays d'accueil, les acteurs de la société civile et les acteurs du secteur privé, ont un rôle critique à jouer.

Compte tenu de ce contexte, nous pouvons affirmer que l'apport de notre pays aux Lignes directrices de l'initiative MICIC, et tout particulièrement à ses pratiques, est né du sang, de la sueur et des larmes versés par nos migrants, des leçons tirées par nos intervenants sur le front de ces problématiques, à savoir les fonctionnaires de nos ministères des affaires étrangères, du travail et de l'emploi, des affaires sociales et du développement et l'équipe de préparation et d'intervention à l'étranger instaurée par le président Aquino en 2011.

Ces efforts ne sont nullement parfaits, et il reste encore beaucoup à faire. Les Philippines restent engagées dans la création de grandes possibilités d'emploi et d'investissement dans leur propre pays afin que la migration devienne un choix plutôt qu'une nécessité. Nous continuerons à travailler pour optimiser les avantages de la migration pour notre peuple tout en réduisant les coûts.

Dans ces moments de crise, nous réalisons chaque jour un peu plus que nous ne pouvons rien faire tout seuls. Gouvernements, organisations internationales, acteurs du secteur privé et de la société civile doivent se rassembler pour aider les migrants de manière rapide et flexible pour sauver des vies, accroître la protection, réduire les vulnérabilités et améliorer les réponses, tels sont les mantras de l'initiative MICIC.

Enfin, permettez-moi de citer quelques mots du discours d'inauguration donné par Lin Manuel Miranda, créateur de la célèbre comédie musicale de Broadway, *Hamilton* : « Cette année, alors que les hommes politiques font leur lit de la rhétorique anti-immigrants, une comédie musicale est là, à Broadway, pour nous rappeler qu'un immigrant orphelin, sans le sou, arrivé des Indes occidentales est à l'origine de notre système financier. Cette histoire nous rappelle que, depuis les premières notes de cette grande symphonie inachevée qu'est notre vie en Amérique, chaque jour, ce sont des immigrants qui font le boulot. »

***Préface aux Lignes directrices de l'initiative MICIC, par le Représentant spécial  
du Secrétaire général des Nations Unies pour les migrations internationales, Peter Sutherland***

Lorsque j'ai proposé cette initiative pour la première fois, peu après le début de la guerre civile en Libye en 2011, je savais que les États-Unis et les Philippines seraient des partenaires idéaux pour la mener. Et je dois avouer que je suis surpris par l'excellence, vraiment, la rapidité et la diplomatie qui ont caractérisé l'avancée du projet et le résultat que cela ont produit.

L'initiative « Migrants dans les pays en crise » (MICIC) et ses Lignes directrices ont une importance immense pour moi, et ce pour bien des raisons. Permettez-moi de vous en expliquer trois d'entre elles.

Premièrement, les Lignes directrices bénéficient d'un ancrage profond dans le bon sens, une valeur qui fait tellement souvent défaut dans nos débats politiques actuels autour de la migration. Cela témoigne de ce qu'un groupe d'États et de personnes motivées, tous animés de bonnes intentions, peut accomplir lorsque tous se concentrent pour résoudre des problèmes du monde réel. En travaillant ensemble, mus par un objectif commun, États, employeurs, organisations internationales et acteurs de la société civile ont établi des orientations qui vont, tout simplement, diminuer les souffrances humaines.

Deuxièmement, les Lignes directrices sont une preuve encourageante de la valeur que revêt ce j'appellerai le mini-multilatéralisme. Plutôt que d'attendre un consensus qui émergerait des 193 États membres, un petit groupe de pionniers a décidé de se charger de faire progresser une problématique qui concerne le monde entier. De nombreux gouvernements nationaux semblant soit réticents à s'engager au niveau mondial soit plus généralement paralysés par la peur de traiter de la migration, ce modèle de mini-multilatéralisme doit être, j'en suis convaincu, la base des avancées de la coopération internationale dans la décennie à venir.

Troisièmement, et par-dessus tout, je suis ému de penser que les Lignes directrices commencent par ces mots vivifiants : « Avant tout : sauver des vies. » Ce commandement éloquent saisit tout à fait l'esprit de cette action et l'humanité essentielle qui doit influencer sur l'ensemble de notre travail. Ces mots sont également une lumière qui nous guide au travers de ces temps d'extrémisme, alors que les migrants sont impitoyablement exploités par les populistes qui veulent diviser nos sociétés par des appels séducteurs et destructeurs nous incitant à fuir « l'autre » et à pratiquer des discriminations sur la base de la couleur de la peau, de l'ethnie ou de la religion. En ces temps de crise, voici un rappel de notre point commun : avant toute chose, nous appartenons tous à une seule et même race, la race humaine. Et c'est cette caractéristique identitaire fondamentale qui doit guider nos actions et nos réactions.

Les Lignes directrices de l'initiative MICIC relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle doivent être considérées comme faisant partie des efforts plus amples nécessaires pour réduire les vastes lacunes auxquelles sont confrontés les migrants en danger. J'aimerais féliciter les États-Unis et les Philippines ainsi que leur groupe de travail pour avoir compilé ces Lignes directrices, excellentes et pratiques. À nous désormais de ne pas laisser ces conseils prendre la poussière sur des étagères, et de les mettre plutôt en pratique dans le monde entier pour réduire les souffrances et le désespoir des migrants touchés par des situations de crise, des situations véritablement désespérantes dont nous avons été témoins trop de fois déjà ces dernières années.

Enfin, j'aimerais adresser mes compliments au secrétariat de l'initiative MICIC assuré par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour l'expertise critique et le professionnalisme qu'il a apportés à cette initiative intergouvernementale. En tant que communauté internationale, c'est précisément ce soutien des fonctionnaires publics internationaux que nous attendons de la part des institutions que

nous avons chargées de travailler au nom des migrants, et des États membres responsables de leur protection et de leur assistance. Je suis certain que nous pouvons compter sur l'OIM pour continuer à être pour nous un partenaire fiable, disposant d'une expertise certaine dans le travail que nous effectuons afin d'améliorer la vie des migrants et pour aider les États à traiter le problème de la migration de manières plus humaines.

***Préface aux Lignes directrices de l'initiative MICIC, par  
le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), William Lacy Swing***

L'initiative « Migrants dans les pays en crise » (MICIC) et ses Lignes directrices relatives à la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle sont à la fois très actuelles et significatives. Les migrations sont une mégatendance de notre siècle. Tous les pays accueillent des migrants et tous ont des ressortissants à l'étranger. Les migrations, qu'elles soient internes ou internationales, seront sans doute amenées à augmenter au fil de la globalisation du monde. Des migrants sont pris au piège dans pratiquement tous les conflits et catastrophes naturelles, et comptent parmi les personnes les plus vulnérables.

Ils tombent parfois dans les failles des dispositifs de protection existants et ne sont pas toujours pris en compte dans les cadres et programmes de préparation aux crises et d'intervention d'urgence, alors même qu'ils connaissent des vulnérabilités bien supérieures à celles qu'affrontent les ressortissants nationaux. Après avoir mis en sécurité plus de 230 000 migrants pris dans le conflit libyen, l'OIM a établi des mesures concrètes pour être mieux préparée à l'avenir. Nous avons mis en place le Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire. Il s'agit d'un outil opérationnel visant à améliorer l'aptitude de l'OIM à aider les États et d'autres acteurs à répondre aux besoins des populations vulnérables touchées par des crises. Nous avons également instauré le Mécanisme de financement d'urgence, qui permet à l'OIM de fournir une assistance d'urgence vitale en un temps très rapide. Il y a toutefois encore à faire, y compris pour prendre en considération les migrants et leurs besoins dans les politiques et plans d'action humanitaires et de développement. Les Lignes directrices apportent des conseils pratiques afin que nous sachions tous être plus efficaces pour gérer les aspects de la mobilité liés aux crises et pour protéger les migrants.

Les migrations contribuent au développement économique dans les pays à la fois d'origine et d'accueil. Elles enrichissent le tissu social et culturel des communautés. Ces bienfaits risquent toutefois d'être contrariés dès lors qu'une crise frappe. Les économies se reposant sur les travailleurs migrants peuvent pâtir du départ des migrants en raison des événements, ce qui rend le redressement encore plus difficile. Les communautés confrontées à des retours massifs de migrants depuis les pays subissant une crise risquent de leur côté de subir des tensions au niveau de leur société, dans leurs ressources et leurs services. Les Lignes directrices émettent des recommandations quant à la contribution des migrations à la résilience, au redressement et au bien-être de nos communautés et sociétés.

J'aimerais remercier les gouvernements des Philippines et des États-Unis ainsi que les autres membres du groupe de travail de l'initiative MICIC, qui ont joué un rôle fort tout au long de cette initiative. Je tiens de même à les remercier pour les espoirs et la confiance qu'ils ont placés dans l'OIM, qui en assure le Secrétariat. L'initiative MICIC est un merveilleux exemple des possibilités de travail coopératif entre les États et d'autres parties prenantes pour mieux établir de meilleures façons de gouverner les migrations, en s'appuyant sur les points de vue, l'expertise et l'expérience de l'ensemble des nombreux acteurs travaillant avec des migrants et en leur nom.

Fondé sur la consultation, le processus inclusif utilisé pour établir les Lignes directrices permet à des gouvernements de toutes les parties du monde, à des partenaires intergouvernementaux, à des acteurs du secteur privé, y compris à des employeurs et à des recruteurs de migrants, à des acteurs de la société civile, dont des associations de migrants et de la diaspora, ou des migrants eux-mêmes, de contribuer de manière ouverte à des discussions et à l'élaboration des Lignes directrices. Le résultat est là : des lignes directrices fondées sur des principes et très concrètes – qui peuvent et doivent être traduites en action.

Il est de notre responsabilité collective d'améliorer nos actions et de réduire la vulnérabilité des migrants. Je vous encourage par conséquent tous vivement à recourir à ces Lignes directrices afin de sauver des vies, d'accroître la protection et d'intervenir face aux crises d'une façon qui assure la sécurité, la dignité et le bien-être des migrants et de la société.

# SOMMAIRE



<b>PRÉFACES</b>	<b>2</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>13</b>
<b>PORTÉE ET OBJET</b>	<b>19</b>
<b>PRINCIPES</b>	<b>21</b>
<b>LIGNES DIRECTRICES</b>	<b>25</b>
<b>I : PRÉPARATION EN CAS DE CRISE</b>	<b>26</b>
LIGNE DIRECTRICE 1 : S'informer sur les conflits et les catastrophes naturelles, ainsi que sur leurs éventuelles incidences sur les migrants	26
LIGNE DIRECTRICE 2 : Collecter et partager des informations sur les migrants - dans le respect de la vie privée et de la confidentialité des données - sur la sécurité des migrants	27
LIGNE DIRECTRICE 3 : Autonomiser les migrants, leur famille et leur communauté pendant et après une crise	29
LIGNE DIRECTRICE 4 : Intégrer les migrants dans les systèmes de prévention des crises, de préparation et d'intervention d'urgence	30
LIGNE DIRECTRICE 5 : Faire participer les migrants à la planification en cas d'urgence et tenir compte de leurs besoins et capacités	31
LIGNE DIRECTRICE 6 : Bien communiquer avec les migrants	32
LIGNE DIRECTRICE 7 : Établir des accords préalables de coordination pour démultiplier les atouts et favoriser la confiance	34
LIGNE DIRECTRICE 8 : Renforcer les capacités et tirer les enseignements aux fins d'interventions d'urgence et de mesures post-crise	35
<b>II : INTERVENTIONS D'URGENCE</b>	<b>37</b>
LIGNE DIRECTRICE 9 : Communiquer largement, efficacement et fréquemment avec les migrants sur l'évolution de la crise et les modalités d'accès à l'aide	37
LIGNE DIRECTRICE 10 : Faciliter la capacité des migrants à se mettre à l'abri	38
LIGNE DIRECTRICE 11 : Fournir une assistance humanitaire aux migrants, sans discrimination	39
LIGNE DIRECTRICE 12 : Convenir de procédures d'orientation claires entre les parties prenantes	41
LIGNE DIRECTRICE 13 : Réimplanter et évacuer les migrants en cas de nécessité	42

III : AGIR APRÈS LA CRISE	43
LIGNE DIRECTRICE 14 : Répondre aux besoins immédiats des migrants et aider ces derniers à reconstruire leur vie	43
LIGNE DIRECTRICE 15 : Soutenir les communautés d'accueil des migrants	44
<b>PRATIQUES</b>	<b>46</b>
I : PRATIQUES DE PRÉPARATION AUX CRISES	48
Pratiques d'application de la ligne directrice 1	48
Pratiques d'application de la ligne directrice 2	52
Pratiques d'application de la ligne directrice 3	58
Pratiques d'application de la ligne directrice 4	70
Pratiques d'application de la ligne directrice 5	75
Pratiques d'application de la ligne directrice 6	82
Pratiques d'application de la ligne directrice 7	88
Pratiques d'application de la ligne directrice 8	93
II: PRATIQUES D'APPUI AUX INTERVENTIONS D'URGENCE	105
Pratiques d'application de la ligne directrice 9	105
Pratiques d'application de la ligne directrice 10	111
Pratiques d'application de la ligne directrice 11	116
Pratiques d'application de la ligne directrice 12	125
Pratiques d'application de la ligne directrice 13	128
III: PRATIQUES VISANT À SOUTENIR LES ACTIONS APRÈS LA CRISE	134
Pratiques d'application de la ligne directrice 14	134
Pratiques d'application de la ligne directrice 15	142
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>146</b>
<b>ACRONYMES</b>	<b>150</b>



# INTRODUCTION



## ***Initiative pour les migrants dans les pays en crise (MICIC) – Contexte***

L'éclatement de conflits ou des catastrophes naturelles peuvent toucher de manière disproportionnée les migrants vivant, travaillant, étudiant, voyageant ou se trouvant dans le pays subissant une telle situation de crise. Le séisme et le tsunami de Tohoku, au Japon (2011), les inondations en Thaïlande (2011), l'ouragan Sandy aux États-Unis (2012), ainsi que les conflits en République Centrafricaine et au Yémen ces dernières années ne sont que quelques exemples de ces crises qui touchent gravement les migrants. Si ces derniers font preuve de résilience et d'ingéniosité face à ces situations, de nombreux facteurs génèrent chez eux une vulnérabilité particulière. On trouve parmi ces facteurs les barrières linguistiques, les restrictions de circulation, les statuts d'immigration non régularisés, la confiscation ou la perte des documents de voyage et d'identité, les réseaux sociaux limités, l'isolement, les agressions et la discrimination. Ils réduisent la capacité des migrants à accéder à une protection, à se mettre hors de danger ou à assurer de quelque façon que ce soit leur sécurité et leur bien-être. L'initiative Migrants dans les pays en crise (ou initiative MICIC) a été lancée pour répondre à ces difficultés.

Aujourd'hui plus que jamais, de plus en plus de personnes vivent dans un autre pays que celui où elles sont nées. En 2015, le nombre de migrants internationaux a dépassé 244 millions, augmentant plus vite que la population mondiale. Parmi eux, les migrants temporaires sont de plus en plus nombreux. La plupart sont en situation d'immigration régulière, mais la situation de certains n'est pas régularisée. La majorité d'entre eux travaillent, étudient ou résident en famille. Certains se trouvent en transit, en route vers d'autres destinations. On compte aussi parmi les migrants les personnes en voyage d'affaires ou d'agrément à court terme. Parmi les migrants se trouvent également des personnes exploitées et victimes de la traite d'êtres humains, pour le travail forcé ou d'autres types d'abus. Certains migrants sont par ailleurs en détention. Certains ont fui des catastrophes naturelles ou des violences perpétrées dans leur pays d'origine. D'autres sont issus de populations autochtones ou de peuples pratiquant le nomadisme ou le pastoralisme, et traversent les frontières dans le cadre de leur mode de vie traditionnel.

On trouve des migrants dans tous les pays du monde. En 2015, près des deux tiers de tous les migrants internationaux dans le monde vivaient en Europe (76 millions) ou en Asie (75 millions). L'Amérique du Nord accueillait la troisième plus grande population de migrants internationaux (54 millions), suivie par l'Afrique (21 millions), l'Amérique latine et les Caraïbes (9 millions) et l'Océanie (8 millions). Entre 2000 et 2015, l'Asie et l'Océanie ont enregistré la croissance annuelle moyenne la plus rapide du nombre de migrants, suivies par l'Amérique latine et les Caraïbes, puis par l'Afrique.

Aucun pays n'est à l'abri de conflits ou de risques naturels. Les conflits récents ou en cours en Libye, au Yémen, en Ukraine, au Soudan du Sud, en Syrie et en d'autres lieux illustrent la façon dont de telles situations peuvent toucher les pays à divers stades de leur développement. Les risques naturels sont encore moins prévisibles. Inondations, ouragans, séismes et autres phénomènes de ce type engendrent des catastrophes qui frappent sans distinction les pays du monde entier, des États Unis au Costa Rica, des Philippines au Bangladesh, en France comme au Tadjikistan, de l'Éthiopie au Kenya, d'Australie aux îles Fidji.

Les droits de l'homme au niveau international valent pour toutes les personnes au monde, y compris pour les migrants, et les États ont pris l'engagement de respecter, de protéger et d'appliquer les droits de l'homme des migrants. Toutefois, dans les pays qui subissent des conflits ou des catastrophes naturelles, les interventions oublient parfois de prendre ces derniers en considération. Les acteurs des pays d'accueil et autres intervenants n'identifient pas et ne comprennent pas toujours aisément les besoins particuliers des migrants. Les interventions humanitaires classiques n'ont pas toujours fourni un accès efficace à l'assistance. Il existe très peu de conseils permettant d'identifier clairement les rôles et responsabilités spécifiques des pays et des autres acteurs clés dans la protection des migrants des pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle. Dans un tel contexte, certains migrants sont « oubliés ». Cette lacune préoccupe tous les pays.

Attirant l'attention générale sur ce point, la révolution libyenne, qui a sombré en 2011 dans un conflit forçant 800 000 personnes à fuir hors du pays en quelques mois, a marqué un tournant. Cette situation a entraîné de multiples appels à l'action de la part de pays, de représentants des Nations Unies, d'organisations internationales ainsi que d'acteurs de la société civile afin de mieux protéger les migrants en cas de conflits et de catastrophes naturelles. C'est de cet élan qu'est née l'initiative MICIC.

### ***Fonctionnement de l'initiative MICIC***

Mise en place en mai 2014 à Stockholm lors du Forum mondial sur la migration et le développement, suite à un appel à l'action lancée lors du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement organisé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013, l'initiative MICIC est une démarche menée au niveau des gouvernements et coprésidée par les États-Unis et les Philippines. Son but est d'améliorer l'aptitude des pays, des acteurs du secteur privé, des organisations internationales et des acteurs de la société civile à se préparer aux besoins des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle, afin de mieux y répondre, entre autres en protégeant leurs droits et leur dignité ainsi qu'en diminuant leurs souffrances. Les deux États qui la coprésident sont aidés dans leur tâche par un groupe de travail composé des gouvernements d'Australie, du Bangladesh, du Costa Rica et de l'Éthiopie, de la Commission européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du bureau du Représentant spécial du Secrétariat général des Nations Unies pour les migrations internationales, du Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) et de l'Institut pour l'étude des migrations internationales (ISIM) de l'université de Georgetown. L'OIM en assure le secrétariat.

Après le lancement de cette initiative, les coprésidences et le groupe de travail se sont engagés dans un vaste processus diversifié de consultations et de collecte de témoignages. Des consultations régionales, financées par la Commission européenne ont eu lieu avec des États et d'autres représentants clés du Sud, de l'Est, de l'Asie du Sud-Est, de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale, de l'Afrique centrale et occidentale, de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, ainsi que de l'Afrique orientale et méridionale. La société civile a également apporté un ensemble de contributions reposant sur une série de

consultations menées en parallèle auprès de ses membres dans les diverses régions. Les États-Unis et l'Australie ont financé des consultations de parties prenantes ciblées dont une large palette d'acteurs de la société civile, d'organisations internationales et du secteur privé, mais aussi des pays participants et d'« amis » des Consultations intergouvernementales sur les politiques en matière de droit d'asile, de réfugiés et de migrations. D'autres événements se sont tenus en marge de rencontres mondiales telles que la Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, en 2015, la conférence du Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), tenue à Istanbul en 2015, et le Sommet mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul, en 2016. Ils ont permis de recueillir des points de vue supplémentaires. Des séminaires en ligne, des bulletins d'information et d'autres moyens de partage ont également éclairé d'un nouveau jour des questions cruciales, ont enrichi la base de témoignages et aidé à identifier les rôles et responsabilités des acteurs clés et des mesures pratiques que tout un chacun peut prendre afin de mieux protéger les migrants dans les pays touchés par une catastrophe naturelle ou un conflit.

### ***Initiative MICIC - Principes, lignes directrices et pratiques***

Ces *Principes, lignes directrices et pratiques*, à caractère volontaire et non obligatoire, sont l'aboutissement de tous ces efforts. Ils reflètent le principe selon lequel les pays assument en premier lieu la responsabilité de la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle. Ces pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle ont des responsabilités envers les personnes présentes sur leur territoire, dont les migrants, quel que soit leur statut d'immigré. Les pays d'origine des migrants ont également le devoir d'assurer la sécurité et le bien-être de leurs ressortissants, même lorsque ceux-ci vivent, travaillent et voyagent dans d'autres pays ou s'y trouvent en transit. D'autres pays, dont ceux de la même région que les pays en crise, peuvent être amenés à apporter leur soutien.

Toutefois, comme l'ont montré les crises passées, les pays, à eux seuls, ne peuvent pas tout faire. Les employeurs et recruteurs jouent par exemple un rôle significatif dans la protection des travailleurs migrants et l'aide qu'on leur porte, ainsi que dans leur vécu avant, pendant et après ces crises. Les acteurs du secteur privé peuvent également apporter une contribution significative en tant que fournisseurs de services, d'innovateurs et de partenaires essentiels au niveau de la préparation aux crises et des interventions menées en réponse à celles-ci, comme au niveau du relèvement. Les organisations internationales disposent pour cela d'une expertise et de capacités techniques. Le Cadre opérationnel de l'OIM en cas de crise migratoire distingue quinze secteurs d'assistance en matière humanitaire, de développement et de gestion des migrations pouvant être mis en œuvre durant toutes les phases d'une crise. Les organisations internationales utilisent leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience pour mobiliser des ressources ainsi que pour soutenir les pays et les migrants, et leur apporter leurs services. Les acteurs de la société civile forment un pont crucial entre les gouvernements et les migrants. Ils sont parmi les premiers à intervenir auprès des migrants et sont pour ces derniers des alliés et défenseurs de confiance. Ils rassemblent et partagent données, connaissances et informations tout en fournissant une assistance directe. Les migrants également contribuent de manière déterminante à leur sécurité et à leur bien-être, en leur qualité d'acteurs de la société

civile et de dirigeants communautaires. Ils informent les pays et d'autres parties prenantes de leurs besoins. Ils s'entraident et aident d'autres parties prenantes à accéder aux populations migrantes. Les compétences et les forces de chacun de ces acteurs doivent être exploitées dans l'intérêt des migrants et des sociétés.

Une meilleure réponse de la part de toutes les parties prenantes permet de protéger plus efficacement les droits des migrants et de respecter leurs besoins ainsi que ceux de leurs familles, de leurs communautés et de leurs sociétés, pendant les situations d'urgences vitales et les phases de relèvement. L'initiative MICIC, sur la base d'un ample panel de points de vue, a mis au point ces *Principes, lignes directrices et pratiques*. Ils constituent ainsi une première étape importante qui contribue à renforcer l'action locale, nationale, régionale et internationale afin de mieux protéger les migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle. Ces *Principes, lignes directrices et pratiques* peuvent également se révéler utiles lors d'autres situations de crise telles que, notamment, les catastrophes liées à des risques liés à l'activité humaine comme les accidents nucléaires.

Notre but commun, à tout moment, doit être de sauver des vies, d'accroître la protection, de réduire la vulnérabilité et d'améliorer les réponses apportées.

# PORTÉE ET OBJET



Les *Principes, lignes directrices et pratiques* présentés ici s'appliquent à des situations au cours desquelles des migrants sont présents dans un pays touché par un conflit ou une catastrophe naturelle. Ils ont trait à la préparation aux crises, aux interventions d'urgence et aux actions après la crise.

Pour les besoins de ces *Principes, lignes directrices et pratiques*, le terme « migrant » désigne toute personne non ressortissante du pays dans lequel elle se trouve au moment d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle, et ce quels que soient a) les moyens ou les raisons à l'origine de son entrée sur ce territoire ; b) son statut au regard de l'immigration ; ou c) la durée et les raisons de son séjour. Ce terme ne s'applique ni aux réfugiés, ni aux demandeurs d'asile ni aux apatrides, pour lesquels le droit international prévoit des régimes de protection spécifiques, et ce bien que certaines parties de ces *Principes, lignes directrices et pratiques* parlent de ces groupes, auxquels il est alors fait clairement référence.

Ce document regroupe des conseils pratiques, non obligatoires, à appliquer sur la base du volontariat par les États, les acteurs du secteur privé, les organisations internationales et la société civile afin de protéger les migrants. Ces conseils pourront bénéficier en outre à d'autres acteurs. Ils serviront en effet à planifier, préparer et évaluer des actions, ainsi qu'à améliorer les interventions menées en réponse dans l'intérêt des migrants, de leurs familles et des sociétés.

Chacune des parties les constituant vise un objectif différent.

- Les **Principes** sont des préceptes universels fondamentaux, parfois inspirés du droit international. Ils ont pour but d'orienter, d'étayer et de guider les actions de protection des migrants.
- Les **Lignes directrices** sont des suggestions ciblées, organisées par thèmes, qui identifient de manière générale les actions nécessaires à une meilleure protection des migrants. Les parties prenantes s'en serviront pour orienter et façonner leur préparation aux situations de crise, leurs interventions d'urgence et leurs activités d'après-crise.
- Les **Pratiques** répertorient une liste non exhaustive d'exemples d'applications illustrant les diverses façons de suivre les lignes directrices et de répondre aux besoins des migrants. Elles se fondent sur des pratiques existantes ainsi que sur des recommandations et peuvent être adaptées en vue de contextes et priorités spécifiques. Les parties prenantes peuvent faire part de leurs propres pratiques via le site Web de l'initiative MICIC : <http://micicinitiative.iom.int/>.

De nombreux domaines du droit international couvrent la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle, notamment les droits de l'homme, le droit humanitaire et le droit du travail. Rien dans ces *Principes, lignes directrices et pratiques* ne doit être interprété comme créant de nouvelles obligations en droit international ou de nouvelles normes, ni comme limitant ou amoindrissant les obligations juridiques qu'un pays pourrait avoir contractées ou auxquelles il serait soumis par le droit international. De même, rien dans ces *Principes, lignes directrices et pratiques* ne doit être interprété comme limitant, amoindrissant ou dévalorisant les obligations juridiques nationales ou toute autre norme

s'appliquant aux pays, aux organisations internationales, aux acteurs du secteur privé ou de la société civile dans le but d'améliorer la protection des migrants.

*Ces Principes, lignes directrices et pratiques* sont fondés sur le principe selon lequel les États conservent leur souveraineté pour déterminer à leur entière discrétion quels sont les non-nationaux autorisés à pénétrer et à rester sur leur territoire et les conditions d'entrée et de séjour, dans le respect de leurs obligations au regard du droit international.

L'initiative MICIC n'entend ni remplacer ni annuler les cadres juridiques existants relatifs à la protection des réfugiés et des apatrides. Elle vient au contraire les compléter. La Convention relative au statut des réfugiés adoptée par les Nations Unies en 1951 et son protocole de 1967 instituent les règles relatives à la protection et à l'assistance que les États sont tenus d'apporter aux réfugiés en droit de les recevoir. De plus, la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie encadrent juridiquement l'action pour la protection des apatrides menée par les États parties à ces conventions. Les pays apportant leur assistance à des non-ressortissants lors de conflits ou de catastrophes naturelles doivent identifier les réfugiés, les demandeurs d'asile et les apatrides. Ils instaureront des systèmes d'orientation pour ces groupes ainsi que pour les migrants. De plus, qu'ils soient parties à la Convention relative au statut de réfugié ou au protocole, les pays se doivent de mettre en place des garanties spécifiques protégeant les réfugiés et les demandeurs d'asile contre tout refoulement, y compris dans le cadre d'un retour organisé. Les personnes pénétrant dans un pays en tant que migrants et étant dans l'incapacité de retourner en sécurité dans leur pays d'origine notamment, par exemple, à cause d'un changement de circonstances en raison desquelles ils deviendraient réfugiés ou demandeurs d'asile, peuvent voir leur vulnérabilité s'accroître. Les parties prenantes doivent s'assurer que les informations et l'assistance quant aux demandes d'asile ou à toute autre forme de protection sont fournies de manière adéquate et efficace, et sont accessibles aux populations touchées.

# PRINCIPES



Ces principes sont des préceptes fondamentaux généraux, parfois inspirés du droit international. Ils ont pour but d'orienter, d'étayer et de guider les actions de protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle. Ils portent aussi sur la mise en application des lignes directrices et pratiques par les pays, les acteurs du secteur privé, les organisations internationales et les acteurs de la société civile lors des phases de préparation aux situations de crise, d'intervention d'urgence et d'après-crise.

- 1. Avant tout : sauver des vies.** Respecter la dignité humaine intrinsèque des migrants, cela signifie mettre en œuvre tous les efforts possibles pour sauver des vies. Les conflits et catastrophes naturelles présentent à cet égard de nombreuses difficultés, variées et complexes. L'assistance humanitaire doit néanmoins rester la priorité et doit être apportée sans compromis ni discrimination. Le statut des migrants au regard de l'immigration ne doit pas être utilisé comme un prétexte au refus d'assistance en cas d'urgence. Pour sauver des vies et protéger la dignité humaine, il est essentiel de s'assurer que les migrants puissent se mettre en sécurité et bénéficient du droit de quitter tout pays, comme prévu par le droit international.
- 2. Les droits de l'homme s'appliquent à tous les êtres humains, à tous les migrants, quel que soit leur statut d'immigration.** Les droits de l'homme doivent être respectés, protégés et appliqués pour les migrants à tout moment, sans discrimination et conformément au droit international en vigueur. Cela signifie que toute action pour les migrants relevant de la préparation et de la réponse aux crises et à l'après-crise doit être entreprise en cohérence avec les droits de l'homme des migrants. Protéger efficacement les droits de l'homme des migrants exige de comprendre comment la discrimination et les différences peuvent restreindre l'accès aux ressources et à la sécurité, que cette discrimination repose sur le statut d'immigration, le sexe, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle, la race, la nationalité ou d'autres spécificités. Lorsqu'ils sont fondés sur une démarche tenant compte de ces droits, les politiques et programmes imposent que les migrants reçoivent suffisamment d'informations pertinentes sur leur situation et puissent participer aux procédures et mesures-cadres les concernant. Le principe de non-refoulement doit être entièrement respecté, et ce à tout moment.
- 3. Ce sont les pays qui sont responsables au premier chef de la protection des migrants sur leur territoire, et de celle de leurs ressortissants, y compris lorsque ces derniers se trouvent à l'étranger.** Les pays d'accueil et de transit ont quant à eux des responsabilités vis-à-vis de toutes les personnes se trouvant sur leur territoire, y compris des migrants quels que soient leur statut d'immigration. Les pays d'origine des migrants ont des devoirs envers leurs propres ressortissants, même lorsque ceux-ci vivent, travaillent, étudient et voyagent dans d'autres pays, ou s'y trouvent en transit.
- 4. Les acteurs du secteur privé, les organisations internationales et les acteurs de la société civile jouent un rôle significatif dans la protection des migrants et dans le soutien aux pays pour la protection des migrants.** Pour évaluer leur potentiel et s'en servir, les démarches de protection des migrants s'appuient sur les connaissances, compétences et capacités uniques des acteurs du secteur privé, des organisations internationales et de la

société civile. Les barrières les empêchant de protéger les migrants doivent être levées ou réduites. La clarification des rôles clés de toutes les parties prenantes, avant la phase de crise, renforcera également l'aptitude des pays à assumer leurs responsabilités envers les migrants.

- 5. L'action humanitaire visant à protéger les migrants doit être guidée par les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.** Le but de l'action humanitaire est de protéger la vie et la santé des personnes et d'assurer le respect des êtres humains. On entend par humanité, le fait de tenir compte de la souffrance humaine où qu'elle survienne. On entend par neutralité le fait que les humanitaires ne doivent ni prendre position pour l'une ou l'autre des parties aux hostilités ni lancer de controverses, qu'elles soient de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique. Impartialité signifie que l'action humanitaire doit être menée uniquement sur la base des besoins, sans discrimination, en donnant la priorité aux cas de détresse les plus urgents sans distinction du statut d'immigration des personnes ou de toute autre caractéristique. L'indépendance exige que l'action humanitaire soit sans lien avec les objectifs politiques, économiques, militaires ou autres des intervenants.
- 6. Les migrants sont des sujets de droit et des acteurs compétents, résilients et créatifs face au malheur.** Ce ne sont pas uniquement des victimes ni des bénéficiaires passifs de l'aide. Si les crises touchent chaque migrant de manière différente, tous ont la capacité de prendre en charge leur propre sécurité et bien-être, et ils doivent le faire en toute responsabilité, pourvu qu'ils aient accès à l'information et au soutien nécessaires. Les parties prenantes se doivent de créer les conditions indispensables afin que les migrants puissent pour cela se servir de leur potentiel et bénéficier de leurs droits. Les parties prenantes doivent encourager la participation et l'autonomie de tous les migrants, quels que soient leur âge, leur sexe et leurs aptitudes à l'effort pour la préparation et la réponse aux crises, ainsi que pour la phase de relèvement. Les migrants pourront ainsi atténuer les risques et prendre en charge leur bien-être.
- 7. Les migrants dynamisent à la fois leurs pays d'accueil et d'origine.** Les migrants sont des mères, des pères, des frères, des sœurs, des fils, des filles, des étudiants et des travailleurs possédant divers niveaux de compétence. En tant que tels, ils subviennent aux besoins de leurs familles et contribuent à faire vivre leurs communautés et leurs sociétés. Les discours anti-migrants s'accroissent parfois en temps de crise et les migrants risquent de faire face à des niveaux croissants de discrimination, d'hostilité et de xénophobie. Une communication positive sur leur sort encouragera la tolérance, la non-discrimination et le respect envers eux ainsi que leur intégration. Cela suppose, par exemple, d'éviter de parler d'eux en les disant « illégaux ». Les migrants sont des êtres humains, et les êtres humains ne sont jamais « illégaux », même s'ils peuvent se trouver en situation irrégulière vis-à-vis des services de l'immigration. Souligner leurs contributions positives sur les plans économique, social et culturel permettra d'ancrer le débat public dans la réalité et contrebalancera les stéréotypes négatifs et abusifs ainsi que les attitudes discriminatoires et xénophobes. S'appuyer sur la résilience des migrants et encourager leur intégration efficace dans les communautés d'accueil aidera à renforcer la réactivité face aux crises.

- 8. Des actions aux niveaux local, national, régional et mondial sont nécessaires pour améliorer la réactivité.** Pour être efficaces, les interventions d'urgence doivent voir toutes les parties prenantes agir non seulement sur les plans international et national, mais aussi régional et local. Étant donné leur proximité des migrants en tant que premiers intervenants, les autorités locales et les acteurs locaux non gouvernementaux, dont les communautés locales et leurs dirigeants, sont particulièrement bien placés pour comprendre les besoins en temps de crise, et pour y répondre. Un engagement à l'échelle régionale permettra de répondre à des priorités et des dynamiques régionales en lien avec la protection des migrants, notamment celle des populations qui franchissent les frontières dans le cadre de leur mode de vie traditionnel.
- 9. Il est essentiel d'instaurer des partenariats, de la coopération et de la coordination entre les pays, les acteurs du secteur privé, les organisations internationales, les acteurs de la société civile, les populations locales et les migrants et au sein même de ces divers groupes.** Les partenariats favorisent la confiance, renforcent l'utilisation efficiente des ressources et capacités limitées et améliorent les interventions.
- 10. Poursuivre des recherches, apprendre et innover en permanence permet d'améliorer la réponse collective.** Les études et évaluations régulières des expériences passées de protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle peuvent influencer sur la planification, la préparation et les interventions futures. Partagés et continus dans le temps, la recherche, l'apprentissage et l'innovation permettent aux pays, aux acteurs du secteur privé, aux organisations internationales et aux acteurs de la société civile d'améliorer leurs démarches, leurs politiques et leurs outils afin de mieux protéger les migrants.

# LIGNES DIRECTRICES



Ces lignes directrices sont des suggestions ciblées, organisées par thèmes, qui identifient de manière générale les actions nécessaires à une meilleure protection des migrants dans les pays en situation de crise. États, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile peuvent s'en servir pour orienter et façonner leur préparation aux crises, leurs interventions d'urgence et leur action d'après-crise.

Les pratiques citées à la suite de chaque ligne directrice répertorient une liste non exhaustive d'exemples illustrant les diverses façons de suivre ces lignes. Elles reposent à la fois sur des recommandations et sur des pratiques existantes identifiées lors des consultations menées auprès d'une large palette de parties prenantes et décrites de manière plus détaillée dans la prochaine section, consacrée aux Pratiques.

## I : PRÉPARATION EN CAS DE CRISE

Les efforts visant à mieux protéger les migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle nécessitent de prendre des mesures complètes de préparation aux situations de crise, et de les tester. Une bonne préparation permet d'atténuer l'étendue et l'échelle des interventions nécessaires durant la phase d'urgence et immédiatement après. Afin de traiter les vulnérabilités et les besoins des migrants, de promouvoir la résilience de ces derniers et de tirer parti de leurs forces et de leurs capacités, les interventions de préparation aux situations de crise doivent couvrir plusieurs domaines.

### **LIGNE DIRECTRICE 1 : S'informer sur les conflits et les catastrophes naturelles, ainsi que sur leurs éventuelles incidences sur les migrants**

Pour protéger les migrants, pays, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile ont besoin d'assimiler les risques et les niveaux d'exposition aux crises des diverses régions, pays et localités. Il leur faut aussi comprendre comment les crises peuvent toucher les gens, dont les migrants, et leurs biens. La période qui précède un conflit ou une catastrophe naturelle à grande échelle est une période critique pour engager les efforts de protection et d'assistance aux personnes, dont ceux envers les migrants, et pour garantir la mise en place de ressources et d'infrastructures essentielles.

Les conflits et les catastrophes naturelles ne sont pas toujours totalement imprévisibles. Ils peuvent être précédés par divers signes, parmi lesquels des protestations, des violences xénophobes et des troubles civils. Les acteurs locaux, proches de la source d'un conflit imminent et sachant interpréter les signes et les événements avant-coureurs, auront souvent en leur possession les informations actualisées les plus précises. Ils peuvent se révéler être une précieuse source de connaissances pour d'autres.

La compréhension des risques de catastrophe naturelle sur les plans régional, national ainsi que local et le recoupement de ces informations avec d'autres renseignements sur le lieu où se trouvent les migrants et leurs caractéristiques peuvent éclairer les mesures de préparation et d'intervention. Comme lors de situations de conflit, les sources locales de connaissances peuvent également être importantes. Bien que de nombreuses catastrophes naturelles surviennent sans prévenir, on sait que des types spécifiques de catastrophes naturelles frappent particulièrement certaines régions, certains pays et certains endroits. Celles liées aux phénomènes météorologiques sont d'ailleurs souvent précédées de signes avant-coureurs. Pour certains, cycliques et récurrents, les personnes en ayant déjà subi reconnaîtront ces signes. Un certain nombre de systèmes de prévision et d'alerte rapide se chargent de surveiller les risques naturels et d'avertir les parties prenantes et les communautés de l'imminence d'une crise.

### **Exemples de pratiques**

- *Systèmes de prévision et d'alerte des événements naturels adaptés et testés afin de pouvoir informer les migrants dans plusieurs langues.*
- *Évaluations des possibles effets des catastrophes naturelles sur les communautés de migrants et sur leurs biens.*
- *Intégration des caractéristiques des migrants dans les estimations de vulnérabilité face aux catastrophes par l'analyse des restrictions d'accès à l'information, aux ressources et à la protection en raison de l'incidence de facteurs tels que le statut d'immigration, la connaissance de la langue ou le sexe.*
- *Évaluations des risques locaux en faisant participer des migrants à l'identification des catastrophes naturelles, des vulnérabilités et des capacités.*
- *Prise en considération de la présence et de la vulnérabilité des migrants dans les systèmes d'alerte et d'intervention rapides.*
- *Structures de partage d'informations sur l'évolution des conflits et troubles civils.*

## **LIGNE DIRECTRICE 2 : Collecter et partager des informations sur les migrants – dans le respect de la vie privée et de la confidentialité des données – sur la sécurité des migrants**

Pour protéger les migrants lorsque surviennent des conflits ou des catastrophes naturelles, les pays, les acteurs du secteur privé, les organisations internationales et les acteurs de la société civile ont besoin de renseignements au sujet des populations migrantes. L'ensemble des données recueillies à l'échelle municipale, nationale, régionale et mondiale ainsi que les données démographiques des migrants (sexe, âge, nationalité, par exemple) permettent aux parties prenantes de comprendre la nature et l'étendue des besoins en cas de crise. Les profils des communautés de migrants au niveau local les aident à cibler leurs réponses. Certaines des parties prenantes collectent des informations détaillées sur l'implantation des migrants, sur les moyens de les contacter individuellement, sur les contacts dans les familles et en cas d'urgence,

ainsi que sur les vulnérabilités et les besoins. Les agences de recrutement et de placement recueillent des informations sur l'implantation et la situation des travailleurs migrants qu'ils déploient dans les pays étrangers. Elles peuvent constituer des sources d'information utiles.

Les migrants jouent un rôle clé dans le partage et l'actualisation des données permettant aux parties prenantes de les contacter et de les aider en cas de conflit ou de catastrophe naturelle. Ceci dit, par crainte de se mettre en danger, les migrants se trouvant notamment en situation irrégulière seront parfois réticents à devenir « visibles » et à partager leurs contacts ou d'autres informations avec les parties prenantes, notamment avec les autorités gouvernementales. Ils seront probablement beaucoup plus mobiles, changeant plus souvent de résidences temporaires. Le travail de collecte et de partage de données cumulées sur les migrants en situation irrégulière doit tenir compte de ces barrières. Une société civile bienveillante contribuera à atténuer ces difficultés.

La collecte de données à caractère personnel par les États, les acteurs du secteur privé, les organisations internationales et les acteurs de la société civile doit respecter le droit à la vie privée et la confidentialité dans le but d'assurer la sécurité des migrants pour lesquels ils ont recueilli et partagé des renseignements (et le cas échéant, celles d'autres parties prenantes). Concernant la collecte et le traitement de renseignements contenant les données personnelles des migrants, les parties prenantes doivent agir conformément aux lois et normes en vigueur relatives à la protection des données personnelles et de la vie privée. Les parties prenantes devront s'assurer de recueillir le consentement éclairé des migrants. Elles pourront adopter des orientations claires pour définir le type de données personnelles à recueillir et les moyens de traitement de ces données, y compris des conditions de partage.

### **Exemples de pratiques**

- *Systèmes d'enregistrement des ressortissants de l'étranger pour permettre aux pays d'origine (ou aux familles, communautés, acteurs de la société civile, si possible et s'il y a lieu) de contacter les migrants en cas de crise et de leur apporter des informations sur la situation et l'aide disponible.*
- *Mesures d'encouragement à l'enregistrement des ressortissants, telles que des systèmes conviviaux d'enregistrement en ligne qui soulignent les avantages et les services découlant de l'enregistrement.*
- *Systèmes d'enregistrement des pays d'accueil pour recueillir les informations sur les migrants à leur arrivée.*
- *Ensemble de données et d'études sur les tendances de la migration et de la démographie, y compris sur les objectifs et itinéraires des migrations ainsi que sur la nature et les caractéristiques des migrants.*
- *Information sur les profils des communautés de migrants, les réseaux de migrants et les correspondants à contacter.*
- *Bases de données des travailleurs migrants incluant les renseignements sur les membres de la famille les accompagnant.*

### LIGNE DIRECTRICE 3 : Autonomiser les migrants, leur famille et leur communauté pendant et après une crise

Pour pouvoir être autonomes et aider les autres et pour jouir de leurs droits, les migrants ont besoin d'avoir accès à des documents d'identité, aux services publics de base et à des ressources financières et autres. Leur autonomie et leur capacité à réaliser leurs droits peuvent être entravées par les conditions d'entrée et de séjour, les moyens d'arrivée, les relations avec les populations locales et la situation dans le pays d'accueil, y compris sur le lieu de travail. Ces facteurs peuvent à leur tour entraver les interventions d'urgence et les efforts de redressement.

Pays, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile peuvent favoriser la résilience des migrants et donner à ceux-ci les moyens de s'entraider pendant et après la crise en s'attaquant aux conditions sous-jacentes de leur vulnérabilité. Le respect, la protection et l'application des droits de l'homme et du droit du travail pour ces migrants les font en temps normal progresser vers ces objectifs. Il en va de même des efforts déployés pour s'assurer que les migrants aient accès à l'information, à des services de base, aux systèmes administratifs et judiciaires ainsi qu'aux mécanismes de relèvement.

Il conviendrait de s'attaquer aux facteurs juridiques, politiques et opérationnels qui restreignent la protection. Ces obstacles peuvent être des lois, des politiques ou des mesures concrètes qui limitent arbitrairement les déplacements des migrants, autorisent la détention arbitraire de ces derniers, établissent une discrimination entre migrants et nationaux en matière d'aide humanitaire ou permettent des pratiques d'emploi ou de recrutement relevant de l'exploitation.

En situation de crise, la crainte d'une application stricte des règles de l'immigration dissuade parfois les migrants, et particulièrement ceux en situation irrégulière, d'accéder à l'aide nécessaire. Dans ce cas, il importe de faire une distinction entre l'application de la législation sur l'immigration et les actions visant à permettre aux migrants d'accéder à des services d'assistance humanitaire et à des documents d'identité, et de se déplacer.

Les parties prenantes peuvent fournir aux migrants – avant le départ de ceux-ci de leur pays d'origine, à leur arrivée dans le pays d'accueil et pendant leur séjour dans ce dernier – des informations pertinentes sur divers points : zones de crise spécifiques au pays (conflit ou catastrophe naturelle), droits des migrants et violations ou abus éventuels, moyens d'obtenir des informations actualisées, crédibles et régulières, personnes à contacter en cas d'urgence, actions à prendre et lieux de regroupement en cas de crise. Pour mieux préparer les migrants à affronter des circonstances imprévues, les inciter à épargner et à souscrire des microassurances, on pourra renforcer les capacités des migrants à communiquer dans la langue du pays d'accueil et à améliorer leurs compétences financières.

### **Exemples de pratiques**

- *Formation des migrants incluant des informations liées aux situations de crise, avant leur départ et à leur arrivée.*
- *Une communication positive sur les migrants, y compris avec des modèles de rôles et des campagnes pour la tolérance, la non-discrimination, l'intégration et le respect.*
- *Produits financiers, dont micro-assurances, comptes d'épargne, prêts rapides ciblant les besoins des migrants, y compris de ceux à faibles revenus.*
- *Mesures respectant, protégeant et appliquant les droits de l'homme et du travail pour les migrants, y compris pour surmonter les obstacles qui dissuadent les migrants de faire valoir leurs droits.*
- *Cartes d'identité pour les migrants en situation irrégulière afin d'encourager leur accès aux services.*
- *Procédures et accréditation de recrutement éthique, plans de certification d'intégrité.*
- *Alternatives communautaires à la détention des migrants.*

### **LIGNE DIRECTRICE 4 : Intégrer les migrants dans les systèmes de prévention des crises, de préparation et d'intervention d'urgence**

Afin de limiter l'incidence des crises, les pays et les autres parties prenantes possèdent des lois, des politiques et des programmes en matière de prévention des crises, et de préparation et d'intervention d'urgence. La prise en compte de la présence de migrants, de leurs vulnérabilités et de leurs éventuels besoins dans le cadre de la prévention, de la préparation et des interventions d'urgence, y compris en ce qui concerne la réduction des risques de catastrophe, peut favoriser leur résilience lors de conflit ou de catastrophe naturelle. L'instauration de lois et de politiques claires relatives au droit des migrants d'accéder aux divers types d'assistances dans les situations de crise leur donnera plus d'assurance. Lorsque la présence de migrants n'est pas connue ou n'est pas correctement intégrée à l'organisation, les parties prenantes risquent de les oublier dans leurs interventions. Lorsque les parties prenantes n'évaluent pas correctement les facteurs de vulnérabilité des migrants (barrières linguistiques, conditions de travail isolantes, immigration irrégulière, méfiance envers les autorités, etc.), leurs interventions risquent de se révéler inefficaces. Lorsque les lois et les politiques ne sont pas claires, les réponses envers les migrants risquent d'être imprévisibles et insuffisantes.

Les migrants eux-mêmes et les acteurs de la société civile sont peut-être les mieux placés pour aider les pays et les autres parties prenantes à évaluer la présence de migrants sur un territoire, leur vulnérabilité et leurs besoins. À cet égard, faire participer les migrants et les acteurs de la société civile à l'élaboration des mesures de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence peut être utile. De telles actions contribuent également à instaurer la confiance entre les populations migrantes et les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui assurent la protection.

Les migrants et les acteurs de la société civile présentent aussi des aptitudes et un dynamisme qui peuvent aider à la préparation aux crises et aux interventions d'urgence. Leurs aptitudes linguistiques, leur connaissance de premier plan des populations migrantes, leur compréhension des normes culturelles régnant au sein des diverses communautés et leur aptitude à engendrer une confiance plus grande à l'égard des autorités du pays et d'autres acteurs peuvent être mis à profit pour créer des systèmes et des programmes plus complets et efficaces.

### **Exemples de pratiques**

- *Plateformes facilitant la participation des migrants à la conception et à la mise en place de systèmes de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence.*
- *Prise en compte des migrants dans les structures nationales et locales de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence, y compris par la reconnaissance de la spécificité des migrants en tant que groupe ayant des besoins et compétences particulières.*
- *Recrutement de migrants en tant que salariés ou bénévoles au sein des systèmes de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence.*

## **LIGNE DIRECTRICE 5 : Faire participer les migrants à la planification en cas d'urgence et tenir compte de leurs besoins et capacités**

États, employeurs, recruteurs et bureaux de placement, organisations internationales et acteurs de la société civile disposent de plans et procédures d'intervention d'urgence pour réagir aux situations de crise et atténuer leurs risques. Nombreux sont les pays d'origine qui possèdent des plans d'intervention en cas d'urgence pour aider leurs propres ressortissants à l'étranger. En cas d'absence de plans d'intervention en cas d'urgence, il conviendrait de les élaborer pendant la phase précédant la crise, afin d'avoir suffisamment de temps pour réfléchir aux diverses options et pour les tester.

Les plans d'intervention en cas d'urgence doivent prendre en compte et intégrer la présence des migrants, leurs éventuels besoins et leurs compétences. Il est souhaitable qu'ils anticipent les besoins de réimplantation, d'évacuation, de communication, d'abris d'urgence, d'aide alimentaire et non alimentaire, de soins de santé et de soutien psychosocial. Ils s'attacheront également à trouver le moyen de repérer, pour mieux y répondre, les besoins des populations particulièrement vulnérables, tels que les enfants migrants (dont les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille et les enfants des migrants en situation irrégulière), les victimes de la traite d'êtres humains, les personnes âgées ou handicapées. Ils devront prévoir également la protection des migrants en détention. Ces plans d'intervention en cas d'urgence devraient être flexibles, faisables, clairs et adaptés aux dynamiques locales, nationales et régionales.

La participation des migrants et de la société civile à l'élaboration de plans d'intervention en cas

d'urgence peut être particulièrement utile. Les migrants et la société civile peuvent identifier les circonstances nécessitant des démarches ciblées pour répondre aux besoins spécifiques des migrants, notamment en matière linguistique. Employeurs, bureaux de recrutement et de placement devraient être associés à l'établissement de plans d'intervention d'urgence pour les travailleurs migrants et leur famille.

L'actualisation et l'expérimentation régulières des plans d'intervention en cas d'urgence permettra en outre d'identifier les lacunes et les faiblesses des mesures prises en faveur des migrants, et de s'assurer que ceux qui sont chargés de la protection des migrants disposent de l'autorité et des capacités pour se faire. La coopération entre les divers acteurs des interventions d'urgence dès la planification de celles-ci et des personnes intervenant en première ligne auprès des populations migrantes peut faciliter le partage des ressources et la compréhension commune des risques, des populations migrantes et des infrastructures locales. Les plans d'intervention d'urgence peuvent comporter une structure de gestion de crise établissant les responsabilités des divers acteurs.

#### **Exemples de pratiques**

- *Plans multipartites d'intervention en cas d'urgence partageant les ressources et les compétences en matière d'aide aux migrants, y compris par la réalisation d'exercices multipartites de cartographie des ressources.*
- *Systèmes de veille et d'alarme, pour suivre l'évolution des crises au sein des pays d'accueil et orienter l'action des autorités en se fondant sur l'intensité de la crise, par exemple pour respecter l'obligation d'évacuer les migrants.*
- *Plans d'évacuation établissant des règles et critères clairs pour mener à bien les évacuations, et prévoyant, par exemple, l'obligation de documents et l'éligibilité à l'évacuation.*
- *Exercices de secours d'urgence avec participation des migrants pour tester les plans d'intervention d'urgence et repérer les obstacles et difficultés.*
- *Plans d'intervention d'urgence interorganisations prenant en compte les éventuels besoins des migrants lors des situations de crise.*

### **LIGNE DIRECTRICE 6 : Bien communiquer avec les migrants**

Les migrants ont besoin de connaître les éventuels risques liés à la situation de crise, les indications de lieux et moyens d'assistance et les moyens d'informer les parties prenantes de leurs besoins. Il convient que les parties prenantes trouvent donc les canaux de communication appropriés pour les migrants et identifient leurs besoins et compétences. Pour le faire en toute efficacité, pays, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile doivent s'attaquer entre autres aux barrières linguistiques et culturelles. Les

conséquences des crises, telles que les coupures d'électricité, coupures des connexions par Internet et satellite, voire la diffusion volontaire de fausses informations (par exemple, par des passeurs) peuvent perturber ou restreindre la communication avec les migrants.

Les efforts de communication devront également tenir compte de la diversité des migrants présents dans le pays d'accueil. Le recours à diverses méthodes de communication, formelles et informelles, aidera à surmonter les obstacles pour communiquer efficacement avec les migrants. Dans le monde entier, les travailleurs domestiques sont en grande majorité des migrantes. En raison de la nature isolante de leur travail, ces femmes occupées à des travaux domestiques sont extrêmement vulnérables face aux abus et à l'exploitation, y compris face aux sévices physiques et sexuels, au travail forcé et à la séquestration. En situation de crise, cette vulnérabilité est exacerbée et ces personnes peuvent être difficiles à joindre par les dispositifs de communication classiques. La crainte d'être repérés, placés en détention ou refoulés peut dissuader les migrants en situation irrégulière d'accéder aux dispositifs de communication disponibles. Les enfants migrants risquent de se retrouver non accompagnés ou séparés de leur famille. Ils n'assimilent pas les informations et ne communiquent pas sur leurs besoins de la même façon que les adultes. Les migrants âgés ont parfois du mal à maîtriser la langue du pays d'accueil. Les migrants handicapés auront peut-être besoin que les indications soient répliquées en braille ou sous forme audio, ou nécessiteront d'autres types d'interventions spécifiques à leurs handicaps. Dans la tourmente déclenchée par la crise, il est possible qu'on oublie de se préoccuper des migrants en détention. Les efforts de communication avec les migrants doivent tenir compte des situations délicates des migrants selon les circonstances.

La communication pourra se faire par l'intermédiaire des médias sociaux, des lieux de culte et des liens des migrants avec leurs familles et communautés dans leur pays d'origine. Associer les migrants, les communautés religieuses et la société civile à la mise en place de dispositifs de communication et favoriser la capacité de communication pourra faciliter le dialogue avec les migrants, y compris avec les populations difficiles à atteindre et à mobiliser. Les travailleurs sociaux et les soignants déjà présents sur le terrain pourront sans doute communiquer dans la langue des migrants et comprendre leurs différentes cultures. Les associer et les former pourra permettre de diffuser des informations aux communautés de migrants.

### **Exemples de pratiques**

- *Dispositifs de communication multiples, classiques et innovants pour toucher les diverses populations de migrantes et limiter les conséquences d'éventuelles perturbations de la communication.*
- *Multiplie des moyens de communication dans les diverses langues des migrants, dans divers niveaux de langue, afin de s'adapter aux différentes façons qu'ont les gens d'assimiler les informations, sans oublier des formats de communication accessibles aux handicapés.*
- *Utilisation, pour véhiculer les informations sur la crise, d'applications mobiles et des médias sociaux comme moyens de communication peu onéreux, pratiques et largement répandus.*
- *Mise en place de services d'assistance téléphonique, numéros d'appel d'urgence et*

*centres d'appel comme moyens à faible technologie facilement accessibles pour faciliter la communication uni ou bidirectionnelle avec les migrants.*

- *Par l'intermédiaire de la société civile, notamment des réseaux de migrants, des diasporas et des membres des communautés religieuses, communication avec les migrants en situation irrégulière ou avec d'autres migrants avec lesquels il est difficile d'entrer en relation.*

### **LIGNE DIRECTRICE 7 : Établir des accords préalables de coordination pour démultiplier les atouts et favoriser la confiance**

États, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile travaillent souvent avec des moyens limités par rapport à leurs besoins. Chacune de ses parties prenantes possède des compétences, des ressources et des forces différentes. Leur rapprochement pour former des partenariats, aboutir à des accords et établir des routines de coordination améliorera leurs réponses collectives envers les migrants et évitera une multiplication des efforts. Il est préférable de passer de tels accords avant le prochain conflit ou la prochaine catastrophe naturelle, lorsque les parties prenantes ont la possibilité d'anticiper les difficultés et de faire appel à leurs compétences et points forts spécifiques. Planification commune et coordination optimiseront les ressources, améliorer l'efficacité des interventions et favoriser la confiance entre les parties prenantes. La participation des migrants et de la société civile, qui ont une connaissance directe des besoins et difficultés spécifiques des migrants, peut améliorer l'efficacité des mesures visant à protéger les migrants dans les pays en crise, y compris à l'échelle locale, nationale, régionale ou internationale.

Ces accords pourront porter sur une large palette d'opérations pertinentes au regard des besoins des migrants lors de la phase d'urgence et après la crise : de la collecte de données au partage d'informations, des postes consulaires à l'établissement des identités, de la sensibilisation à la planification stratégique des communications, de l'assistance et des services humanitaires aux structures d'orientation, du renforcement des capacités à l'évacuation, à l'aide à la réintégration et à bien d'autres points encore. Ces efforts pourront porter sur la coordination et le partage d'informations entre les spécialistes de la lutte contre la traite des êtres humains et les organismes d'assistance humanitaire afin d'assurer la détection des activités de traite et d'en référer aux services appropriés. En outre, la mise en place de systèmes d'identification des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides peut permettre aux pays de mieux s'assurer que ces personnes sont correctement orientées vers les dispositifs disponibles pour les réfugiés ou vers les autres dispositifs de protection.

Les parties prenantes peuvent souvent organiser à l'avance des services et des ressources clés fortement demandés en situation de crise, y compris les transports, les abris, l'alimentation, les soins de santé et une information précise en temps voulu. Il importe d'établir et de maintenir des dispositifs de communication clairs entre les postes consulaires et les agences pertinentes

des pays d'accueil. Ces dispositifs pourront se révéler essentiels en situation de crise.

### **Exemples de pratiques**

- *Accords préalables entre parties prenantes, tels que des accords entre les États et les organisations internationales concernant les contrôles d'identités, l'utilisation collective des biens, le repérage des familles et le déploiement de spécialistes et de personnel humanitaire.*
- *Accords multipartites entre les parties prenantes pour la réimplantation et l'évacuation afin de définir les rôles et responsabilités des partenaires et de fournir des conseils quant à la répartition des coûts.*
- *Coopération transfrontalière pour la préparation aux crises en tenant compte des besoins particuliers des migrants, particulièrement au niveau local pour les communautés à cheval sur les frontières.*
- *Accords d'assistance et de représentations consulaires mutuelles pour pallier certains manques lorsqu'un pays n'est pas présent au niveau consulaire dans un autre pays ou lorsqu'il n'y dispose que de compétences limitées.*

## **LIGNE DIRECTRICE 8 : Renforcer les capacités et tirer les enseignements aux fins d'interventions d'urgence et de mesures post-crise**

Ressources, financements et compétences techniques limités risquent de fragiliser les réponses pendant les phases d'urgence de la crise et après celle-ci. Il est essentiel pour mieux surmonter ces limites de les comprendre et de les évaluer. Il est crucial que les parties prenantes investissent dans leurs propres capacités afin d'améliorer pour les migrants leur réponse en situation d'urgence et le relèvement après la crise.

Le renforcement des capacités pourra porter sur divers domaines : postes consulaires, formation des intervenants, répartition des ressources, mécanismes de financement, programmes d'assurance, biens et services d'assistance, gestion des frontières et de l'immigration, réimplantation et évacuation. Nombre de ces domaines sont pertinents à la fois pendant la phase d'urgence et après la crise. Les parties prenantes pourront aussi prendre en considération les éventuelles difficultés de réintégration des migrants, de leurs familles et communautés, en facilitant leur retour à l'emploi, la génération de revenus, une migration de retour en toute sécurité, ainsi qu'en soutenant les migrants dans le recouvrement des salaires restant dus, ou des biens et propriétés restés dans les pays d'accueil.

Pays, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile pourront s'entraider pour renforcer et améliorer leur capacité d'intervention. D'autres activités peuvent contribuer à améliorer les efforts collectifs de protection des migrants, telles

les activités de conseil, de suivi et d'évaluation, de sensibilisation, de formation, de partage d'informations, de renforcement des recherches et savoirs, de soutien et d'apprentissage mutuels.

### ***Exemples de pratiques***

- *Formation et renforcement des capacités des parties prenantes, par exemple sur les moyens efficaces de joindre les migrants et de déceler leurs vulnérabilités et leurs besoins.*
- *Financements dédiés pour protéger les migrants, dont lignes budgétaires, prêts et plateformes de financement.*
- *Mécanismes d'orientation cartographiant les listes de spécialistes pouvant répondre aux divers besoins selon les migrants.*
- *Échanges entre pairs en vue du renforcement des capacités et de l'acquisition des connaissances sur la façon de réagir aux difficultés liées à la protection des migrants.*
- *Formation des agents consulaires, par exemple sur la collecte de renseignements sur les nationaux et la gestion de crise, opérations d'évacuation comprises.*
- *Suivi et évaluation des interventions en réponse aux crises incluant l'analyse des réponses aux migrants.*

## II : INTERVENTIONS D'URGENCE

Pendant la phase d'urgence, les parties prenantes appliqueront dans l'idéal les mesures de préparation aux crises décrites dans la section précédente. Même dans ce cas, États, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile auront inévitablement besoin de prendre des décisions et d'établir des accords ad hoc pour répondre aux imprévus complexes et aux besoins urgents survenant au fil de la crise.

### **LIGNE DIRECTRICE 9 : Communiquer largement, efficacement et fréquemment avec les migrants sur l'évolution de la crise et les modalités d'accès à l'aide**

Dès la survenue du conflit ou de la catastrophe naturelle, il convient d'activer divers systèmes de communication, formels et informels. Les migrants doivent être tenus informés des évolutions de la nature de la crise et des moyens d'accès à une assistance. De plus, ceux qui sont touchés par les conflits ou les catastrophes naturelles ont souvent une idée claire des moyens d'améliorer leur sécurité dans les situations d'urgence. Ils constituent donc des sources importantes d'information sur les risques, les besoins locaux et les lacunes de la protection.

Toute partie prenante peut communiquer des informations aux migrants et aux autres parties prenantes, et en recevoir d'eux. Pour mieux contribuer à une bonne couverture des populations, il est utile de diffuser des messages à répétition, d'utiliser plusieurs canaux de diffusion et médias (infographiques, audio et écrits). Ceci se révélera particulièrement important pour informer les migrants en situation irrégulière, ceux qui travaillent dans des conditions d'isolement ou dans des lieux reculés, ou encore ceux qui n'ont pas accès à des réseaux notamment sociaux. En communiquant avec divers groupes de migrants, y compris avec des groupes marginalisés, on améliore l'évaluation des besoins.

Toutes les parties prenantes bénéficient également d'informations actualisées sur l'évolution des crises et les nouveaux problèmes qui surgissent. Lors de conflits, par exemple, des combats peuvent éclater dans de nouvelles zones géographiques et toucher différentes populations migrantes. Dans les cas de catastrophes naturelles telles que les séismes, les répliques de séisme risquent d'entraîner de nouveaux dégâts. Il importe donc de continuer à évaluer les changements de tendance et d'ajuster les réponses à l'évolution des besoins.

Les différentes parties prenantes hésitent souvent à divulguer les informations en leur seule possession. Or, le partage et la connaissance des informations sur l'évolution des crises et sur l'aide disponible peuvent venir en soutien des efforts de toutes les parties prenantes en vue de la protection des migrants. Ils peuvent contribuer à atténuer la confusion qui risquerait sinon de régner. Certains pays pourront, par exemple, avoir obtenu des renseignements sur des aspects particuliers d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle qui seront utiles pour les opérations d'information des autres parties prenantes, dont les acteurs humanitaires. Pendant les phases de crise, les parties prenantes pourront trouver intéressant de développer des

moyens cohérents de diffuser des bulletins de situation et d'actualisation des risques.

### **Exemples de pratiques**

- *Actualisation régulière sur l'évolution de la crise et information sur les lieux et moyens d'accès à une assistance par l'intermédiaire de multiples dispositifs de communication dans les différentes langues nécessaires.*
- *Centres d'appel permanents dotés d'un personnel multilingue et formé pour fournir informations et services.*
- *Couverture spécifique par des bénévoles et des acteurs de terrain pour diffuser les informations sur les risques, la logistique et l'assistance aux migrants en situation irrégulière ou aux migrants travailleurs isolés.*
- *Centres de soutien aux migrants diffusant les informations à l'intention des migrants.*
- *Recours à des migrants comme sources d'information sur les conditions locales, les sources d'assistance et les difficultés.*
- *Briefings et bulletins de situation émis par les autorités du pays d'accueil.*

## **LIGNE DIRECTRICE 10 : Faciliter la capacité des migrants à se mettre à l'abri**

Dans l'urgence du conflit ou de la catastrophe naturelle, les migrants, comme les autres populations touchées, chercheront à fuir pour se mettre à l'abri en se réimplantant à l'intérieur même du pays d'accueil vers des zones non frappées par la crise, en passant les frontières pour trouver temporairement refuge dans des pays de transit ou pour rentrer dans leur pays d'origine. Les procédures habituelles d'immigration sont alors perturbées et les pays auront parfois besoin de clarifier comment ces perturbations se répercutent sur les procédures.

Les migrants peuvent avoir besoin d'aide pour se mettre à l'abri. Leurs documents d'identité et de voyage pourront avoir été détruits ou laissés sur place dans le chaos et l'intensité de la crise. Certains migrants, notamment victimes de la traite d'êtres humains ou exploités dans leur travail, auront pu voir leurs documents d'identité et de voyage confisqués. D'autres encore auront pu pénétrer dans le pays d'accueil sans autorisation et n'avoir jamais été en possession de papiers valides.

L'accès à des documents d'identité et de voyage valides est crucial pour les migrants soucieux de passer des frontières pour fuir le danger. Les migrants peuvent aussi avoir à présenter leurs papiers pour fuir en lieu sûr à l'intérieur même du pays d'accueil ou pour se faire aider. Les pays d'origine se fondent sur les documents d'identité et de voyage pour déterminer la nationalité des personnes et aider à l'évacuation et au retour au pays de leurs ressortissants.

Les migrants recherchant la sécurité risquent d'avoir du mal à respecter les formalités de visa, à obtenir des visas d'immigration, à payer les droits dus aux services de l'immigration ou les pénalités pour dépassement de séjour autorisé et à remplir les conditions d'entrée sur le territoire (notamment dans les pays de transit). La possibilité pour les migrants de se mettre hors de danger peut être restreinte par des visas ou permis de travail les limitant à l'accès à des zones géographiques données ou à des employeurs spécifiques. Pendant un conflit ou une catastrophe naturelle, la levée de certaines restrictions ou de pénalités dues pour violation de la législation peut aider à sauver des vies et à améliorer l'accès des migrants à une assistance.

Dans les situations de crise empêchant toutes les populations touchées de fuir le danger (zones peu sûres, ports de départ bloqués, infrastructures de transport détruites), les migrants en détention sont tout particulièrement vulnérables. Si les gardiens des lieux de détention délaissent leurs postes, les détenus migrants pourront être dans l'incapacité de quitter leur lieu de détention pour se mettre à l'abri et obtenir une assistance humanitaire.

### **Exemples de pratiques**

- *Levée des conditions d'entrée, de sortie et de séjour sur le territoire ou autorisations exceptionnelles.*
- *Émission en temps voulu de laissez-passer et remplacement d'autres documents d'identité et de voyage.*
- *Déploiement d'équipes d'assistance consulaires aux frontières, dans les aéroports et aux autres points de transit.*
- *Attribution d'un statut de protection temporaire ou du statut humanitaire aux migrants*
- *Plans d'évacuation des lieux de détention et des lieux de refuge pour migrants.*
- *Démarches avec l'aide des pays et auprès des pays pour le maintien de l'ouverture des frontières afin de faciliter la mise en sécurité.*

## **LIGNE DIRECTRICE 11 : Fournir une assistance humanitaire aux migrants, sans discrimination**

Le plus grand impératif de l'effort collectif de protection des migrants bloqués dans des pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle doit être de sauver des vies et d'atténuer la souffrance humaine. Il convient de fournir une assistance humanitaire aux personnes touchées par un conflit ou une catastrophe naturelle, y compris aux migrants, et ce sur la base des besoins, sans discrimination, quels que soient leur statut d'immigration, leur nationalité, leur ethnie, leur sexe, leur âge, leur handicap ou toute autre différence caractéristique.

Certains migrants, tout aussi affectés que les ressortissants, peuvent avoir besoin d'une assistance répondant à leurs besoins et conditions spécifiques. Les travailleurs domestiques

et les autres migrants travaillant dans des conditions d'isolement, ceux en situation irrégulière ou en détention pourront nécessiter une assistance particulière de la part du pays, des organisations internationales ou de la société civile. Certains se montreront peut-être réticents à quitter leur pays d'accueil en raison de charges financières pénalisantes. Il se peut qu'ils doivent de l'argent à leur recruteur ou à leur employeur. D'autres n'auront peut-être pas les moyens financiers de partir parce que leur salaire aura peut-être été retenu ou parce que leur employeur ne pourra ou ne voudra pas de payer leur retour, ou encore parce qu'ils sont exploités sur leur lieu de travail. Les femmes enceintes, les personnes handicapées ou âgées auront du mal à se déplacer.

Par ailleurs, les besoins des migrants ne restent pas figés alors que la crise évolue. Les réseaux du crime organisé pourront vouloir tirer avantage de la marginalisation de certains migrants au cours d'une crise, augmentant ainsi leur vulnérabilité. Une évolution au sein d'un pays d'origine pourra contraindre certains migrants à chercher asile ailleurs plutôt qu'à retourner dans leur pays. Les parties prenantes devront garantir l'accès aux procédures de demande d'asile dans le pays d'accueil ou les pays de transit. Les pays pourront envisager d'accorder aux migrants une protection temporaire ou tout type de protection humanitaire pendant le conflit ou la catastrophe naturelle, ou en réponse à ceux-ci.

### ***Exemples de pratiques***

- *Mécanismes de suivi des déplacements pour identifier les mouvements de migrants et les besoins de ceux-ci.*
- *Assistance adaptée aux migrants pour prendre en compte les besoins liés au sexe, à l'âge, au handicap, à l'orientation sexuelle, à l'identité sexuelle et à l'expression de l'identité sexuelle, au statut d'immigration et aux autres caractéristiques.*
- *Outils d'évaluation pour déterminer les vulnérabilités et besoins spécifiques aux migrants, avec questions spécialisées en vue de la détection de la traite d'êtres humains.*
- *Actions ciblées pour protéger les enfants migrants, dont les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille et les enfants accompagnés de leurs parents en situation d'immigration irrégulière.*
- *Services de recherche des familles et de regroupement familial, d'identification de restes humains et d'identification de migrants disparus.*
- *Équipes d'intervention mobiles en contact avec les migrants touchés et à même de leur porter assistance.*
- *Séparation des problématiques d'application de la législation de l'immigration et de l'accès aux services humanitaires afin de favoriser l'accès à une assistance vitale, notamment pour les migrants dans la crainte des autorités.*
- *Mécanismes de recouvrement des salaires restant dus.*

## LIGNE DIRECTRICE 12 : Convenir de procédures d'orientation claires entre les parties prenantes

Certaines parties prenantes disposent de mandats et de compétences spécifiques pour répondre aux besoins des divers migrants. L'établissement de procédures d'orientation pourra contribuer à rendre ces compétences accessibles aux personnes ayant des besoins particuliers.

Les enfants migrants, par exemple, bénéficieront d'une meilleure aide si celle-ci est fournie par des intervenants spécialisés dans les droits et la protection des enfants, et associée également à des personnes spécifiques à contacter au sein des gouvernements. Les interventions ciblées à l'intention des travailleurs domestiques ou des victimes de la traite d'êtres humains pourront bénéficier des connaissances et de l'expérience de défenseurs et spécialistes des causes de ces populations. Des acteurs de la société civile, tels que des migrants, des militants de base ou des membres de communautés religieuses seront probablement les mieux placés pour aller à la rencontre des migrants en situation irrégulière. Les fonctionnaires des postes consulaires et certaines organisations internationales pourront avoir l'autorité et les capacités nécessaires pour contrôler les identités et délivrer des documents d'identité et de voyage. Les intervenants locaux ou nationaux des pays d'accueil sont souvent les mieux à même de fournir les services nécessaires, et les personnels humanitaires internationaux auront tout intérêt à apporter leur assistance par l'intermédiaire des systèmes locaux et nationaux en place.

Les parties prenantes établiront des procédures d'orientation pour s'assurer que les intervenants répondant aux besoins des migrants orientent les réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides vers les systèmes de protection nationaux et internationaux adéquats pour ces différentes populations

### **Exemples de pratiques**

- *Identification et évaluation rapide des migrants ayant des besoins spécifiques nécessitant d'être orientés vers des services et une assistance spécifiques.*
- *Orientation des réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides vers des systèmes de protection adéquats.*
- *Déploiement d'experts dans les pays d'accueil afin d'identifier et d'évaluer les besoins des migrants afin d'y répondre.*
- *Orientation vers des organisations internationales et vers des acteurs de la société civile ayant une expérience spécialisée dans l'assistance aux victimes de la traite d'êtres humains, aux enfants et aux autres migrants vulnérables.*

## LIGNE DIRECTRICE 13 : Réimplanter et évacuer les migrants en cas de nécessité

Lors de certaines crises, les parties prenantes peuvent être en mesure de protéger les migrants là où ils se trouvent dans leur pays d'accueil. Cependant, cela leur est parfois impossible notamment lorsque les répercussions d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle touchent de larges zones géographiques. Lorsqu'il est impossible d'apporter une protection au niveau local, il peut être nécessaire de réimplanter les migrants dans d'autres régions de leur pays d'accueil, de les évacuer vers des pays de transit ou vers leur pays d'origine. Certains pourront effectuer ces voyages par leurs propres moyens. Nombreux peuvent être ceux qui comptent sur les États, sur les employeurs, les recruteurs ou les bureaux de placement, ou encore sur les organisations internationales, la société civile et d'autres migrants.

L'évacuation n'est généralement qu'une solution de dernier recours. Elle reste cependant absolument essentielle si les migrants ne peuvent rester en sécurité là où ils se trouvent et ne peuvent être réimplantés dans une autre partie du pays d'accueil. Lorsqu'il n'existe pas déjà de plans d'intervention d'urgence et de dispositions pour l'évacuation et la réimplantation, des accords ad hoc sont parfois nécessaires en vue de l'évacuation afin de communiquer les informations, de déterminer l'éligibilité, d'établir les moyens à mettre en place et de négocier avec les pays de transit et d'autres acteurs. Les pays, qu'ils soient ou non parties à des instruments internationaux connexes devront mettre en place des mesures pour s'assurer que les personnes confrontées à des persécutions ou, le cas échéant, à de mauvais traitements ou à des situations mettant leur vie en danger sur le territoire de leur pays d'origine ou d'autres pays, y compris les réfugiés, soient protégées contre le refoulement. Les apatrides pourront avoir besoin d'une assistance particulière pour bénéficier des dispositions d'évacuation. La coordination entre les pays et les autres parties prenantes lors des opérations d'évacuation peut permettre de mieux exploiter les ressources, par exemple pour transporter des migrants vers leur pays d'origine dans une même région.

### **Exemples de pratiques**

- *Évacuation de migrants vers des pays de transit ou d'origine avec leur consentement en connaissance de cause.*
- *Établissement de critères d'éligibilité à l'évacuation.*
- *Coopération multipartite en vue des évacuations.*
- *Évacuation de groupes familiaux dans le cas de familles composés de membres de différentes nationalités.*
- *Déploiement de personnels dans les postes consulaires pour aider aux évacuations.*

### III : ACTION APRÈS LA CRISE

Bien qu'elle soit souvent oubliée, l'action post-crise est vitale pour s'assurer que les migrants sont capables de reprendre rapidement une vie sûre, digne et productive. Les besoins immédiats et à long terme des migrants, leur résilience et leurs capacités seront influencés par leurs caractéristiques démographiques et socioéconomiques, leur bien-être physique et émotionnel, leur expérience dans les pays d'accueil, la manière dont ils ont quitté les zones frappées par une crise et les biens emportés dans leur fuite et les principales raisons qui les ont poussés à migrer. Les efforts visant à répondre aux besoins des migrants après la crise - qu'ils soient rentrés dans leur pays d'origine, restés dans leur pays d'accueil ou repartis ailleurs - devraient tenir compte des effets sur la famille et la communauté d'accueil des migrants et sur la société.

#### **LIGNE DIRECTRICE 14 : Répondre aux besoins immédiats des migrants et aider ces derniers à reconstruire leur vie**

Les bouleversements et perturbations générés par les conflits et les catastrophes naturelles peuvent avoir des répercussions graves et significatives pour le bien-être socioéconomique des migrants et de leurs familles. Les travailleurs migrants subviennent souvent à leurs propres besoins et à ceux de leurs familles proches ou plus lointaines, que celles-ci se trouvent à leur côté dans le pays d'accueil ou qu'elles soient restées dans le pays d'origine. Conflits et catastrophes naturelles peuvent restreindre les revenus des migrants et, par là même, réduire les rapatriements de fonds vers leurs familles. Les installations techniques nécessaires aux transferts de fonds risquent également d'être perturbées. Les dévaluations des monnaies et les variations des taux de change peuvent avoir des répercussions sur l'épargne et l'actif des migrants. Les possibilités de formation pour les migrants étudiants risquent d'être suspendues indéfiniment. La xénophobie et les discriminations contre les migrants risquent de s'accroître. Les conditions de vie dans les pays d'accueil et de transit après la crise risquent de permettre à la traite des êtres humains ou à d'autres types d'exploitation humaine de se développer.

Les migrants et leurs familles rentrés dans leur pays d'origine après des séjours prolongés dans un pays d'accueil risquent d'avoir du mal à retrouver un emploi et un logement, ainsi qu'à se réintégrer. La réintégration risque d'être particulièrement difficile pour les victimes de la traite d'êtres humains, de violences sexuelles ou sexistes dans le pays d'accueil, pour les enfants nés de migrants dans des pays d'accueil et n'ayant aucune expérience de la culture du pays d'origine de leurs parents, ainsi que pour les migrants ayant vécu à l'étranger pendant de longues périodes. Les interventions pourront revêtir, entre autres, les formes suivantes : une aide en espèces pour répondre aux besoins immédiats, conseils psychosociaux, soins de santé, rééducation physique, repérage de la famille, aide au recouvrement des salaires dus, des avoirs et des biens, compensations pour pertes, etc.. Les efforts pour rétablir les revenus des migrants de retour au pays pourront comprendre la certification et la reconnaissance des compétences, de l'éducation et de la formation acquises à l'étranger. De nombreux migrants

pourront rechercher les moyens d'acquérir de nouvelles compétences à leur retour. Pour diverses raisons, y compris dans le but de rétablir leurs revenus, d'autres pourront rechercher les possibilités de ré-émigrer vers leur pays d'accueil une fois la crise atténuée ou d'émigrer vers d'autres pays.

Les migrants restés dans leur pays d'accueil peuvent avoir de la peine à reprendre le cours de leur vie comme auparavant. Ils auront besoin de nombreux services de soutien similaires à ceux dédiés aux migrants rentrés dans leur pays d'origine, tels qu'une aide en espèces, des soins de santé, des conseils psychosociaux et autres, le repérage des familles, des dédommagements, une aide pour recouvrer des salaires restant dus, des avoirs et des biens, des efforts pour rétablir les revenus, retrouver un emploi et des possibilités éducatives. Comme pour les nationaux, il conviendrait de prendre en compte les besoins des migrants après la crise dans les programmes et plans de redressement du pays d'accueil à l'échelle nationale et locale. Les pays pourront décider de réviser les règles de l'immigration et de visa afin d'accorder aux migrants qui souhaitent rester dans leur pays d'accueil une certaine latitude qui garantirait un séjour en toute légalité. Les efforts qui s'appuient sur la solidarité des migrants des pays d'accueil envers leurs communautés et sociétés d'accueil contribueront à contrebalancer les attitudes xénophobes et discriminatoires.

#### ***Exemples de pratiques***

- *Accès à des moyens de recouvrement des biens et propriétés perdus, des salaires, pensions et autres droits restant dus.*
- *Implication de migrants dans les efforts de reconstruction des pays d'accueil.*
- *Procédures d'immigration souples pour permettre aux migrants de conserver un statut d'immigration régulier.*
- *Consignation, évaluation et reconnaissance des besoins et compétences des migrants de retour.*
- *Aide immédiate à la réintégration, y compris par une aide médicale et en espèces.*
- *Aide au retour à l'emploi et à la reconstitution des revenus, dont aide à la ré-émigration.*
- *Systèmes de certification des compétences, des formations et enseignements acquis à l'étranger.*

### **LIGNE DIRECTRICE 15 : Soutenir les communautés d'accueil des migrants**

Les interventions devront également traiter de l'incidence sur les communautés des pays d'origine vers lesquels reviennent les migrants, des pays d'accueil d'où les migrants ont fui et des pays de transit où les migrants se sont réfugiés. Ces communautés manquent parfois de ressources, services et infrastructures suffisants pour subvenir aux besoins des migrants. Si ces

derniers reçoivent une assistance dont sont exclus les membres des communautés d'accueil, la perception d'un traitement préférentiel risque de créer et d'exacerber les tensions, puis de mener à des discriminations, à une stigmatisation voire à une exclusion sociale. Toute démarche en vue d'une action après crise qui incorporera les besoins des communautés d'accueil aura plus de chances d'aboutir avec succès qu'une approche uniquement ciblée sur les migrants et leurs familles. Cette façon de procéder, de manière inclusive, peut favoriser la cohésion communautaire et sociale ainsi que la stabilité à long terme. Cela se révélera particulièrement important si les migrants et les communautés d'accueil doivent continuer à vivre avec les effets des crises des années après la fin de celles-ci.

Mal gérés, les retours massifs de migrants vers les pays d'origine risquent également de générer des effets négatifs sur le développement, notamment par la perte des rapatriements de fonds, par le chômage et le sous-emploi, la pression sur les infrastructures, les ressources, les services (dont l'eau, l'électricité, la gestion des déchets, l'éducation, la santé, le logement et les transports) et l'accroissement de la pauvreté, qui sont autant de causes possibles à de grandes tensions dans les sociétés. De même, lorsque d'importants groupes de migrants sont évacués ou quittent un pays d'accueil dans la hâte, leur départ peut créer des pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans les pays d'accueil. Bien que les migrants apportent également leur contribution aux pays de transit, leur présence non anticipée sur de longues périodes sans intégration efficace risque de peser sur les services et infrastructures locales.

Il importe donc de gérer efficacement les migrations qui suivent une catastrophe naturelle ou un conflit. Les pays d'accueil pourront encourager les migrants à rentrer dans leur pays aussi vite que possible pour aider à sa reconstruction ou stimuler l'économie locale et pourront pour cela instaurer des possibilités de visa flexibles pour faciliter le retour des migrants vers les pays d'accueil. Les pays d'origine pourront comprendre l'intérêt qu'il y a à faciliter la participation de la diaspora aux efforts post crise et de relèvement.

### **Exemples de pratiques**

- *Analyse des impacts socioéconomiques à court, moyen et long termes des retours dus à des situations de crise, aux niveaux local et national dans les pays d'origine et d'accueil.*
- *Encouragement aux contributions des diasporas par des actions telles que des bourses et des exemptions de droits de douane afin de faciliter les soutiens en numéraire et en nature.*
- *Prises en considération, dans les plans de développement, des besoins des migrants de retour dans leur pays d'origine.*
- *Implication des populations d'accueil et soutien à celles-ci par le biais de consultations et de réponses inclusives.*
- *Programmes de cohésion sociale à l'intention des migrants, des réseaux de migrants et des communautés d'accueil afin de prévenir et d'atténuer les tensions et de favoriser la réintégration.*

# PRATIQUES



La section Pratiques répertorie une liste non exhaustive d'exemples illustrant les diverses façons pour les États, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile d'appliquer les lignes directrices. Elle se base sur des pratiques existantes et des recommandations en vue de nouvelles activités. Cette section fournit des exemples de façons de traiter de la protection des migrants dans les pays touchés par des conflits ou des catastrophes naturelles lors des phases de préparation aux crises, d'intervention d'urgence et de gestion de l'après-crise. Comme pour les principes et lignes directrices, ces applications pratiques ne revêtent aucun caractère obligatoire et reposent sur la base du volontariat. Les parties prenantes peuvent les adapter à des contextes, priorités et capacités particuliers.

Leur lecture doit se faire à la lumière des principes et des lignes directrices. Nous les avons classées chacune sous les lignes directrices auxquelles elles se rapportent et en fonction de chaque partie prenante concernée afin de correspondre aux acteurs les plus susceptibles de les appliquer.

Les parties prenantes sont répertoriées dans les catégories suivantes : Acteurs multiples ; Pays dont pays d'accueil, pays d'origine, pays de transit ; acteurs du secteur privé ; organisations internationales ; société civile. La catégorie Acteurs multiples comprend des pratiques concernant plusieurs parties prenantes, mais pas nécessairement toutes. Les pratiques répertoriées dans les catégories Organisations internationales et Société civile ne s'appliquent pas non plus forcément à tous les acteurs de ces catégories.

Lorsque cela est pertinent, certaines pratiques similaires sont présentées pour plusieurs phases, lignes directrices ou acteurs. De plus, nombre de ces pratiques décrites dans la phase de pré-crise ne seront pas répétées pour les phases d'urgence et d'après-crise. Nous partons du principe qu'elles doivent tout simplement être activées ou appliquées durant ces phases.

L'initiative MICIC a rassemblé une large palette de pratiques existantes indiquées lors de consultations, d'événements et de soumissions, par des parties prenantes expérimentées. Ces pratiques connues, pour un bon nombre desquelles sont donnés des liens et des coordonnées afin de relier directement les parties prenantes entre elles, sont disponibles dans un répertoire en ligne, à l'adresse ci-après. <http://micicinitiative.iom.int>

# I : PRATIQUES À L'APPUI DE LA PRÉPARATION EN CAS DE CRISE

---

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 1 : S'informer sur les conflits et les catastrophes naturelles, ainsi que sur leurs éventuelles incidences sur les migrants

### Pays

#### *Accès à l'information sur les catastrophes naturelles et les conflits*

Les pays collectent, analysent et diffusent leurs connaissances sur les catastrophes naturelles et les conflits ainsi que sur les risques auxquels sont confrontées les communautés. Ils peuvent utiliser ces données pour mettre au point des dispositifs d'alerte et prévenir leurs ressortissants et les migrants afin de les préparer à une éventuelle crise. Les pays peuvent recueillir des informations auprès d'autres pays et peuvent s'entendre sur une compréhension commune des risques en prenant des dispositions pour mettre en place des coopérations internationales, régionales ou bilatérales, et faciliter l'accès aux données et aux informations, ainsi que leur utilisation.

### Pays d'accueil

#### *Cartographie de l'exposition des migrants aux catastrophes naturelles*

Comprendre les impacts possibles des catastrophes naturelles sur les communautés et leurs ressources, y compris sur les communautés de migrants et leurs actifs, permet de cibler la préparation plus efficacement. La collecte et l'analyse des informations sur l'exposition des migrants aux catastrophes naturelles pourront se baser sur les points suivants :

- compilations de sources de données sur l'exposition aux catastrophes naturelles, y compris de cartes, de bases de données catastrophes-pertes, d'atlas des risques et de données sur la présence de migrants, dont les enregistrements des services de l'immigration et les données collectées par les employeurs, les recruteurs, les bureaux de placement et les tour operators ;
- analyses multiniveaux, comprenant la répartition nationale et des évaluations locales, notamment dans les zones de forte immigration ;
- mise en perspective des tendances à longue échéance, saisonnières, hebdomadaires et quotidiennes en tant qu'éléments clés sur la présence et la répartition des migrants ;
- collaboration entre les acteurs concernés, y compris avec les autorités de gestion des catastrophes et de l'immigration, ainsi que les autorités consulaires.

### ***Caractéristiques des migrants dans les évaluations de vulnérabilité aux catastrophes naturelles***

Pour mieux comprendre les éventuelles répercussions des catastrophes naturelles sur les migrants, il importe que les études de risques détectent les caractéristiques des migrants qui induisent des vulnérabilités face à de telles situations de crise. Pour cela, les pays peuvent :

- collecter et analyser les pertes apparues lors de catastrophes naturelles précédentes afin d'identifier les schémas de vulnérabilité dans les communautés à forte immigration touchées par des catastrophes ;
- intégrer dans les études de vulnérabilité et de risques des données sur les compétences linguistiques, le statut d'immigration, les moyens de communication, les réseaux locaux et les façons dont les migrants répondent aux situations d'urgence, puis analyser comment le cas échéant ces facteurs réduisent l'accès à l'information, aux ressources ou aux moyens de protection pendant les catastrophes.

### ***Évaluations des risques à l'échelle locale***

Les populations à risque, dont les migrants, peuvent contribuer à l'étude des risques naturels et doivent être associées à l'identification des risques, des vulnérabilités et des capacités. Les procédures de collecte et de compilation des informations pertinentes fondées sur la participation communautaire sont peu onéreuses, fournissent une compréhension détaillée des schémas locaux et contribuent à sensibiliser les communautés aux divers risques. Ces procédures pourront entre autres :

- inciter des migrants et des représentants de migrants à s'investir dans les évaluations de risques naturels, et s'assurer aussi qu'ils comprennent le but de l'exercice et le soutiennent ;
- encourager un large dialogue, en particulier avec des migrants et d'autres minorités qui pourraient être marginalisés ;
- répertorier les capacités locales compétentes pour la réduction des risques afin de pouvoir y recourir ;
- respecter les points de vue des communautés dans la définition des priorités et des activités de suivi ;
- respecter la diversité des langues, des cultures, des méthodes de communication entre les migrants.

### ***Intégration des observations des migrants dans la surveillance de la crise***

Lors de la mise en place des dispositifs de prévision et de surveillance, les parties prenantes pourront intégrer les observations des migrants au niveau local. Pour cela, les pays pourront :

- contacter les communautés de migrants pour leur expliquer les systèmes d'alerte rapide et solliciter leur coopération ;
- fournir des formations sur la reconnaissance des indicateurs qui alertent précocement sur les catastrophes naturelles et les conflits, notamment les indicateurs familiers aux migrants (par exemple, l'augmentation des violences faites aux minorités) ;
- permettre aux migrants de fournir des informations d'alerte précoce dans leur propre langue.

### **Systèmes d'alerte rapide en cas de catastrophes naturelles adaptés pour les migrants**

Il convient que les systèmes d'alerte rapide des pays d'accueil soient adaptés pour surmonter les points de vulnérabilité des migrants, tels que les aptitudes linguistiques, le manque de confiance envers les autorités, les différences de sensibilisation aux risques et de perception de ceux-ci, les disparités d'accès aux médias et aux canaux de communication. Afin d'adapter ces dispositifs, les pays pourront :

- traduire les avertissements dans les langues parlées par les migrants au moyen d'outils de traduction automatique ou par le biais de travailleurs bilingues ou de traducteurs répertoriés ;
- modifier les avertissements en utilisant un langage clair et simple, en évitant des termes et expressions que les migrants risquent de ne pas comprendre et fournir des informations spécifiques sur la façon dont les migrants peuvent accéder à une assistance et à des services ;
- employer les médias et les autres canaux de communication utilisables et accessibles aux migrants, y compris les sources des pays d'origine ;
- diffuser et valider les alertes localement, y compris par du porte-à-porte ou par la confirmation d'alertes par des acteurs ayant la confiance des migrants.

### **Pays d'origine**

#### **Mécanismes de partage entre les parties prenantes des analyses de conflits et de catastrophes naturelles**

Les pays d'origine peuvent suivre et évaluer les risques de leurs ressortissants de l'étranger, notamment en se focalisant sur les principaux pays de destination. La mise en place de mécanismes de partage et d'échange régulier d'analyses des conflits et des catastrophes naturelles avec les autres acteurs, dont les acteurs du secteur privé et de la société civile, peut faciliter des prises de décision éclairées. On retrouve parmi les mesures facilitant le partage d'informations :

- l'établissement d'un réseau central regroupant les autorités gouvernementales, les employeurs, les recruteurs et les autres acteurs du secteur privé ou de la société civile, afin de suivre et d'échanger des informations sur les risques à l'étranger ;
- l'établissement de forums nationaux et régionaux réunissant des agents consulaires et d'autres acteurs concernés présents dans le pays d'accueil afin de partager des informations actualisées sur les problèmes de sécurité représentant des préoccupations communes au sujet des ressortissants de l'étranger lors des crises ;
- création d'un site Web pour fournir des informations sur les conflits et les catastrophes naturelles, avec des liens vers d'autres sites Web pertinents, tels que ceux des consulats ou des systèmes d'alerte rapide.

## Organisations internationales

### *Systèmes interorganisations d'alerte et d'intervention rapides*

Les systèmes d'alerte rapide puis d'intervention rapide et autres dispositifs de suivi des crises utilisés par les organisations devraient systématiquement incorporer des informations sur la présence et les conditions de vie des migrants. Les migrants et groupes de migrants peuvent contribuer à recueillir et à analyser les données pertinentes. Ces informations peuvent être utiles à l'analyse des risques pour les populations migrantes et à la conception des phases de préparation et des plans d'intervention d'urgence. On retrouvera parmi les informations utiles notamment les données suivantes :

- nombre de migrants ;
- nationalités ;
- lieux ;
- répartitions par profil démographique, sexe et âge ;
- données sur les statuts d'immigration des migrants, dont les situations irrégulières ;
- groupes vulnérables de migrants, dont les victimes de la traite, les enfants et les personnes handicapées ;
- informations sur les risques pouvant toucher les migrants de manière disproportionnée, par exemple dans des secteurs d'emploi spécifiques.

## Société civile

### *Contributions de la société civile*

Les acteurs locaux de la société civile ont souvent une connaissance de première main des conflits et des catastrophes naturelles imminents ainsi qu'une connaissance des répercussions possibles sur les migrants. Pour intégrer des informations de la société civile dans les systèmes d'alerte rapide, les parties prenantes pourront :

- contacter les acteurs de la société civile locale pour leur expliquer les systèmes d'alerte rapide et solliciter leur coopération en vue de l'obtention et de la transmission d'informations ;
- fournir des formations sur l'identification des indicateurs, notamment au niveau communautaire, permettant d'alerter précocement sur les catastrophes naturelles et les conflits, dont particulièrement les indicateurs familiers aux acteurs de la société civile (par exemple, l'augmentation des violences faites aux minorités) ;
- fournir divers moyens de communication des informations sur les crises imminentes ;
- intégrer des mécanismes de remontée d'informations pour s'assurer que les acteurs de la société civile sont au courant des alertes précoces en cas de crises qui les touchent, eux et les communautés de migrants.

## **PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 2 :**

### **Collecter et partager des informations sur les migrants - soumises au respect de la vie privée et à la confidentialité - sur la sécurité des migrants.**

#### **Acteurs multiples**

##### ***Données agrégées et recherche sur les tendances de la migration et de la démographie***

Les informations cumulées sur les tendances des migrations et les données démographiques peuvent influencer sur la préparation aux crises et les interventions. Les données et recherches porteront par exemple sur les points suivants :

- objectifs de la migration ;
- itinéraires de migration ;
- nature et caractéristiques des ressortissants quittant les pays d'origine ;
- nature et caractéristiques des migrants dans les pays d'accueil ;
- données quantitatives et qualitatives, et analyses ;
- présence et activités des réseaux de traite d'êtres humains et de trafic illicite de migrants.

##### ***Information sur les profils des communautés de migrants, les réseaux de migrants et de la diaspora et sur les personnes à contacter***

Les informations détaillées sur les profils des communautés de migrants, les réseaux et les personnes à contacter peuvent influencer sur la préparation, y compris sur celle des plans d'urgence, et faciliter les contacts, la communication et les réponses ciblées. Les informations à réunir pourraient par exemple porter sur les points suivants :

- répartition géographique des migrants dans les pays d'accueil ;
- nationalités, ethnies et compositions linguistiques des migrants dans des lieux spécifiques ;
- éventuelles conditions de vulnérabilité, dont le sexe, l'âge, le handicap, le statut d'immigration, les capacités linguistiques et les conditions de travail ;
- répartition géographique, compétences et caractéristiques de la diaspora ;
- réseaux de diasporas et de migrants formels et informels ;
- information sur les dirigeants communautaires des diasporas et des migrants.

##### ***Normes applicables relatives à la protection des données et de la vie privée***

La collecte et l'utilisation des données exigent une attention toute particulière à la protection des données et de la vie privée, notamment par des mesures sur le consentement éclairé des personnes fournissant les données. Les conseils sur la collecte et l'utilisation de données devront traiter notamment de ces points : respect de la législation sur le recueil d'informations, objectifs légitimes et spécifiés, consentement, confidentialité, transmission à des tiers, sécurité des données, conservation, surveillance, conformité, recours en cas d'usage abusif et stockage des données au moyen d'installations sûres, y compris, en cas de collecte numérique, au moyen de fichiers encryptés sur des serveurs sécurisés.

### **Dispositions pour le partage des données agrégées sur les populations migrantes**

Le partage des données agrégées peut permettre de s'assurer que toutes les parties prenantes disposent d'informations exactes et actualisées sur les migrants, leur implantation générale et leurs besoins. Des dispositions relatives au partage de ces données pourraient par exemple porter sur les points suivants :

- conditions de partage des informations ;
- format des données agrégées à partager (par exemple : tableaux, cartes, graphiques et textes) ;
- fréquence d'actualisation des données ;
- conditions d'agrégation à la demande de séquences de données spécifiques ;
- exceptions de partage des données agrégées (par exemple, lorsque le nombre de migrants dans un lieu donné est trop petit pour permettre l'anonymat) ;
- accord sur les objectifs acceptables d'utilisation des données agrégées.

### **Données agrégées accessibles au public**

États, organisations internationales et acteurs de la société civile collectent des données sur les tendances des migrations, la démographie et les communautés de migrants. Rendre les données agrégées accessibles à tous peut permettre de s'assurer que toutes les parties prenantes auront une vision commune de la taille et de la nature des communautés de migrants.

## **Pays d'accueil**

### **Systèmes de gestion des frontières et d'enregistrement à l'arrivée**

Collectées grâce à des systèmes informatiques ou papier de gestion de frontières, les informations sur les migrants arrivant sur le territoire d'un pays peuvent être utiles pour leur protection ultérieure en cas de conflit ou de catastrophe naturelle. Elles porteront par exemple sur les points suivants :

- données d'état civil, telles que les noms, date de naissance, nationalité, sexe et, au besoin, données biométriques sur les migrants et les membres de leur famille les accompagnant ;
- coordonnées détaillées ;
- lieu de résidence ;
- contacts en cas d'urgence ;
- nature du voyage ;
- durée du séjour, avec dates d'entrée et autres détails sur le voyage ;
- données de passeport et de visas, notamment nationalité et dates d'expiration ;
- nom de l'employeur et lieu(x) de travail.

### **Systèmes d'enregistrement des ressortissants de l'étranger**

Les pays d'origine peuvent recourir à des dispositifs d'enregistrement pour communiquer avec leurs ressortissants de l'étranger et leur fournir des informations. Ces systèmes peuvent autoriser des enregistrements à simple entrée ou être interactifs et permettre aux ressortissants de créer leur profil personnel, qu'ils pourront actualiser le cas échéant. Il existe divers moyens de mettre en place ces dispositifs :

- sur papier, en personne, sur informatique ;
- avant le départ et après l'arrivée dans le pays d'accueil ;
- sur la base du volontariat ou par obligation ;
- par l'intermédiaire des postes consulaires à l'étranger.

Voici quelques exemples d'informations pouvant être collectées :

- données d'état civil, telles que les noms, date de naissance, nationalité, sexe et, au besoin, données biométriques sur les ressortissants et les membres de leur famille les accompagnant ;
- coordonnées pour contact ultérieur ;
- détails du voyage, dont pays, lieu de résidence et durée du séjour ;
- contacts en cas d'urgence ;
- données de passeport et de visas, notamment dates d'expiration.

### **Mesures visant à encourager les ressortissants à s'enregistrer**

Les dispositifs d'enregistrement fonctionnent bien lorsque les ressortissants voyageant à l'étranger se font enregistrer et actualisent leurs informations. Les pays pourront sensibiliser leurs ressortissants sur les dispositifs d'enregistrement disponibles et améliorer le taux d'enregistrement grâce aux actions suivantes :

- concevoir des dispositifs d'enregistrement en ligne conviviaux, simples d'utilisation, plutôt que des formulaires à remplir en présence de l'intéressé ;
- limiter l'étendue des données personnelles à fournir, dont le statut d'immigration ;
- fournir des informations sur l'objectif et l'importance de l'enregistrement ;
- fournir des instructions claires (avec des liens disponibles vers les dispositifs d'enregistrement) sur le mode et la période d'enregistrement ;
- fournir des conseils clairs sur le mode de protection et de traitement des données et informations ;
- proposer des avantages aux ressortissants enregistrés, en les tenant par exemple régulièrement informés des risques et conditions de vie dans les pays d'accueil ;
- diffuser des informations sur les dispositifs d'enregistrement sur les sites Web, médias sociaux, courriels, médias classiques, affichages dans les aéroports et centres de voyage ;
- fournir des renseignements sur les dispositifs d'enregistrement pendant la période de préparation au départ ou d'accueil après l'arrivée à l'étranger.

### **Cartographie des ressortissants de l'étranger**

Avoir une connaissance plus complète et actualisée du nombre de ressortissants de l'étranger et de leurs caractéristiques peut permettre aux pays de s'organiser et d'intervenir plus efficacement en cas de crise. Les exercices de cartographie pourront notamment consister à :

- recueillir des données de première main auprès des organismes compétents des pays d'accueil, tels que le ministère de l'intérieur, les services de l'immigration, le ministère du travail ainsi que les services de l'enregistrement et des statistiques ;
- cartographier les organisations, les groupes et les associations créés par les ressortissants à l'étranger ;
- rencontrer les dirigeants communautaires et les groupes qui possèdent des données sur les ressortissants de l'étranger ;
- se concerter avec les représentants des employeurs, des recruteurs et des bureaux de placement ;
- visiter des lieux de travail dans les pays d'accueil ;
- réaliser des cartographies et établir des profils à l'échelle locale dans les pays d'accueil.

Les types d'informations pouvant être recueillies sur les ressortissants de l'étranger porteront par exemple sur les points suivants :

- noms et prénoms ;
- passeport, document de voyage, si disponible, ou tout autre document permettant l'identification ;
- coordonnées pour contact ultérieur ;
- adresse dans le pays d'accueil ;
- noms et coordonnées de l'employeur ;
- coordonnées et contacts dans le pays d'accueil ;
- coordonnées détaillées des contacts en cas d'urgence, dans les pays d'accueil et d'origine ;
- réseaux sociaux et autres plateformes (sites Web, SMS, médias sociaux, applications) couramment utilisés pour s'informer.

## **Acteurs du secteur privé**

### **Données et bases de données sur les travailleurs migrants**

Employeurs, recruteurs et bureaux de placement des pays d'origine collectent souvent des données et disposent de bases de données sur les salariés, dont les expatriés. Les employeurs des pays d'accueil recueillent eux aussi des données et disposent de bases de données sur leurs employés, y compris les travailleurs migrants. La plupart de ces informations sont récoltées dans le cours habituel de l'activité professionnelle, par exemple lors de l'embauche, par les services du personnel et les contrats d'assurance de l'entreprise. Dans le cadre des activités de collecte de données, employeurs, recruteurs et bureaux de placement peuvent réunir des informations et des documents utiles pour la protection des migrants, qui porteront par exemple sur les points suivants :

- données d'état civil, telles que les noms, date de naissance, nationalité et sexe des membres de la famille accompagnant ;
- documents d'identité et de voyage et informations sur les visas, dont pays d'origine, pays d'accueil, nationalité et dates d'expiration ;
- lieu de résidence dans le pays d'accueil ;
- coordonnées, dont numéros de téléphone et adresses de courriel du salarié et des membres de sa famille l'accompagnant, contacts en cas d'urgence dans les pays d'origine et d'accueil ;
- sauvegarde des documents, notamment des documents d'identité.

## Organisations internationales

### *Cartographie de la migration et de la mobilité*

Dans le cadre de leurs mandats et de leurs domaines d'expertise spécifiques, les organisations internationales pourront aider les pays et autres parties prenantes à recueillir et à analyser les données sur les migrants, en utilisant pour cela les outils et méthodologies ci-dessous.

- Études sur les tendances de la migration
- Dispositifs d'enregistrement des migrants
- Profils des communautés de migrants
- Enquêtes sur les intentions de déplacement des migrants
- Mécanismes de suivi des migrations
- Création de mécanismes locaux de collecte de données, notamment dans les zones exposées à des risques naturels
- Consolidation et maintenance des bases de données sur les déplacements transfrontaliers
- Critères de développement spécifiques au pays et indicateurs de mesure de l'accès des migrants aux services
- Cartographie et évaluation des vulnérabilités des migrants pouvant avoir une incidence sur leur résilience face aux situations de crise, telles que les barrières culturelles et linguistiques, le statut d'immigration et l'accès aux services sociaux.
- Recrutement et gestion de détachements multipartites nationaux et régionaux pour effectuer le suivi des déplacements intérieurs et transfrontaliers.

### *Mécanismes de contact avec les parties prenantes*

Dans le cadre de leurs mandats et de leurs domaines d'expertise spécifiques, les organisations internationales pourront contacter les parties prenantes concernées pour partager les données pertinentes sur les migrants notamment pour les points suivants :

- cartographie et coordonnées des postes consulaires compétents ;
- cartographie et contacts des acteurs de la société civile compétents, dont les associations de migrants ;
- cartographie et coordonnées des employeurs, recruteurs et bureaux de placement, des groupes industriels privés et des associations ;

- mise en place de mécanismes de partage d'informations ;
- création et actualisation des listes de contacts.

## Société civile

### *Outils pour encourager les migrants à fournir directement leurs informations*

Les acteurs locaux de la société civile proches des populations migrantes et ayant établi avec elles des relations de confiance peuvent disposer de plus d'informations ou être bien placés pour recueillir des informations auprès des migrants, notamment de ceux qui se cachent ou sont isolés, ou d'autres groupes vulnérables. Leurs activités de collecte d'informations sur les communautés de migrants porteront par exemple sur les points suivants :

- cartographie des groupes les moins visibles ou autres groupes vulnérables, dont les enfants, les migrants en situation irrégulière, en détention, les travailleurs exploités et les victimes de la traite d'êtres humains ;
- groupes dédiés ciblant les minorités culturelles et linguistiques ou groupes isolés ;
- cartographie des réseaux de migrants ;
- porte-à-porte et autres formes de contact de base ;
- entretiens avec des dirigeants et des représentants de migrants et des personnes ressources clés parmi les migrants.

## **PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 3 : Autonomiser les migrants, leur famille et leur communauté pendant et après une crise**

### **Acteurs multiples**

#### ***Communication positive sur les migrants***

Les migrants risquent d'être confrontés à de la discrimination, de l'hostilité et de la xénophobie dans les pays d'accueil et de transit. Une communication positive sur leur sort encouragera la tolérance, la non-discrimination et le respect envers eux, ainsi que leur intégration. Voici quelques façons de communiquer positivement au sujet des migrants :

- concevoir des modèles de rôles de migrants, en leur donnant une voix, en mettant un visage sur la migration ;
- mettre en place des campagnes contre la xénophobie ;
- communiquer sur l'histoire des migrants avec des images positives, y compris sur des plateformes en ligne ;
- conclure des partenariats avec les sociétés de médias sociaux pour contrer les discours de haine ;
- fournir aux enseignants des informations ciblées sur les migrants et la migration ;
- souligner l'investissement des migrants dans les communautés, lors des interventions dans les phases de crise et relèvement ;
- éviter d'employer l'adjectif « illégal » concernant les migrants, même si certains sont en situation irrégulière ;
- célébrer la Journée internationale des migrants avec des activités soulignant les contributions positives des migrants envers les sociétés hôtes.

#### ***Orientation avant et après le départ***

Des programmes d'orientation pour les migrants peuvent être organisés avant le départ du pays d'origine ou après l'arrivée dans le pays d'accueil. Ces programmes peuvent être obligatoires ou facultatifs. Organisés en partenariat avec d'autres parties prenantes, ils peuvent cibler uniquement les migrants ou les migrants et leur famille. Ces programmes pourraient par exemple couvrir les points suivants :

- informations spécifiques du pays d'accueil, y compris sur les cultures et coutumes locales ;
- zones à risques de conflit et de catastrophe naturelle spécifiques du pays d'accueil ;
- situation des droits de l'homme dans le pays d'accueil et contraintes pesant la possibilité de jouir de ses droits ;
- risques de traite des êtres humains et d'exploitation dans le pays d'accueil et aides possibles ;
- droits de l'immigration et du travail et autres législations du pays d'accueil ;
- procédures d'urgence pertinentes (par exemple : où se réfugier ? que faire ?) et contacts

- en cas d'urgence ;
- rôles clés joués par les postes consulaires et leurs plans d'urgence et d'évacuation

### **Apprentissages entre migrants**

Des programmes d'entraide entre migrants, avant le départ et après l'arrivée dans le pays d'accueil, peuvent permettre aux migrants d'acquérir les connaissances et les compétences pour se préparer aux risques liés aux crises et pour atténuer ces derniers. Ces programmes couvriront divers domaines sur la préparation et la gestion des crises et pourront persuader les migrants y participant à devenir eux-mêmes formateurs. Les programmes d'entraide entre migrants peuvent être utiles :

- pour toucher les adolescents, les femmes et les groupes pour lesquels les normes culturelles peuvent créer des barrières, et les groupes partageant des vécus et des traumatismes uniques ou similaires ;
- lorsqu'il n'existe que peu ou pas de financements disponibles ;
- dans les communautés fermées ou isolées ;
- lorsque les migrants ne sont pas en mesure de recevoir les informations d'autres acteurs non migrants pour diverses raisons, y compris les barrières linguistiques ;
- lorsque les migrants sont confrontés à des contraintes les empêchant de se déplacer pour se rendre à des programmes officiels (restriction de visa, contraintes fiscales ou conditions d'emploi restrictives et exigeantes).

### **Formation linguistique**

Une formation à la langue locale peut rendre les migrants plus résilients en cas de crise en améliorant leur aptitude à accéder aux informations et services. Ces programmes renseigneront par exemple sur :

- le vocabulaire nécessaire pour comprendre les premières alertes sur les catastrophes naturelles et les conflits, y compris dans des termes familiers utilisés dans le pays d'accueil ;
- le vocabulaire nécessaire pour comprendre des conseils donnés par les alertes pour se préparer aux situations d'urgence ;
- les informations portant sur les sources crédibles d'alerte rapide et sur la préparation aux urgences.

### **Initiation financière**

Une bonne gestion des affaires et des ressources financières renforce les ressources disponibles pour les migrants en cas de crise. Dès la conception des programmes de formation aux migrants, les parties prenantes pourront par exemple :

- conclure des partenariats avec des banques et d'autres institutions financières et fournisseurs compétents ;
- cibler les formations pour qu'elles correspondent aux profils et caractéristiques des populations migrantes ayant des besoins différents ;
- couvrir les options d'assurance et d'épargne ;

- recenser l'aide de la part d'acteurs de la société civile, y compris de réseaux et d'associations de migrants pour encourager la participation aux formations ;
- s'appuyer sur les campagnes nationales étatiques et consulaires favorisant la sécurité financière et la protection du consommateur ;
- conclure des partenariats avec des acteurs de la société civile dans les pays d'origine pour organiser des formations complémentaires avec les familles de migrants restées dans leur pays d'origine.

### **Produits et services financiers**

Les produits et services financiers ciblant les besoins des migrants y compris ceux à faibles revenus peuvent renforcer la résilience et réduire la dépendance vis-à-vis des services sociaux et de l'aide humanitaire. Les produits financiers peuvent être proposés soit par le pays d'accueil soit par celui d'origine. Les produits financiers pertinents sont entre autres :

- les assurances et microassurances, qui seront présentées plus en détail plus loin ;
- les dispositifs d'épargne et d'investissement ;
- les assurances vieillesse ;
- les prêts rapides ;
- le microcrédit.

Lors de la conception et de la diffusion des produits, les parties prenantes prendront notamment en compte les points suivants :

- création de produits pertinents en temps normal et en temps de crise ;
- disponibilité, flexibilité, simplicité et facilité d'utilisation des produits ;
- ciblage des besoins des migrants ;
- consultation des migrants et d'organisations compétentes pour comprendre les besoins des migrants ;
- adaptation des spécifications des documents aux migrants ;
- mise en avant de l'accessibilité transfrontalière et de l'accès rapide aux produits en situation de crise ;
- utilisation de circuits de distribution non traditionnels pour toucher les migrants y compris par des partenariats avec les employeurs, recruteurs et bureaux de placement, les communautés d'origine ou la diaspora ;
- éducation et formation des migrants aux services financiers disponibles, à leur utilisation et à leurs avantages.

### **Assurance et microassurance**

Une assurance peut jouer un rôle précieux en atténuant les risques courus par les migrants avant, pendant et après une crise. Elle peut couvrir des besoins spécifiques à la crise, tels que les dommages aux biens et les coûts d'évacuation et peut aider à répondre aux besoins plus larges de gestion des risques des migrants concernant les soins de santé, le décès, le handicap ou le chômage. Lors de la conception et de la diffusion des produits, les parties prenantes pourront réfléchir notamment aux points suivants :

- recherches pour déterminer les risques pertinents, les dispositifs et démarches efficaces pour diffuser les produits et les informations ou autres aides nécessaires aux migrants afin qu'ils puissent en bénéficier ;
- modèles de produits d'assurance à utiliser (produits d'assurance basés dans le pays d'accueil, dans le pays d'origine ou dans un régime hybride s'étendant sur les deux pays) ;
- modèles de distribution à utiliser (vente directe aux migrants, aux pays d'origine ou d'accueil, ou encore aux employeurs, aux recruteurs ou aux bureaux de placement) ;
- compensations offertes par les différentes options de conception de produit et de diffusion, et influence mutuelle des possibilités de couverture et de diffusion ;
- avantages des petits produits simples et abordables lors de la vente directe aux migrants ;
- méthodes de suivi efficaces des produits d'assurance.

## Pays

### ***Respect du droit international, dont le droit international des droits de l'homme et le droit du travail***

Le respect, la protection et la réalisation des droits de l'homme et du droit du travail des migrants favorisent leur autonomisation. On y veillera notamment en :

- ratifiant les traités internationaux et régionaux pertinents ;
- adoptant et réformant la législation nationale, comme nécessaire, pour appliquer les obligations du droit international, dont celles liées aux droits de l'homme et au droit du travail ;
- assumant ses obligations internationales dans la pratique, aux niveaux national et local ;
- s'attaquant aux obstacles qui limitent pour les migrants les possibilités de bénéficier de leurs droits ;
- en investissant dans la formation, le suivi et l'application afin de favoriser la mise en conformité.

### ***Mesures juridiques et politiques permettant de promouvoir la résilience des migrants***

Un certain nombre de mesures, dont l'adoption de dispositions juridiques spécifiques, peuvent promouvoir l'autonomisation. Ces mesures pourront, entre autres :

- clarifier le devoir d'assistance et les autres obligations des employeurs, recruteurs et bureaux de placement envers les salariés dans les législations nationales du travail et dans les autres droits concernés, y compris durant les crises ;
- faire respecter le droit des migrants à s'associer, s'organiser ou s'affilier à des syndicats ou associations ;
- faire respecter le droit des migrants et des acteurs de la société civile à établir, immatriculer et exploiter des entreprises et des associations.

### ***Procédures de recrutement éthiques et équitables***

Les États peuvent mettre en place des mesures permettant d'assurer que les employeurs,

recruteurs et bureaux de placement respectent les droits de l'homme et renoncent à des pratiques pouvant éventuellement placer les travailleurs migrants et leurs familles dans des situations de vulnérabilité. Les mesures à prendre pour mettre en place des procédures de recrutement éthiques et équitables couvriront entre autres :

- des conseils sur la responsabilité vis-à-vis des frais de recrutement, notamment l'interdiction de faire payer aux migrants ces frais ;
- des programmes de recrutement, d'accréditation d'emploi et de certification d'intégrité ;
- l'encouragement à s'engager dans des programmes de certification internationale de recrutement ;
- la création de listes d'excellence ou de systèmes de notation des agences de recrutement ;
- l'instauration de mécanismes de remontée d'informations et de réclamation pour les travailleurs migrants ;
- les instructions sur l'arrêt et la reprise du déploiement des salariés par les agences de recrutement et de placement en fonction des dangers ;
- l'adoption des lois imposant des peines, en droits pénal, civil et administratif, aux recruteurs illégaux ou non éthiques.

### ***Lois sur le devoir d'assistance des employeurs, recruteurs, bureaux de placement et des filières de recrutement***

Les pays peuvent clarifier leur devoir d'assistance envers les salariés migrants dans leur droit du travail national, y compris pour les employeurs, les recruteurs et les bureaux de placement. Ces lois incluront notamment :

- des conseils sur l'application du devoir d'assistance pour les populations migrantes ;
- des conseils sur l'application du principe de devoir d'assistance envers les personnes assurant des missions à l'étranger ;
- des conseils sur l'extension dans certaines circonstances du principe de devoir d'assistance aux membres des familles des salariés ;
- les solutions disponibles en cas de violation du principe du devoir d'assistance ;
- les pénalités à appliquer en cas de violation du principe du devoir d'assistance.

### ***Mesures de surveillance des conditions d'emploi***

Les pays peuvent vérifier la conformité des employeurs à la législation et aux normes du travail afin d'identifier les abus et d'entreprendre les réformes nécessaires. Leur suivi des conditions d'emploi et leurs rectifications devront couvrir et traiter les points suivants :

- paiement de frais déraisonnables demandé aux employés migrants, les mettant en position d'endettement ;
- rétention de passeports ou d'autres documents d'identité et de voyage ;
- niveau de liberté et de liberté de circulation laissé aux travailleurs migrants, dont les travailleurs domestiques ;
- existence de normes de santé et de sécurité au travail afin de s'assurer que les informations des procédures d'urgence sont accessibles aux migrants.

### ***Transférabilité des contributions sociales et des pensions de retraite***

Les contributions sociales et les retraites des migrants ne sont souvent pas transférables dans un autre pays ; l'impossibilité d'accéder aux retraites et autres prestations sociales risque de dissuader les migrants de fuir un pays d'accueil pour se mettre à l'abri, ou au contraire d'influer sur leur retour, leur réintégration ou leur ré-émigration. Les efforts de portabilité s'attacheront par exemple aux points suivants :

- établissement de mesures pour que les cotisations salariales de retraite et d'autres prestations sociales (parfois appelées cotisations déterminées ou définies) puissent suivre les migrants dans le cas où ceux-ci devraient fuir un pays d'accueil en crise ;
- accords bilatéraux entre les pays d'accueil et d'origine pour préciser les moyens d'accéder aux cotisations sociales, dont celles de retraite, dans le cas où les migrants devraient fuir un pays d'accueil en crise ;
- autorisation d'accès aux cotisations sociales, dont celles de retraite, depuis un autre pays que le pays d'accueil ;
- assistance au rapatriement des cotisations sociales, dont celles de retraite ;
- création de fonds de soutien pour la retraite, l'éducation financière, le logement et les soins de santé au retour des migrants dans leur pays d'origine ;
- application des dispositions de portabilité aux migrants en situation irrégulière.

### ***Cartes d'identité des migrants sans mention de statut***

La délivrance de prestations d'assistance et d'autres services est souvent soumise à la présentation d'une pièce d'identité. Or, la présentation d'une carte d'identité peut être un obstacle pour les migrants non autorisés à séjourner ou à travailler dans le pays d'accueil. Les pays d'origine et pays d'accueil peuvent prévoir des dispositions spéciales pour les migrants en situation irrégulière afin qu'ils obtiennent des cartes d'identité ne mentionnant pas leur statut d'immigration dans le pays d'accueil. Pour cela, on pourra :

- autoriser les postes consulaires à délivrer des cartes (pays d'origine) ;
- vérifier le lieu de résidence d'après des justificatifs de domicile, de versement de retraite ou par déclaration sur l'honneur ;
- établir des lois et politiques attestant de la validité de documents annexes pour l'obtention de cartes d'identité et de la validité de la présentation de ces documents pour obtenir une assistance et des prestations.

Les cartes d'identité comporteront notamment les informations suivantes :

- identification biométrique, par exemple une photographie ou des empreintes digitales ;
- noms et prénoms de l'individu ;
- données personnelles de base, telles que le sexe, la taille et la date de naissance ;
- adresse dans le pays d'accueil ;
- possibilité de vérification de la bonne délivrance de la carte par les autorités ;
- hologramme ou autres éléments de sécurité empêchant la contrefaçon.

### **Mesures facilitant l'accès aux services financiers**

Les pays d'origine peuvent soutenir l'élaboration de produits financiers répondant aux besoins des migrants en instaurant des programmes d'assurance publique et en proposant des produits financiers directement aux migrants. Pour cela, ils peuvent :

- financer la recherche et soutenir des programmes pilotes pour tester des idées et prouver la viabilité aux services et produits financiers ;
- soutenir des systèmes de cotisations salariales à des programmes d'épargne, de retraite et d'assurance pour les migrants, qu'ils soient en situation d'immigration régulière ou irrégulière ;
- rendre obligatoire ou inciter l'achat ou l'utilisation de produits ;
- acheter ou octroyer des polices d'assurance pour migrants ;
- faire office de porteur de risques (en prenant ou assumant les risques, par exemple) ;
- faciliter l'accès transfrontalier ;
- réguler la distribution des produits pour favoriser sa réussite auprès des communautés de migrants ;
- réguler les exigences de justificatifs ouvrant l'accès aux produits et services financiers afin de les rendre plus accessibles aux migrants, y compris à ceux en situation irrégulière ;
- rendre obligatoires des régimes et programmes d'assurance pour les migrants donnant accès pour les membres au minimum à une aide à l'évacuation et une assistance médicale en cas de crise ;
- exiger des travailleurs migrants de l'étranger de souscrire une assurance couvrant des risques tels que le décès, le handicap et les coûts d'évacuation. La responsabilité de la souscription pourra incomber soit à l'employeur, au recruteur ou au bureau de placement, soit à l'employé.

### **Pays d'accueil**

#### **Séparation entre l'application des règles d'immigration et les prestations de service public**

Afin d'aider à l'assistance en cas de crise, notamment pour les migrants en situation irrégulière, il est important de séparer opérations d'application des règles de l'immigration et accès à l'assistance, aux services, aux systèmes administratifs et judiciaires ainsi qu'aux mécanismes de recours et plus généralement à la protection des droits pour lever les barrières qui empêchent cet accès en situation de crise. On adoptera par exemple des mesures portant sur les points suivants :

- protocoles d'accord entre les divers ministères pour s'assurer que les plaintes déposées pour violation du droit du travail ne déclenchent pas de répercussions de la part des services de l'immigration ;
- dispositions juridiques rendant obligatoire l'accès à l'éducation, quel que soit le statut d'immigration ;
- couverture des enfants migrants et de leur famille, quel que soit le statut d'immigration, afin de permettre la scolarisation, d'instiller un retour à la normale

après la crise et d'atténuer les risques plus élevés de violence et d'exploitation des enfants dans les situations d'urgence ;

- dispositions juridiques rendant obligatoire l'accès aux services de soins de base et d'urgence ainsi qu'aux services de soins préventifs, quel que soit le statut d'immigration ;
- interdiction de demander le statut d'immigration lors des demandes d'accès aux services.

### ***Migrants et détention***

Les migrants détenus dans leur pays d'accueil ne peuvent compter que sur les autorités pour assurer leurs besoins fondamentaux. Sans plans d'urgence adéquats, les détenus, y compris les détenus migrants, risquent plus de se voir refuser l'accès à des produits et services de base tels que la nourriture, l'eau ou les soins de santé, alors que l'attention se concentre ailleurs. Ils risquent de voir leurs conditions de détention et leur traitement se détériorer, voire de connaître des violations des droits de l'homme, qui, en temps de crise, passeront inaperçues auprès des autorités. Les pays des pays d'accueil pourront par exemple :

- limiter le recours à la détention en tant qu'outil de gestion des frontières, tout spécialement pour les délits d'immigration clandestine, tels que l'entrée ou le séjour en situation irrégulière ;
- prendre les mesures pour éviter la détention arbitraire de migrants ;
- faciliter l'accès à des services de conseil juridique et d'avocats pour les migrants en détention ;
- adopter des lois et politiques interdisant le recours à la détention de migrants, notamment les plus vulnérables, pour des raisons de statut d'immigration, et présentant des alternatives à cet usage, notamment pour les enfants, les familles, les femmes enceintes ou allaitantes, les victimes d'abus ou les migrants présentant des besoins de soins de santé et en matière de santé mentale.
- adopter préventivement des solutions alternatives à la détention pour autoriser les migrants à rester dans un environnement communautaire sans privation de liberté jusqu'à résolution de leur problème de statut d'immigration ;
- permettre un suivi régulier des lieux de détention de migrants par les autorités compétentes, ainsi que par des organismes de contrôle indépendants ;
- exiger des lieux de détention publics et privés qu'ils établissent des plans d'intervention d'urgence, y compris pour l'évacuation, afin d'assurer la protection des migrants en temps de crise.

## **Acteurs du secteur privé**

### ***Procédures de recrutement éthiques et équitables***

Les modèles de recrutement imposant des obligations financières ou autres aux migrants accroissent leur vulnérabilité. Même en l'absence d'exigences légales ou sectorielles, les employeurs et les recruteurs peuvent promouvoir un recrutement éthique et équitable notamment par les actions suivantes :

- éviter les frais et charges à payer par les migrants ;
- veiller à ce que les documents d'identité et passeports des employés ne soient pas confisqués ;
- participer aux programmes d'accréditation et de certification ;
- encourager un recrutement éthique et équitable dans les divers secteurs ;
- adopter des codes de conduite déontologiques pour le recours aux recruteurs ;
- appliquer les normes de recrutement éthique et équitable sur toutes les filières ;
- utiliser les systèmes, à l'initiative des migrants, de notation et d'information sur les recruteurs et employeurs.

### **Accès aux documents d'identité**

Les migrants doivent avoir accès à leurs documents d'identité et de voyage afin de pouvoir trouver sécurité et assistance en situation de crise. Les mesures facilitant l'accès aux documents d'identité et de voyage pour les travailleurs migrants couvrent par exemple les actions suivantes :

- envoyer des rappels aux migrants sur les dates d'expiration de leurs documents ;
- établir, en tant que service aux migrants, un système de sauvegarde électronique pour enregistrer des copies des documents et permettre un accès facile à ces copies ;
- s'abstenir de toute rétention de documents d'identité et de voyage plus longtemps que le temps strictement nécessaire ;
- dans les pays où les employeurs sont chargés de fournir les accords et permis de sortie du territoire à leurs salariés migrants, établir des mécanismes veillant à ce que les permis soient rapidement disponibles dans les situations de crise si les employés ont besoin de quitter le pays ou d'être évacués, ou le souhaitent.

### **Devoir d'assistance des employeurs**

Les employeurs ont des responsabilités envers leurs employés, y compris envers leurs travailleurs migrants. Ces responsabilités découlent du devoir d'assistance. En raison du statut de non-ressortissant des travailleurs migrants, ces responsabilités envers ceux-ci risquent d'être assurées différemment que lors des interventions nécessaires pour les travailleurs ressortissants. Même en l'absence de règles juridiques ou sectorielles, les employeurs devront prendre en compte les points suivants :

- quelles sont les actions nécessaires en situation de crise pour se conformer au devoir d'assistance ;
- comment inclure des dispositions dans les contrats passés avec des salariés migrants recrutés localement ou internationalement afin de se conformer aux obligations découlant du devoir d'assistance ;
- mettre en place un code de conduite déontologique pour les sous-traitants de manière à étendre la politique de devoir d'assistance de l'entreprise à toute la chaîne de recrutement ;
- déterminer les modalités de l'extension du devoir d'assistance, dans certaines circonstances, aux membres de la famille des travailleurs.

### **Code de conduite pour les sous-traitants**

De nombreuses entreprises possèdent un code de conduite s'appliquant à leurs sous-traitants. Ces codes déontologiques peuvent permettre de s'assurer que les fournisseurs appliquent des conditions d'emploi et garantissent le respect des droits de l'homme et du travail, y compris pour les travailleurs migrants. Les points suivants pourront être précieux en vue de la modification des codes de conduites existants ou de la mise au point de nouveaux codes pour les sous-traitants :

- inclure des dispositions sur la sécurité et la santé des travailleurs, sur les droits de l'homme et du travail, sur les pratiques de recrutement éthiques et équitables, sur le travail forcé, sur la traite d'êtres humains et sur l'exploitation ;
- inclure des dispositions sur les problèmes directement liés aux situations de crises, tels les plans et procédures d'intervention d'urgence, les pratiques liées aux documents d'identité et la liberté de circulation des employés ;
- établir des mécanismes de suivi et d'application des bonnes pratiques, avec audits et procédures claires en cas de violation des règles ;
- établir des procédures de qualification des fournisseurs pour la sélection des sous-traitants, pour leur contrôle et évaluation continus ;
- organiser des formations sur le code de conduite à l'intention des fournisseurs.

### **Mécanismes de recouvrement des salaires restant dus**

Les travailleurs migrants devant être évacués lors d'une situation de crise voient parfois les salaires rester impayés. Les employeurs peuvent établir des dispositifs leur permettant de prendre en charge les salaires encore dus aux salariés migrants, notamment en :

- débloquant les salaires à l'avance et en facilitant le recouvrement des salaires impayés ;
- fournissant des primes de risque pour soutenir les migrants dans leurs besoins pendant les situations de crise et en cas de réimplantation et d'évacuation ;
- veillant à ce que les salaires soient versés sur des comptes d'épargne à bas coûts pour assurer un enregistrement transparent des dépôts ;
- souscrivant des programmes d'assurance pour indemniser les salaires impayés ;
- facilitant les renvois de fonds en sens inverse, vers les migrants, grâce à des dérogations de frais ou en permettant de quelque autre manière que ce soit l'envoi d'argent par les familles et les communautés des pays d'origine vers les migrants dans les pays d'accueil.

## **Organisations internationales**

### **Sensibilisation**

Mobiliser et sensibiliser les pays, employeurs et recruteurs ainsi que les autres parties prenantes peut contribuer à l'amélioration de la protection des droits des migrants. On trouve parmi les domaines d'action importants :

- l'application des droits de l'homme et du travail ;
- l'accès aux services sociaux, notamment aux soins de santé, à l'enseignement et aux

- conseils juridiques ;
- la portabilité des retraites et des autres prestations sociales ;
- le recrutement éthique et équitable et le devoir d'assistance des employeurs ;
- l'accès à la justice et aux mécanismes d'indemnisation ;
- la lutte contre la discrimination ;
- les programmes d'assurance et d'épargne pour migrants.

### ***Promotion des normes internationales relatives à la protection des migrants***

Les organisations internationales peuvent jouer un rôle précieux dans la clarification des lois et normes internationales. Elles influent et conseillent par là même sur l'élaboration et à l'application de législations et politiques nationales et régionales ayant trait à la protection des migrants. Leurs efforts couvrent un large éventail de points, dont les suivants :

- droits de l'homme des migrants ;
- droits du travail pour les travailleurs migrants ;
- procédures de recrutement éthiques et équitables ;
- obligations étatiques relatives au statut d'immigration des migrants ;

La clarification et la promotion des normes internationales peuvent prendre diverses formes, dont les suivantes :

- exemples d'accords juridiques à adapter par les pays selon les divers contextes ;
- modèles d'accords pour les syndicats ;
- dispositifs internationaux de certification et d'approbation des bureaux de placement, recruteurs et employeurs ;
- initiatives multipartites pour favoriser le dialogue et encourager l'adoption de normes communes.

### ***Recherche et projets visant à autonomiser les migrants***

Les organisations internationales peuvent encourager le retour à l'autonomie des migrants par des programmes de promotion ciblant directement les migrants et par le soutien d'autres parties prenantes. Les actions envisagées par les organisations internationales porteront par exemple sur les points suivants :

- recherches et analyses sur la conformité des pays aux obligations internationales relatives aux migrants ;
- études et analyses sur la prise en considération des migrants dans les législations, politiques, stratégies, plans et programmes nationaux de prévention, de préparation et d'intervention relatifs aux situations de crise ;
- compilation des bonnes pratiques dans les divers domaines d'action pertinents ;
- programmes d'apport de ressources pour aider les migrants à se préparer aux situations de crise, y compris en matière de moyens de communication (exemples : téléphones, crédits rapides) et de kits d'urgence.

## Société civile

### *Programmes d'autonomisation des migrants*

Les acteurs de la société civile, notamment ceux qui agissent au niveau local, sont parfois en meilleure position pour comprendre et exprimer les barrières spécifiques auxquelles les migrants se heurtent dans une communauté donnée, y compris les barrières qui les empêchent de s'entraider, ou d'aider leurs familles ou d'autres personnes en temps de crise. Les acteurs de la société civile peuvent :

- informer les migrants sur les droits de l'homme et du travail ;
- assurer des formations sur divers thèmes tels que les compétences linguistiques et la gestion financière ;
- mettre en place des mécanismes d'assistance juridique, de remontée d'informations et dépôt de plaintes ;
- promouvoir la création de réseaux formels et informels qui pourront relier les migrants à des ressources, des services ou à d'autres parties prenantes concernées ;
- aider les pays, les employeurs ou les organisations internationales à identifier les difficultés rencontrées par les migrants dans les communautés locales et proposer des mesures pour s'attaquer à ces obstacles qui affectent la résilience en situation de crise.

### *Surveillance des lieux de détention*

Des organes de surveillance indépendants et d'autres organisations de la société civile peuvent obtenir une autorisation d'accès officielle aux lieux de détention afin d'en effectuer un suivi, de fournir des services aux personnes détenues, dont les migrants, et de comprendre leur vulnérabilité et leurs besoins. En s'assurant que des acteurs de la société civile auront accès aux centres de détention en temps de crise, on contribue aux efforts permettant de mieux protéger les populations détenues.

## **PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 4 :**

### **Intégrer les migrants dans les systèmes de prévention des crises, de préparation et d'intervention d'urgence**

#### **Pays d'accueil**

#### ***Intégration des migrants dans les dispositifs de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence***

L'intégration des migrants dans les cadres nationaux et locaux de prévention, préparation et intervention d'urgence, y compris pour la réduction des risques de catastrophe, réduit leur vulnérabilité et améliore la capacité de communautés d'accueil à répondre aux situations de crise et à se rétablir ensuite. On pensera entre autres aux actions suivantes :

- cartographie et intégration des organisations de migrants concernées par le travail de prévention, préparation et intervention d'urgence ;
- cartographie et intégration des postes consulaires des pays d'origine concernés ;
- prise en compte des migrants dans les plans de prévention, préparation et intervention d'urgence en tant que groupes spécifiques présentant des vulnérabilités, des besoins et des capacités particulières ;
- lutte contre la discrimination sur la base de la nationalité, des compétences linguistiques, du statut d'immigration et d'autres caractéristiques discriminatoires interdites par la loi et les politiques relatives à l'assistance aux personnes en danger et aux services d'urgence ;
- participation des migrants à la planification et à la gestion des crises au niveau local ;
- organisation et animation de réunions régulières entre représentants de migrants et représentants des autorités nationales et locales ;
- allocation de ressources suffisantes pour ces activités.

#### ***Consultation en matière de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence***

Les consultations permettant à tous les groupes d'exprimer leurs inquiétudes et de souligner leurs besoins contribuent à établir la confiance entre les autorités, les communautés locales et les migrants, à garantir que les besoins des deux communautés, locale et migrante, soient reconnus, et à donner l'occasion à tous de travailler ensemble sur des approches et des solutions. Il est entre autres intéressant de pouvoir :

- identifier des dirigeants et des représentants de migrants pouvant mettre en place une communication mutuelle utile pour leurs communautés ;
- mettre en place des lieux de discussion physiques et virtuels accessibles au plus grand nombre ;
- s'assurer de la participation de tous les groupes, y compris en fournissant des possibilités de traduction et de prise en compte dédiées aux groupes marginalisés ;
- minimiser les coûts de participation (perte de temps, transports, etc.)
- prévoir et animer des lieux de réunions publiques ou salles municipales (mairies), y

compris dans des espaces où les migrants puissent se réunir.

### ***Recrutement de migrants en tant que salariés ou bénévoles***

Les autorités pourront embaucher des migrants ou organiser et gérer leur bénévolat pour encourager leur investissement direct, sur le plan personnel ou local, dans la planification et la gestion de la prévention, de la préparation et des interventions d'urgence. Leur recrutement peut se faire en :

- menant des campagnes ciblant certains groupes de migrants représentant une priorité (groupes les plus importants dans une zone ou sous-représentés dans les structures existantes) ;
- incitant les dirigeants des communautés de migrants à recruter des salariés et des bénévoles parmi les migrants ;
- incitant les recruteurs et les agences pour l'emploi à identifier les migrants ayant des compétences et des aptitudes utiles pour mener des activités de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence ;
- soulignant les avantages possibles pour les communautés de migrants qu'il y a à devenir salarié ou bénévole, y compris en matière de développement des compétences, d'employabilité, de réseautage, de représentation et d'amélioration de la protection des migrants lors des situations de crise ;
- créant des environnements d'apprentissage non menaçants ;
- sélectionnant les migrants sur la base de leurs mérites et de leurs compétences pour leur confier des tâches qui valorisent leurs savoir-faire et leurs priorités.

### ***Sensibilisation aux procédures de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence***

Les campagnes de sensibilisation aux procédures de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence peuvent fournir aux migrants les informations nécessaires à leur protection en temps de crise. L'intégration de messages clairs à l'intention des migrants dans les supports mis au point pour informer le grand public des risques liés aux catastrophes naturelles peut contribuer à sauver des vies parmi les migrants. On pensera notamment à :

- créer des sites Web, des supports papier et audiovisuels dans toutes les langues nécessaires pour sensibiliser les populations aux catastrophes naturelles ;
- s'assurer que les supports audiovisuels font passer des messages compréhensibles pour les populations analphabètes ;
- identifier et ajuster les messages à destination des types de médias utilisés par les migrants ;
- travailler en relation avec les secteurs du voyage, de l'enseignement, ainsi qu'avec les recruteurs et les acteurs de la société civile pour mettre au point des supports multilingues (brochures, guides de voyage, affiches et petites vidéos mises à disposition dans les lieux publics tels que les aéroports et les points touristiques) qui prennent en compte les besoins des migrants notamment en matière d'information sur les risques de catastrophe, les lieux de refuge, les actions à envisager et les contacts en cas d'urgence ;
- fournir des informations sur la réduction des risques de catastrophe et les réponses

- en cas de situation d'urgence lors la délivrance des visas aux migrants ;
- diffuser les informations sur les lieux fréquentés par les migrants par l'intermédiaire des intervenants auprès des migrants, tels que les membres des communautés religieuses ou des associations de voisinage, les groupes de migrants, les sources de médias ciblant les migrants, ainsi que les agences de voyages ;
- mener des campagnes de formation au niveau des ménages en se concentrant sur les communautés de migrants dans les lieux exposés aux catastrophes naturelles (notamment, par exemple au début de la saison des ouragans) et conflits, ou susceptibles d'être à risque.
- encourager les employeurs et les recruteurs à diffuser auprès des employés, dont les migrants, des informations et procédures relatives aux situations de crise.

## Organisations internationales

### *Intégration des migrants dans le système international d'intervention humanitaire*

Intégrer les migrants dans les dispositifs internationaux d'intervention humanitaire et les outils de préparation et de réponse aux crises aidera à les prendre en compte lors des interventions. Il est possible qu'il faille adapter les outils standardisés utilisés pour évaluer la vulnérabilité et les besoins des populations en situation de crise afin d'inciter les acteurs concernés à identifier les populations migrantes, leurs caractéristiques et besoins spécifiques ainsi que les obstacles à l'entraide et à l'accès à l'assistance. Les actions importantes porteront par exemple sur les points suivants :

- intégration de l'identification des populations migrantes et de leurs besoins et vulnérabilités spécifiques dans les structures de préparation et de réponse aux crises au sein du système groupé d'intervention humanitaire du IASC prévu pour les situations d'urgence exceptionnelles ;
- familiarisation des donneurs, des acteurs de la société civile et des pays aux besoins spécifiques des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle ;
- formation des agents des organisations internationales afin d'inclure les migrants et les problématiques de la migration et de la mobilité dans les plans d'intervention humanitaire.

### *Orientations thématiques et outils opérationnels*

Les migrants doivent être pris en compte dans les supports d'orientation spécifiques dédiés à la protection de groupes donnés, tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les victimes de la traite d'êtres humains. Pour cela, on pourra :

- intégrer des références aux migrants dans les outils et les conseils d'orientation existants ; cela pourra inclure des conseils sur l'identification des populations migrantes particulièrement vulnérables en temps de crise, telles que les minorités ethniques, les migrants en situation irrégulière et en détention ;
- inclure des références sur les migrants en formation professionnelle dans les outils

et conseils d'orientation du IASC, notamment sur la façon d'identifier les populations migrantes, les différents vécus de la crise par les migrants et les ressortissants du pays, ainsi que les types d'assistances éventuellement nécessaires pour les migrants ;

- mettre au point des outils de communication dédiés aux crises pour entrer en contact avec les migrants avant et pendant les phases de crise, par notamment des kits pour messagerie proposant des messages traduits dans les langues maternelles des migrants.

### ***Intégration des secours, de la réadaptation et du développement***

Les organisations internationales qui fournissent une aide d'urgence et en matière de réadaptation et de développement peuvent réduire les incidences des crises sur les migrants, leur famille et leur communauté et maximiser l'utilisation des ressources, notamment par les moyens suivants :

- la coordination interne et l'intégration des migrants et de leurs besoins dans les plans et procédures standardisés pour les interventions d'urgence, la réadaptation et le développement ;
- sensibilisation et prise de conscience des donateurs quant au besoin d'intégrer les migrants dans les interventions d'urgence, les actions de relèvement et de développement ;
- sensibilisation des autorités nationales et locales sur le rôle que peuvent jouer les migrants dans la reconstruction des communautés.

### ***Aide à ceux qui protègent les migrants***

Certaines organisations internationales sont en mesure de fournir des conseils et une assistance technique d'expert aux Pays, aux recruteurs, aux employeurs et aux autres parties prenantes sur la manière d'intégrer la protection des migrants et l'assistance à leur porter dans le cadre de leurs dispositifs de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence. On retrouve parmi les actions clés, les points suivants :

- appuyer l'ajustement et l'élaboration de politiques et procédures relevant des dispositifs de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence pour tenir compte des migrants et de leurs besoins ;
- soutenir les efforts pour rendre opérationnelle l'intégration des migrants dans les dispositifs de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence, y compris les efforts de formation des intervenants de première ligne ;
- faciliter la coordination aux niveaux national et local ;
- aider les communautés de migrants à créer des groupes ou des structures pour les représenter et servir de points de contact pour les autorités ou les organisations en temps de crise.

### *Participation des communautés de migrants aux plans de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence*

La société civile (qui comprend notamment les associations de migrants, les structures communautaires et les groupes religieux) peut faciliter la participation des migrants, y compris des populations isolées et marginalisées, aux plans de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence. Les mesures permettant de renforcer leur investissement dans les dispositifs de prévention des crises, de préparation et d'intervention d'urgence couvriront notamment les points suivant :

- préconisations auprès des autorités nationales et locales, y compris auprès des intervenants des dispositifs de secours afin qu'ils intègrent les migrants dans leurs plans de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence, et conseils sur les modalités à prendre en compte (identification des langues communes parlées par les migrants, explication des barrières culturelles et sociales à prendre en considération pour que les migrants puissent accéder à l'assistance, identification des espaces communautaires pouvant accueillir les migrants pour des réunions de planification locales ;
- création d'associations de soutien mutuel par les structures des diasporas des divers pays ;
- élaboration d'outils culturels et linguistiques pertinents et de mécanismes de participation des migrants à la prévention, à la préparation et aux interventions d'urgence ;
- ateliers et formations ayant trait à la prise en considération des migrants dans les plans de préparation aux crises.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 5 : Faire participer les migrants à la planification en cas d'urgence et tenir compte de leurs besoins et capacités

### Acteurs multiples

#### *Réponses et coordination au niveau local*

La participation concertée de divers acteurs, institutionnels ou non, est un élément central des efforts de planification des interventions d'urgence. Ces actions permettent aux parties prenantes de partager leurs ressources et de démultiplier les capacités. On retrouve parmi les acteurs concernés :

- les consulats et autres représentations des pays d'origine des migrants dans les pays d'accueil (exemple : attaché du Travail) ;
- ONG, structures communautaires ou religieuses travaillant avec les communautés de migrants ;
- dirigeants et représentants de groupes et d'associations de migrants ;
- employeurs, recruteurs, bureaux de placement, syndicats et associations de salariés particulièrement concernés par les populations migrantes ;
- tour operators, hôtels et leurs associations ;
- traducteurs, interprètes et médiateurs culturels.

#### *Soutien à la planification multipartite en cas d'urgence*

Les organisations internationales et acteurs de la société civile sont parfois bien placés pour piloter des processus conjoints de planification en cas d'urgence. Les associations sectorielles ou associations d'employeurs pourront tenir le même rôle avec les employeurs, notamment les petites entreprises ou entreprises individuelles dont les ressources en matière de planification sont limitées. Le soutien à la planification multipartite en cas d'urgence inclura par exemple les actions suivantes :

- établir des plateformes multipartites pour coordonner les plans d'intervention d'urgence ;
- mener des exercices de cartographie des ressources multipartites ;
- négocier des accords multipartites avec des fournisseurs de services ;
- développer des plans standardisés que les acteurs individuels pourront adopter ou rejoindre.

#### *Exercices et essais associant les migrants*

Les exercices d'essai des plans d'intervention en cas d'urgence ont plusieurs buts. Ils aident à identifier les obstacles et difficultés de mise en œuvre en situation de crise et sensibilisent les parties prenantes concernées aux mesures de préparation et d'intervention. Les tests de ces plans avec des communautés de migrants prendront notamment en compte les points suivants :

- exercices de minutage pour faciliter un engagement maximal ;
- motivations à la participation ;
- coordination des organisations et publicité des exercices de test des plans auprès des institutions pour instaurer la confiance des migrants ;
- répétition des exercices pour améliorer les connaissances et la préparation des migrants à court terme, des situations de transit et des nouveaux arrivants ;
- obstacles pour les migrants en situation irrégulière, dont ceux survenant dans le cadre de contrats d'emploi de clandestins lorsque les employeurs limitent la possibilité de participation des migrants.

### ***Plans d'intervention régionaux et transfrontaliers en cas d'urgence***

Pour mieux répondre aux situations de crise, il est utile de prévoir des plans d'intervention d'urgence bilatéraux ou multilatéraux de coordination transfrontalière. Ces plans s'avéreront particulièrement précieux dans les zones à populations nomades, où des autochtones ou des peuples de culture pastorale traversent régulièrement les frontières internationales en raison de leur mode de vie traditionnel. Impliquer les populations transfrontalières et les communautés qui les accueillent les incite à s'approprier ces plans et permet d'améliorer les interventions. En cartographiant les ressources existantes et en prédéfinissant des pools de ressources communes, on pourra atténuer la concurrence face aux ressources lors des crises et mieux tirer profiter de ressources limitées. La mise au point de tels plans d'intervention d'urgence pourra tenir compte et intégrer les points suivants :

- cartes des zones concernées ;
- répartition des caractéristiques démographiques des migrants concernés ;
- illustrations des itinéraires d'évacuation.

## **Pays d'accueil**

### ***Adaptation des plans en cas d'urgence pour tenir compte de la présence de migrants et de leurs besoins potentiels***

L'adaptation des plans en fonction des caractéristiques culturelles, sociales, économiques et démographiques des migrants permet d'améliorer leur niveau de préparation et facilite l'aide en cas de crise. Ces plans doivent s'appuyer sur une compréhension complète des préoccupations des populations migrantes, qui reposerait par exemple sur des profils communautaires relevant les traits pertinents des communautés à risque, tout particulièrement dans les zones de forte immigration, ainsi que les schémas de mobilité. On inclura notamment dans ces plans d'intervention d'urgence les facteurs suivants :

- le fait que les migrants vivent et travaillent souvent dans des zones particulièrement à risque, plus exposées aux catastrophes naturelles et aux érosions, physiquement séparées des autres communautés et manquant d'infrastructures et de services de base ;
- réactions culturelles des migrants aux catastrophes naturelles, conflits et alertes ;
- choix des meilleurs acteurs pour communiquer et interagir avec les migrants (exemple : en cas de méfiance vis-à-vis des autorités, envisager une réduction de la présence d'agents en

- uniforme dans les zones d'évacuation) ;
- services de transport dédiés, car les migrants n'ont pas toujours facilement accès à des véhicules privés ;
- intervenants et signalisation multilingues pour orienter les migrants vers les services et l'assistance, y compris en cas d'évacuation ;
- identification des possibilités d'hébergement sûres pour accueillir les migrants, y compris en cas d'évacuation ;
- constitution de stocks de ressources tenant compte des besoins alimentaires, religieux, intimes et linguistiques des migrants.

### ***Plans d'intervention en cas d'urgence pour protéger les migrants en détention***

On pourra s'assurer que les migrants en détention ne sont pas oubliés et reçoivent l'aide nécessaire en établissant des plans d'intervention d'urgence visant leur protection en cas de crise. En situation de crise, certains migrants auront parfois besoin de contacter leur pays d'origine pour demander une aide à l'évacuation. D'autres auront besoin d'être réimplantés pour être hors de danger. Les plans d'intervention d'urgence pourront s'appuyer sur des accords de partenariat conclus avec des acteurs de la société civile ou des organisations internationales apportant leurs services aux migrants en détention.

## **Pays d'origine**

### ***Dispositifs d'alerte en cas de crise***

Les dispositifs d'alerte qui surveillent les crises dans les pays d'accueil et orientent l'action des autorités en se fondant sur l'intensité des crises lèvent des incertitudes pour les autorités et les ressortissants de l'étranger. Les actions prises en fonction de la gravité des crises vont des restrictions volontaires au voyage et des retours volontaires à l'évacuation et aux retours obligatoires. Les dispositifs d'alerte en cas de crise incluront entre autres les points suivants :

Actions possibles à titre de précaution :

- surveillance de la situation ;
- évaluation et actualisation des plans d'intervention d'urgence ;
- activation d'une équipe de gestion de crise (cellule de crise) et d'autres structures de soutien ;
- coordination des employeurs pour s'assurer de leur préparation à l'application de leurs plans d'intervention d'urgence respectifs ;
- conseils aux ressortissants sur l'acquisition et la conservation de documents d'identité.

Actions possibles pendant la phase de restriction :

- conseils aux ressortissants pour qu'ils se mettent à l'abri sur place en raison des risques élevés ;
- mobilisation des personnels clés sur les sites concernés ;
- sécurisation des autorisations de voyage et des itinéraires d'évacuation ;
- préparation au retour et à la réintégration des ressortissants.

Actions possibles pendant la phase de retour volontaire au pays :

- appliquer des procédures pour les ressortissants afin de réimplanter ceux-ci à l'intérieur du pays d'accueil ;
- inciter et aider les ressortissants à retourner dans leur pays d'origine.

Actions possibles pendant la phase de retour forcé :

- application des procédures d'évacuation et de retour au pays.

### ***Plans consulaires locaux d'intervention en cas d'urgence***

Certains pays d'origine disposent de plans d'intervention en cas d'urgence pour protéger leurs ressortissants de l'étranger, mais ces plans auront parfois besoin d'être ajustés au contexte local dans les pays d'accueil. Les plans d'intervention en cas d'urgence spécifiques pourront comprendre les points suivants :

- données sur les ressortissants présents dans le pays d'accueil (nombre, lieu, caractéristiques, etc.) ;
- organisation des équipes de gestion de crise, fonctions, procédures, rôles spécifiques des membres de l'équipe lors des interventions d'urgence ; ces équipes peuvent être montées en permanence au niveau de chaque mission ; elles seront, selon le cas, placées sous la direction de l'ambassadeur ou du consul général et comprendront des attachés du Travail, des conseillers et attachés des services sociaux, des attachés de police, des attachés militaires ou des spécialistes politiques ;
- voies d'évacuation par air, terre et mer ;
- sites de réimplantation temporaires, y compris dans le pays d'accueil ;
- besoins logistiques et évaluation des coûts ;
- contacts clés dans les pays d'accueil et de transit et au sein des organisations internationales ;
- coordonnées des fonctionnaires et agents consulaires ;
- coordonnées des fournisseurs de services clés, notamment de transport et de logement ;
- détails des capacités et ressources pour la réimplantation et l'évacuation des ressortissants ;
- mécanismes de coopération avec les autres missions consulaires de la région ;
- mécanismes de coopération avec les missions consulaires des autres pays d'origine.

### ***Plans et directives en matière d'évacuation***

Les règles et critères régissant les évacuations pourraient notamment être les suivants :

- critères régissant la décision d'évacuer ;
- critères d'admissibilité pour savoir qui évacuer (par exemple, ressortissants, membres de la famille non ressortissants, personnels internationaux ou nationaux) ;
- exigences en matière de documentation pour prouver l'admissibilité ;
- procédures de délivrance de documents temporaires si les documents d'identité ou de voyage sont perdus, détruits ou confisqués ;
- communication des procédures d'évacuation (dont des informations sur les procédures d'évacuation dans le dossier remis à la délivrance des passeports, à l'enregistrement lors d'un voyage à l'étranger ou sur les sites Web des postes consulaires, par exemple) ;

- mécanismes de demande d'assistance ;
- responsabilité des coûts associés ;
- identification des sites d'évacuation dans le pays d'accueil, ainsi que dans les pays voisins ou autres ;
- dispositions à l'intention des groupes particulièrement vulnérables, tels que les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les personnes handicapées et les victimes d'exploitation ou de traite ;
- procédures à suivre pour emporter des biens personnels, y compris des animaux domestiques et d'autres biens ;
- procédures douanières ou autres procédures d'autorisation ;
- identification des bureaux de recrutement et de placement envoyant des travailleurs à l'étranger et des principaux employeurs du pays d'accueil, et liaison avec ces acteurs.

### ***Équipes d'intervention rapide ou de crise***

Ces équipes peuvent être mises en place de manière à être déployées dans les plus brefs délais en cas de situation d'urgence afin d'aider les structures en place dans le pays d'accueil. Elles peuvent être composées de spécialistes et d'agents consulaires des services adéquats du pays d'origine, entraînés à assurer des missions d'assistance consulaire ou humanitaire. Leurs rôles et fonctions seront entre autres les suivants :

- actualiser et maintenir les données sur les ressortissants présents dans le pays d'accueil ;
- réunir des rapports des services de renseignements et fournir des évaluations locales, en temps réel, indépendantes et crédibles sur la situation politique et sécuritaire du pays d'accueil ;
- aider à l'actualisation et à l'application des plans d'intervention d'urgence et d'évacuation ;
- négocier avec les pays d'accueil, d'origine ou de transit, avec les employeurs ou tout autre acteur concerné, afin de supprimer les barrières empêchant d'aider les ressortissants ;
- aider à implanter les ressortissants et à les réimplanter dans des zones plus sûres et sécurisées.

## **Acteurs du secteur privé**

### ***Plans d'intervention en cas d'urgence des entreprises***

Intégrer tous les travailleurs migrants dans les plans d'intervention en cas d'urgence des entreprises permet de s'assurer que le plus de travailleurs possible seront aidés et protégés en temps de crise. Ces plans sont particulièrement importants pour les entreprises employant de nombreux migrants. Dans la mesure du possible, les plans d'intervention d'urgence des entreprises devront être en cohérence avec ceux des acteurs publics. Les plans d'intervention d'urgence des entreprises comprendront notamment les points :

- spécification des unités et personnes responsables de la protection des salariés migrants ;
- critères d'éligibilité à la réimplantation et à l'évacuation (notamment si les membres des familles des salariés migrants sont éligibles) ;
- spécification du responsable du déclenchement de l'évacuation, du processus de prise

- de décision et des moyens de communiquer les décisions ;
- dispositions préalables prises avec les fournisseurs de services ;
- compréhension des ressources et prestations de services locales disponibles ;
- contacts clés au sein des postes consulaires ;
- formation aux plans d'intervention d'urgence et exercices avec les employés, dont les travailleurs migrants ;
- établissement de dispositifs de communication avec les employés, dont les travailleurs migrants, en vue des situations de crise ;
- clarification des procédures concernant l'accès aux salaires impayés, aide à l'établissement des feuilles de paie, aide en espèces et assurance ;
- établissement de critères de détermination des conditions de reprise ou de réimplantation de l'activité dans le pays d'accueil et des conditions de retour des migrants.

## Organisations internationales

### *Plans interorganisations d'intervention d'urgence*

La prise en considération des besoins spécifiques des migrants dans les plans interorganisations d'intervention d'urgence peut aider les organisations internationales à mieux traiter les besoins des migrants dans leurs plans d'intervention d'urgence. Les actions importantes porteront par exemple sur les points suivants :

- prise en compte des migrants dans les plateformes nationales et régionales de plans d'intervention d'urgence ;
- instructions et orientations sur la façon d'intégrer les migrants et leurs besoins dans la planification et les outils de planification des interventions d'urgence ;
- participation de migrants et de parties prenantes aux consultations relatives à la planification des interventions d'urgence ;
- traduction dans les langues maternelles des migrants des supports de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence, y compris des annonces et directions.

## Société civile

### *Plans d'intervention en cas d'urgence pour les communautés de migrants*

Les acteurs de la société civile peuvent travailler avec les communautés de migrants pour les aider à concevoir des plans d'intervention d'urgence. Les plans d'intervention d'urgence communautaires peuvent s'insérer dans les plans d'intervention d'urgence institutionnels aux niveaux locaux et nationaux dans les pays d'accueil et d'origine. On trouvera parmi les mesures d'élaboration des plans d'intervention d'urgence pour les communautés de migrants les activités suivantes :

- collecte d'informations sur les migrants, ventilées en fonction de caractéristiques pertinentes, telles que l'âge, le sexe, la nationalité, l'ethnie, le handicap et la langue ;
- évaluations des vulnérabilités en particulier de celles des migrants dans le cadre de la

- préparation et de la gestion des crises ;
- évaluation des niveaux et capacités de préparation des communautés de migrants aux situations de crise, y compris quant à l'accès aux informations et services et aux barrières notamment linguistiques et culturelles ;
  - cartographie des services et de l'assistance à disposition des populations migrantes.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 6 : Bien communiquer avec les migrants

### Acteurs multiples

#### *Voies de communication multiples*

Une communication ciblée utilisant de multiples voies permet d'assurer une large couverture des diverses populations migrantes et de limiter les effets des éventuelles perturbations des lignes, dues par exemple à des coupures d'électricité ou des pertes de connexion par Internet et satellite. Les canaux de communication peuvent être classiques ou novateurs, formels ou informels, et devront prévoir des moyens d'accès aux informations pour les migrants sans que ceux-ci aient à révéler leur identité, leur statut ou leurs lieux de séjour. Ils pourront inclure les options suivantes, dont un grand nombre seront décrites plus en détail dans cette section :

- services consulaires et autres services par abonnement ;
- médias sociaux, applications pour téléphones portables et messages textuels ;
- sites Web et fils d'actualité sur Internet ;
- radios, télévisions, journaux des pays d'accueil et d'origine, y compris ceux des migrants ;
- centres d'appel, assistance et permanences téléphoniques ;
- réseaux, associations, correspondants et dirigeants de migrants, et établissement de contacts (par exemple, porte-à-porte ou autres démarches à l'échelle locale) ;
- centres d'appui accueillant des migrants, y compris abris
- postes consulaires ;
- autres réseaux de la société civile, associations, correspondants/dirigeants, y compris des acteurs confessionnels ;
- « arbres de communication » prédéfinis ;
- réseaux de contacts et de correspondants, parfois appelés « réseaux de coordonnateurs ».

#### *Moyens de communication multiples*

Les informations fournies par les canaux ci-dessus doivent être simples, claires, éviter jargons ou acronymes et être accessibles dans les diverses langues des migrants et à divers niveaux de langage pour s'adapter aux différentes façons qu'ont les gens d'assimiler les informations, sans oublier des formats de communication accessibles aux handicapés. Les supports de communication suivants pourront être utiles :

- supports écrits ;
- supports audiovisuels ;
- images, pictogrammes et signalisations ;
- bandes dessinées ;
- codes couleur ;
- interactions individuelles.

## Contenu de l'information

Les informations fournies pourront porter sur les points suivants :

- localisation, coordonnées pour contact ultérieur, personnes à contacter au sein des postes consulaires ainsi que des différents ministères et institutions gouvernementales, dont les services d'état civil et de passeport ;
- autres correspondants à contacter et coordonnées d'urgence ;
- coordonnées des services d'urgence et d'aide dans les pays d'accueil, y compris celles des hôpitaux, de la police locale, les numéros d'urgence, les services de conseil, les lieux d'hébergement et les services de secours ;
- conseils de voyage et check-lists ;
- bulletins, alertes et avertissements, y compris en ce qui concerne la sécurité et les menaces relatives à une crise ;
- comment réagir en cas de crise (où aller, qui contacter, que faire, etc.), avec des informations ciblées en fonction des spécificités culturelles, sociales ou autres des pays d'accueil ;
- droits et obligations dans certains pays d'accueil.

## Sites Web

Les sites Web fournissant des informations aux migrants concernant leur séjour ou leur transit dans les pays d'accueil peuvent être un bon moyen de communiquer des informations liées aux situations de crise. De très nombreuses informations peuvent être publiées et régulièrement mises à jour sur des sites Web dédiés. Des informations sur les risques de catastrophe ou de sécurité ainsi que des conseils de sécurité utiles en cas d'urgence peuvent également être intégrés dans les sites Web de voyage existants, souvent consultés par les migrants ou vers lesquels ceux-ci sont habituellement orientés. Lors de la création de sites Web, on veillera notamment aux points suivants :

- utilisation simultanée de plusieurs médias (vidéo, audio, pictogrammes, textes, etc.) ;
- disponibilité des informations dans plusieurs langues ;
- mise en forme et contenu conviviaux ;
- actualisation régulière ;
- liens et contacts vers des sources d'information complémentaires ;
- interfaces avec d'autres systèmes, tels les médias sociaux.

## Médias sociaux

Les médias sociaux sont largement accessibles et omniprésents. Ils ont la possibilité de toucher en temps réel un nombre important de migrants. Les migrants recourent aux médias sociaux pour rechercher des informations et communiquer entre eux ou avec leur famille et leurs communautés dans leur pays d'origine. Les médias sociaux peuvent soutenir les réseaux de migrants et permettre à ces derniers de jouer un rôle clé dans la création et la diffusion des informations. Ils peuvent servir à :

- permettre aux migrants de suivre des fils de discussion de type hashtags sur les crises et y répondre dans leurs langues ;
- envoyer des informations sur les alertes rapides et les interventions d'urgence ;

- créer des groupes de discussion et de messagerie instantanée que les migrants puissent rejoindre et suivre ;
- créer des sites de partage de photos et de vidéos pour que les utilisateurs puissent télécharger et géolocaliser ces éléments ;
- soutenir les projets de production participative d'informations nouvelles et complémentaires pour la cartographie et l'analyse des besoins et des moyens d'intervention disponibles en cas de catastrophe.

### **Applications pour téléphones portables**

Les applications pour téléphones portables constituent un moyen peu onéreux, convivial et très accessible de communiquer avec les migrants. Les parties prenantes, de manière isolée ou en partenariat avec d'autres structures, pourront développer des applications qui ciblent les besoins d'information des migrants. Le contenu et les fonctionnalités des applications pour téléphones portables incluront notamment les points suivants :

- envoi de SOS aux numéros d'urgence choisis par le migrant ;
- localisation GPS et possibilités de suivi géographique ;
- cartes et navigation, incluant les services d'urgence et les postes consulaires disponibles ;
- stockage d'informations et mémorisation des données hors ligne ;
- plateformes permettant aux migrants de partager les informations et facilitant les communications bidirectionnelles ;
- fils d'actualité ;
- traductions et convertisseurs de devises.

### **Messagerie textuelle**

À l'instar des applications pour téléphones portables, les messages textuels constituent un moyen peu onéreux, convivial et très accessible de communiquer avec les migrants. Les messages textuels (ou SMS) peuvent être associés à des numéros de téléphone, aux applications pour téléphones portables, à des sites Web, des plateformes et à d'autres systèmes de génération automatique de messages en fonction des besoins. Les messages textuels sont particulièrement efficaces pour transmettre des avertissements, des renseignements sur des menaces, des alertes, des coordonnées d'urgence et des informations sur la localisation des services et les moyens d'assistance, ainsi que sur les façons d'y accéder.

### **Services d'assistance téléphonique, permanences téléphoniques et centres d'appel**

Les services d'assistance téléphonique, les permanences téléphoniques et les centres d'appel constituent des moyens à faible technologie facilement accessibles pour faciliter la communication uni ou bidirectionnelle avec les migrants. Lors de la mise en place de services d'assistance, de permanences téléphoniques et de centres d'appel, on pensera notamment aux points suivants :

- horaires d'ouverture (24 heures par jour ou moins) ;
- coûts de la structure (accès gratuit ou payant) ;
- compétences linguistiques du personnel ;
- la question de savoir si les migrants peuvent recevoir et fournir des informations ;

- la portée et le contenu des renseignements à fournir (et à recevoir) – informations seulement, ou services tels que des conseils, une orientation directe, le repérage des familles et le dépôt de plaintes.

### **Centres d'appui**

Des centres d'appui aux migrants peuvent être établis dans les pays d'accueil et d'origine. Ces centres peuvent fournir une ample palette d'informations et de services aux migrants. Ils peuvent également cibler des groupes spécifiques de migrants tels que les travailleurs migrants en situation irrégulière, les migrants travailleurs domestiques ou les victimes de la traite d'êtres humains, pour concevoir des informations sur mesure quant aux vulnérabilités et aux besoins de tels groupes.

### **Mesures permettant d'identifier et de mobiliser des acteurs locaux pour établir le contact avec les communautés de migrants**

Les organisations locales sont généralement les mieux informées en temps réel des crises touchant leurs communautés. Elles disposent des meilleurs contacts auprès des populations migrantes, tout particulièrement auprès des migrants en situation irrégulière. Présentes et actives avant l'arrivée des acteurs nationaux et internationaux, elles sont les premières à entrer en action sur place. Les activités permettant de mettre à profit leurs points forts revêtiront notamment les formes suivants :

- cartographie des communautés avant une crise pour identifier les quartiers et les organisations de migrants, ainsi que les dirigeants représentatifs des populations migrantes et respectés par elles ;
- désignation de correspondants de concert avec les organisations et les dirigeants de migrants ;
- fourniture d'aide aux correspondants pour établir des arbres de communication et appliquer d'autres méthodes de communication avec les migrants au sein de leur communauté ;
- établissement de partenariats avec des organisations et des dirigeants de migrants et définition des responsabilités et des relations en temps de crise ;
- fourniture d'une aide aux organisations de migrants pour obtenir des financements à l'appui de leurs activités liées à une crise.

### **Réseaux de liaison**

Les réseaux de liaison, dans lesquels les correspondants des migrants, des services consulaires et autres s'occupent de groupes de migrants, auxquels ils communiquent des informations pertinentes, peuvent permettre aux migrants, particulièrement à ceux en situation irrégulière, de rester en contact et de recevoir des informations liées aux crises. Les systèmes de liaison, parfois aussi appelés systèmes de « relais », ont également parfois leur importance pour les migrants qui, pour des raisons diverses, n'ont pas accès à d'autres dispositifs de communication, pas même à la voie consulaire. L'établissement de ces réseaux tiendra compte entre autres des points suivants :

- le choix des personnes à contacter, sur la base de critères tels que leur possibilité de contact avec les migrants, le capital de respect et de confiance engendré, le sexe, et les

- liens avec les postes consulaires ;
- la répartition des migrants auprès des divers contacts, sur la base de leur implantation géographique et d'autres critères ;
- les actions et services à fournir par chaque contact ;
- le soutien aux correspondants, tel que la formation et l'aide à l'élaboration de plans d'intervention d'urgence.

## Pays d'origine

### *Postes consulaires*

Les consulats sont un canal pour la diffusion de l'information et la communication avec les ressortissants de l'étranger. En raison de leur présence dans les pays d'accueil, ils ont accès à des renseignements spécifiques concernant ces pays. Nombre des mécanismes mentionnés précédemment peuvent servir aux consulats pour communiquer avec leurs ressortissants. Pour assister activement leurs ressortissants, les consulats, notamment, pourront entre autres familiariser ces derniers avec les numéros d'urgence et les procédures de contact, ainsi qu'avec les plans d'intervention d'urgence et d'évacuation lors d'événements organisés aux postes consulaires, par exemple lors des fêtes nationales. Les sites Web consulaires peuvent relayer les médias sociaux et d'autres méthodes d'information afin que les ressortissants contactent les membres de leur famille pour les tenir au courant de leurs besoins et de leur sécurité.

## Acteurs du secteur privé

### *Employeurs, bureaux de recrutement ou de placement*

Les employeurs sont souvent les personnes qui sont le plus fréquemment en contact avec les travailleurs migrants. Établir des mécanismes, tels les arbres de communication, pour communiquer avec tous les employés, dont les travailleurs migrants, pendant les situations de crise peut être un moyen efficace de toucher le plus grand nombre de personnes. Les bureaux de recrutement et de placement sont également parfois en contact avec les migrants après les avoir placés chez des employeurs. Ces acteurs du secteur privé sont à même de transmettre des informations aux migrants sur les crises naissantes, les risques et les mesures de protection à prendre. Elles couvriront par exemple :

- les informations de prévention, de préparation et d'intervention d'urgence ;
- les alertes sur l'évolution de la situation dans les pays d'accueil ;
- les informations sur les mesures d'évacuation.

## Société civile

### *Réseaux de migrants et autres réseaux de la société civile*

Les organisations spécialisées de la société civile locale entretiennent souvent des liens forts avec les communautés et réseaux de migrants. Cela peut, entre autres, faciliter la

communication bidirectionnelle et favoriser la compréhension des besoins des migrants. Les réseaux de migrants et d'acteurs de la société civile sont ainsi en mesure de contacter les migrants en situation irrégulière et d'autres migrants difficilement joignables. Pour mettre à profit ces liens et capacités, les activités à mettre en œuvre pourront être les suivantes :

- cartographier les systèmes et outils de communication utilisés par les migrants dans des contextes spécifiques ;
- élaborer des orientations et des procédures pour transmettre des messages d'urgence aux migrants ;
- élaborer des politiques d'enregistrement des migrants pour faciliter la communication ;
- organiser des manifestations formelles et informelles (réunions, conférences ou rassemblements) pour maintenir le contact avec les réseaux de migrants et discuter des problèmes de communication liés aux situations de crise ;
- sensibiliser d'autres parties prenantes et se concerter avec elles au sujet de la communication en temps de crise avec les migrants ;
- collaborer avec des représentants de migrants pour élaborer des directives sur les modes de communication.

## **PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 7 :**

### **Établir des accords préalables de coordination pour démultiplier les atouts et favoriser la confiance**

#### **Acteurs multiples**

##### ***Accords de service préétablis***

Les parties prenantes devront s'accorder à l'avance pour fournir des services aux migrants. Leurs accords porteront par exemple sur les points suivants :

- soutien à l'évacuation des migrants, y compris quant au transport et au logement ;
- contrôle d'identité des personnes se réclamant d'un pays donné et mise à disposition de documents d'identité et de voyage temporaires ;
- utilisation partagée des moyens pour suivre l'évolution de la situation et communiquer ;
- repérage des familles ;
- transport aux fins de déploiement du personnel humanitaire et d'urgence, et de fourniture de services humanitaires et d'urgence aux migrants, y compris de la nourriture, un hébergement, des soins de santé et une aide en espèces ;
- soins de santé au sein des hôpitaux et des dispensaires.

##### ***Accords multipartites de réimplantation et d'évacuation***

Les accords multipartites peuvent encourager le partage des responsabilités pour une évacuation et une réimplantation sûres et organisées des migrants. Un État, par exemple, pourra travailler avec un ou plusieurs autres États, avec des organisations internationales, des acteurs de la société civile, des employeurs ou des recruteurs afin de partager des ressources pour mieux les exploiter. De tels accords incluront des dispositions pour :

- définir les rôles et responsabilités de chaque partenaire concerné par l'accord ;
- établir des critères et des procédures pour déterminer quand et comment réimplanter et évacuer les migrants ;
- énoncer clairement des procédures de contrôle d'identité et de délivrance de laissez-passer et documents de voyage temporaires ;
- indiquer clairement des orientations sur la répartition des coûts ;
- identifier les canaux pour transmettre aux migrants des informations sur les procédures ;
- énoncer les obligations d'information ;
- prendre les dispositions pour les groupes particulièrement vulnérables, dont les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les victimes de la traite d'êtres humains ou les personnes handicapées ;
- permettre des formations et exercices communs pour tester à l'avance les dispositifs ;
- établir des obligations de suivi et d'évaluation des dispositions prises.

Les rôles et responsabilités des partenaires incluront par exemple :

- des activités de veille sur les conditions nécessitant une réimplantation ou une évacuation ;
- la diffusion d'alertes en cas de crise et d'informations sur la réimplantation et l'évacuation (points de rassemblement, itinéraires, etc.) ;
- l'organisation logistique des services de transport, y compris jusqu'aux destinations finales ;
- les contrôles sanitaires et les soins avant et pendant le voyage ;
- la distribution de nourriture, d'eau et d'autres articles de première nécessité pendant le voyage ;
- les services de traduction.

## Pays

### **Coopération transfrontalière en matière de préparation à une crise**

Les États pourront établir une coopération régionale transfrontalière pour la préparation aux crises et la gestion de celles-ci en tenant compte des besoins particuliers des migrants, y compris des communautés à cheval sur les frontières. La coopération pourrait consister à :

- établir des comités binationaux et régionaux comprenant des acteurs locaux et nationaux pour planifier et coordonner les interventions ;
- établir à la frontière un comité informel composé de dirigeants et de représentants clés des communautés locales, pour discuter des questions transfrontalières ;
- établir des procédures opérationnelles normalisées en matière de coopération transfrontalière en cas de crise ;
- effectuer des exercices de simulation communs avec les organismes d'intervention nationaux et locaux, les services frontaliers, les pompiers et d'autres personnels concernés ;
- signer avec les communautés des mémorandums d'accord régissant l'accueil, le transport et la gestion des ressources en temps de crise et les importants mouvements migratoires ;
- conclure avec les communautés des arrangements transfrontaliers relatifs au partage et à l'accès des ressources ;
- veiller à l'interopérabilité des équipements et systèmes d'intervention d'urgence des deux côtés de la frontière ;
- diffuser les informations clés pour se préparer aux crises, informations notamment sur la localisation des hébergements, des hôpitaux et des consulats pour les migrants et les autres populations résidant en zone frontalière.

### **Accords bilatéraux relatifs aux travailleurs migrants**

Les pays d'origine et d'accueil peuvent conclure des accords bilatéraux ou des protocoles d'accord pour encadrer la protection des travailleurs migrants en cas de crise, les procédures et évacuations d'urgence. Les aspects couverts par ces accords incluront par exemple :

- les droits et devoirs des travailleurs migrants ;
- l'égalité de traitement pour les travailleurs migrants ;
- les droits et devoirs des employeurs ;
- les procédures de recrutement éthiques et équitables envers les travailleurs migrants ;

- les fonctions et responsabilités des employeurs, recruteurs et États dans l'assistance et l'évacuation des travailleurs migrants touchés par des situations de crise ;
- les clauses d'urgence à insérer dans les contrats de travail portant obligation aux employeurs de couvrir les coûts d'évacuation des travailleurs migrants touchés par des situations de crise.

## Pays d'accueil

### *Accords de coordination préétablis entre les postes consulaires et le pays d'accueil*

Les pays d'accueil peuvent établir des structures et dispositifs de coopération avec les postes consulaires afin de faciliter la coopération et la coordination pour mieux aider les migrants en temps de crise. Les mesures facilitant la coopération pourront :

- établir une structure de coordination centrale en liaison avec les agents consulaires pour communiquer régulièrement avec ces derniers et les aider à localiser leurs ressortissants et à leur porter assistance en cas de catastrophe naturelle ou de conflit ;
- établir des dispositifs de coordination et de communication ou de réunion entre les autorités des pays d'accueil et les postes consulaires pour échanger des informations et consolider les rapports ;
- informer les agents consulaires des procédures d'urgence nationales et locales, des correspondants institutionnels et des autres procédures et acteurs d'urgence pertinents ;
- créer un mécanisme de soutien rapide activable pendant la crise pour aider les missions consulaires à localiser leurs ressortissants.

## Pays d'origine

### *Accords réciproques d'assistance et de représentation consulaires*

Les accords, bi ou multilatéraux, d'assistance et de représentation consulaires mutuelles constituent un bon moyen de pallier certains manques lorsqu'un État n'est pas présent au niveau consulaire dans un pays ou lorsqu'il n'y dispose que de compétences limitées pour porter assistance à ses ressortissants. Les accords d'assistance et de représentation consulaires mutuelles porteront par exemple sur les points suivants :

- évacuation, transport et autres types d'assistance ;
- utilisation partagée des moyens de communication, y compris des installations de télécommunication et de téléconférence, des transports, des abris et autres soutiens ;
- coordination pour le partage d'informations en temps normal et en temps de crise sur les ressortissants des États non représentés qui se rapprochent de la mission consulaire ;
- systèmes de rapports et de liaison en situation de crise ;
- assistance consulaire, y compris l'assistance consulaire de première ligne et l'assistance au départ des ressortissants des États non représentés ;

- procédures opérationnelles standardisées pour les demandes d'assistance ;
- accords et plans clairs sur les responsabilités financières.

### Acteurs du secteur privé

#### *Accords entre les employeurs et les recruteurs, et les services de sécurité, d'évacuation et de réimplantation*

Les employeurs et les recruteurs peuvent établir des partenariats avec les fournisseurs et fournisseurs de services avant toute crise pour être sûrs d'avoir accès à leurs services pendant la crise et dans le cadre d'un plan de gestion de crise plus général. Ces dispositifs porteront par exemple sur les points suivants :

- transport pour la réimplantation et l'évacuation des employés par air, terre et mer ;
- hébergement sûr ;
- agents de sécurité et escortes ;
- soins de santé, avec installations et escortes médicales dans le pays d'accueil et les pays de transit ;
- services de communication, dont radios, téléphones et connexions Internet ;
- services financiers pour mise à disposition d'espèces, y compris dans diverses devises ;
- mobilisation de sociétés proposant des mesures d'aide complète aux fins de planification, de réimplantation et d'évacuation ;
- mobilisation de juristes et d'interprètes locaux.

#### *Petites entreprises ou entreprises individuelles*

La capacité des entreprises de petite et moyenne taille et des employeurs individuels à protéger leurs travailleurs migrants est limitée en temps de crise. Toutefois, l'application de mesures simples ne nécessitant pas beaucoup de ressources aidera les migrants à affronter les crises. Ces mesures incluront, par exemple, l'établissement de relations avec les postes consulaires concernés ou les ministères des Affaires étrangères. Cela permettra aux employeurs et aux migrants de recevoir des informations d'urgence et facilitera l'accès des travailleurs migrants à l'assistance disponible via leur pays d'origine.

### Organisations internationales

#### *Aide à l'évacuation et à la réimplantation*

Certains pays doivent parfois compter sur les organisations internationales pour réimplanter et évacuer leurs migrants. Établir à l'avance des dispositifs avec les États peut permettre de clarifier les rôles, les responsabilités et les termes des partenariats, et d'améliorer la préparation. Ces dispositifs incluront par exemple les critères d'évacuation ou de réimplantation, la prise en charge des coûts et du financement ainsi que les renseignements sur les autres services à fournir (exemples : filtrage des migrants présentant des vulnérabilités spécifiques et des victimes d'exploitation, de traite d'êtres humains, d'abus ou de violences ; services d'orientation et services spécialisés pour les personnes présentant des besoins particuliers).

### ***Portail centralisé ou centre d'enregistrement de toutes les demandes d'évacuation émanant de migrants ou d'États pour faciliter la coopération multi-États et multipartites en vue des évacuations***

Tous les pays d'origine n'ont pas la capacité d'aider les migrants dans des pays en situation de crise. Si ces pays savent parfois répondre aux besoins de migrants pouvant recevoir une assistance dans le pays d'accueil en cas de crise de courte durée, ils auront sans doute besoin de l'aide d'organisations internationales si une évacuation massive est indispensable. Pour gérer les demandes de ces États d'origine, les organisations internationales envisageront par exemple d'établir des portails centralisateurs pour que les États puissent :

- demander une assistance ;
- fournir des renseignements sur les migrants à évacuer, dont leur implantation et leurs besoins ;
- accéder à des rapports sur les contacts établis avec les migrants et l'implantation de ces derniers ;
- recevoir des informations sur les lieux d'évacuation des migrants, dont leur implantation dans les pays d'origine ;
- demander une assistance supplémentaire pour les migrants ayant des besoins spécifiques et confirmer que ceux-ci l'ont bien reçue, y compris par l'intermédiaire d'une réorientation vers des organisations ou agences spécialisées dans le pays d'accueil ;
- demander des contrôles d'identité ;
- poster des demandes, messages et enquêtes de la part des familles.

## **Société civile**

### ***Coordination entre acteurs de la société civile***

Des dispositifs mis en place par les organisations de la société civile, aux niveaux local, national, régional et mondial, pourront couvrir entre autres les points suivants :

- partage d'informations sur les migrants et leurs besoins ;
- action commune de défense des droits ;
- renforcement mutuel des capacités ;
- sensibilisation ; fourniture de services.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 8 : Renforcer les capacités et tirer les enseignements aux fins d'interventions d'urgence et de mesures post-crise

### Acteurs multiples

#### *Formation et renforcement des capacités des acteurs étatiques*

Les acteurs gouvernementaux suivants, entre autres, pourraient avoir avantage à suivre des formations et actions de renforcement des capacités liées à l'amélioration de la protection des migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle :

- agents des services de l'immigration ;
- personnel consulaire et diplomatique ;
- agents des services de l'emploi ;
- intervenants au niveau de la prévention, de la préparation et des interventions d'urgence ;
- intervenants en phase de relèvement et de reconstruction ;
- agents de la sûreté, de la gestion des frontières, des forces armées et de la police ;
- assistants sociaux ;
- autorités locales ;
- personnels soignants.

#### *Thèmes de formation et de renforcement des capacités*

Les agents de l'État et d'autres parties prenantes pourront bénéficier de formations et d'actions de renforcement des capacités sur divers thèmes, dont les suivants :

- profils des communautés de migrants ;
- moyens de communiquer avec les communautés de migrants, dont celles en situation d'immigration irrégulière ;
- évaluation des conditions de vulnérabilité et des besoins des migrants pour mieux y répondre ;
- évaluation des capacités et des points forts d'autres parties prenantes ;
- ciblage des interventions pour répondre aux besoins de populations migrantes spécifiques, tels que les victimes de la traite d'êtres humains, les migrants handicapés, âgés ou mineurs, dont les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- participation des migrants à la préparation et aux interventions en réponse aux crises ;
- mise en place de plans d'intervention d'urgence et d'évacuation tenant compte des migrants ;
- intégration de la protection des migrants dans la prévention, la préparation, les interventions d'urgence, le redressement après la crise, y compris en mettant au point des lois, politiques et procédures relatives à la préparation et aux interventions d'urgence en réponse aux crises qui tiennent compte des migrants ;
- création de listes de personnels linguistiquement et culturellement sensibilisés pouvant communiquer avec les migrants et les aider en cas d'urgence.

### ***Échanges entre pairs en vue du renforcement des capacités et de l'acquisition de connaissances***

Les échanges entre pairs sont généralement conçus pour aider les parties prenantes à tirer des enseignements de l'expérience et du vécu de leurs pairs ou d'autres acteurs. Seront particulièrement profitables les échanges sur les thèmes suivants :

- la prise en charge par différentes parties prenantes de difficultés similaires en partant de points de vue différents (États, acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile) ;
- les relations personnelles et la confiance établies entre les parties prenantes, qui permettront des échanges francs et ouverts entre pairs ;
- les moyens de partage des enseignements.

### ***Programmes visant à renforcer les capacités permettant aux organisations de migrants d'aider les migrants, y compris par des programmes de formation de formateurs***

Les organisations de migrants connaissent la communauté locale et possèdent des compétences linguistiques et une connaissance des normes culturelles des migrants. Elles disposent de relations locales qui leur permettent d'entrer en contact avec des migrants risquant d'avoir été oubliés par d'autres, y compris ceux en situation irrégulière. Les activités de renforcement de leurs capacités pourront par exemple :

- proposer des formations sur la prévention des crises, la préparation et l'intervention d'urgence ;
- encourager les échanges sur des programmes et pratiques appliqués pour aider les migrants pendant les situations de crise ;
- fournir des financements pour permettre aux organisations de migrants de mettre en place des plans d'intervention d'urgence ;
- former des partenariats entre les organisations de migrants et les intervenants locaux pour permettre une meilleure transmission des informations relatives aux crises ;
- proposer des « formations de formateurs » pour s'assurer que les connaissances sont transmises au sein des organisations et des réseaux de migrants.

### ***Fonds affectés à la protection des migrants***

Il faut parfois prévoir des financements pour répondre aux besoins lors des phases d'urgence, y compris à ceux d'évacuation, de retour au pays, de soins de santé ou d'abris provisoires ainsi qu'aux besoins d'après-crise, dont l'aide et les services de réintégration. On pourra rassembler des financements notamment par les moyens suivants :

- fonds spécialisés alimentés par des contributions volontaires d'employeurs, de recruteurs, de bureaux de placement et de migrants ;
- plateformes de financement en ligne permettant la levée de fonds ;
- prêts auprès d'institutions financières ;
- dons ou prêts, financiers ou en nature
- prêts contractés auprès de l'État ou de banques internationales ou régionales, et d'institutions ou d'acteurs du secteur privé ;
- contributions des diasporas ;
- subventions.

### **Systèmes d'orientation et accès aux procédures d'asile en temps de crise**

Lors d'une crise, les migrants peuvent nécessiter des services spécialisés dans le pays d'accueil, en transit ou à leur arrivée à destination, en cas de réimplantation ou d'évacuation. Pour renforcer les capacités de préparation aux crises, on pourra développer celles permettant d'évaluer les besoins particuliers des migrants, d'identifier les fournisseurs de services spéciaux et de mettre au point des procédures claires à suivre pour orienter les personnes. On aura en effet parfois besoin de savoir orienter notamment les migrants nécessitant une aide médicale, les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les victimes de la traite d'êtres humains, les migrants souffrant de traumatismes psychologiques et de handicaps. Pour s'assurer que les procédures d'orientation fonctionnent bien pendant la crise et sont rodées, on veillera à établir au préalable des relations avec les acteurs à même de répondre aux besoins des migrants et les systèmes de protection nationaux et internationaux pour réfugiés et apatrides. L'établissement d'un système d'orientation veillera notamment à :

- établir un protocole d'accord ou des procédures opérationnelles standardisées entre les parties prenantes assistant les migrants et les systèmes de demande d'asile, en détaillant les rôles et responsabilités, et en facilitant les actions prévisibles ;
- désigner pour l'orientation des personnes à contacter afin d'assurer une communication rapide ;
- assurer des filtrages préalables pour permettre une identification rapide des besoins ;
- former les intervenants aux systèmes et procédures ;
- mettre en place des garanties dans le meilleur intérêt de l'enfant, de sorte que la bonne orientation des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille soit une préoccupation première (en évaluant, par exemple, le meilleur intérêt des enfants) ;
- mettre en place des garanties pour s'assurer que les procédures d'orientation respectent la confidentialité des informations et des données privées.

### **Surveillance et évaluation des réponses à une crise**

Les évaluations des interventions en cas de catastrophe naturelle ou de conflit ne prennent pas toujours en considération la situation particulière des migrants. Il est par conséquent parfois nécessaire d'établir des évaluations plus particulièrement conçues pour mesurer l'efficacité des réponses aux besoins des migrants. Les concepteurs de ces évaluations spécifiques tiendront par exemple compte des points suivants :

- développer des objectifs clairs liés à l'efficacité en temps de crise des interventions auprès des migrants en tant que population distincte ayant des besoins spécifiques ;
- inclure les populations migrantes dans les évaluations portant sur l'efficacité des réponses globales aux situations de crise afin de s'assurer que les panels étudiés et les enquêtes comportent un nombre suffisant de migrants ;
- intégrer dans les exercices d'évaluation des groupes de migrants et des acteurs de la société civile travaillant en lien étroit avec les populations migrantes ;
- inclure les effets à court, moyen et long termes de l'intervention d'urgence auprès des populations migrantes, y compris les besoins liés à l'évacuation et la réintégration ;
- évaluer les interventions des institutions auprès des migrants, y compris pour la coordination des diverses parties prenantes associées aux interventions ;
- exposer les leçons tirées en rapport avec les populations migrantes ;

- émettre des recommandations pour améliorer les interventions envers les migrants liées à une situation de crise ;
- mettre en place des mécanismes de remontée d'informations et de dépôt de plaintes pour encourager la participation des migrants aux évaluations des interventions liées aux situations de crise.

## Pays

### **Fonds affectés aux besoins d'urgence**

De nombreux États disposent de ressources destinées à être mobilisées lors de catastrophes naturelles ou d'autres situations de crise afin de répondre aux besoins d'urgence de leur population. Réserver des fonds pour mieux traiter des besoins des migrants aiderait à s'assurer que ceux-ci sont intégrés aux interventions d'urgence et que leurs besoins particuliers sont pris en considération. Ces financements couvriront par exemple les points suivants :

- traduction des supports dans plusieurs langues ;
- aide à l'interprétation pour les premiers intervenants recevant les migrants en demande d'assistance ;
- soutien aux organisations de migrants et de diasporas pour les inciter à aider au contact avec les migrants ;
- remboursement des coûts supportés par les premiers intervenants, y compris la police, les services d'urgence des hôpitaux, les centres d'hébergement et autres dispositifs dont les coûts d'assistance aux migrants, y compris ceux en situation irrégulière, ne sont pas sinon couverts par des fonds publics ou privés ;
- ressources pour l'évacuation des migrants se trouvant dans l'impossibilité de payer les frais d'évacuation.

### **Fonds affectés aux besoins d'après-crise**

L'établissement de fonds pour la réintégration ou de lignes budgétaires pour appuyer les besoins immédiats des migrants touchés par une crise et de leurs familles peut contribuer aux efforts de reconstruction, de retour au pays et de réintégration. Ces financements sont particulièrement pertinents pour les pays d'origine ayant un nombre significatif de ressortissants de l'étranger et dont l'économie repose sur les rapatriements de fonds. Lorsqu'il est impossible de réserver des fonds spéciaux, les États peuvent identifier ces coûts dans leurs planifications budgétaires et prendre d'autres mesures d'accès à des financements, notamment par l'intermédiaire d'institutions financières internationales. Pour la mise en place de tels fonds, les États prendront par exemple en considération les points suivants :

- affectation de fonds pour faciliter le retour et la réintégration des migrants ou fourniture d'une aide financière directe aux migrants ;
- affectation de fonds sur la base des besoins et d'autres critères prédéfinis ou d'un appel d'offres ;
- contributions volontaires ou obligatoires des migrants ;
- fonds mixtes, associant des contributions de l'État et des migrants ;
- établissement éventuel de partenariats avec des banques ou des institutions

- financières, dont des institutions financières internationales et régionales ;
- champs d'application de ces fonds (par exemple : restauration des moyens de subsistance après retour au pays, logement ou autres besoins fondamentaux, reconstruction) ;
- procédures efficaces de suivi et de comptabilité.

## Pays d'accueil

### ***Formation des acteurs de la prévention, de la préparation et des interventions d'urgence à l'intégration d'éléments pertinents au regard des besoins et des vulnérabilités des migrants***

Les acteurs chargés de la prévention, de la préparation et des interventions d'urgence, ainsi que de la réduction des risques de catastrophe ne disposent pas obligatoirement des compétences nécessaires pour répondre efficacement aux besoins de populations très diversifiées dans leurs langues et leurs cultures. Les premiers intervenants locaux, en particulier, doivent avoir les moyens de communiquer avec tout le monde, y compris les migrants se trouvant dans des situations d'urgence vitale. Leur formation portera par exemple sur les points suivants :

- informations sur les migrants vivant au sein de populations locales, notamment sur leurs origines, langues, croyances culturelles et religieuses, et sur d'autres caractéristiques pertinentes lors des interventions d'urgence ;
- informations sur les organisations et les dirigeants locaux de migrants, sur les associations sociales et culturelles et sur les institutions religieuses fréquentées par les migrants ;
- informations sur les moyens de fournir des services culturels et linguistiques adéquats dans le cadre des contacts avec les migrants ;
- information sur les moyens d'accéder à des services d'interprétation et de traduction ;
- rôle des autorités consulaires dans l'aide aux migrants et la protection de ceux-ci ;
- éligibilité des migrants aux différents statuts d'immigration pour divers types de services avant, pendant et après une crise.

## Pays d'origine

### ***Lois et politiques relatives à la protection des ressortissants de l'étranger***

Les politiques et législations nationales qui énoncent les responsabilités des États envers leurs ressortissants de l'étranger fournissent aux autorités des orientations claires sur leurs obligations. Sans devoir être spécifiquement établies pour les situations de crise, elles indiquent aussi aux ressortissants ce qu'ils peuvent attendre de leur État d'origine lorsqu'ils se trouvent à l'étranger. Ces lois et politiques disposeront par exemple des points suivants :

- donner mandat aux agents consulaires pour aider les ressortissants dans leurs relations avec les autorités du pays d'accueil ;
- déterminer les conditions dans lesquelles l'assistance sera fournie aux ressortissants de l'étranger ;

- énoncer les droits des multinationaux ;
- identifier les responsabilités pour la prise en charge des coûts, y compris d'évacuation ;
- préciser ce que doivent faire les ressortissants en cas d'absence de services diplomatiques ou consulaires dans le pays d'accueil.

### ***Programmes de renforcement des capacités à l'intention des autorités nationales et locales***

Des programmes de renforcement des capacités à destination des autorités nationales et locales sont nécessaires pour permettre à celles-ci de préparer leurs ressortissants avant leur départ et pour les réintégrer à leur retour. Ces programmes porteront par exemple sur les points suivants :

- préciser les rôles et responsabilités dans le cadre de l'organisation de la préparation des ressortissants avant leur départ et de leur réintégration à leur retour ;
- mettre en place des plans d'intervention d'urgence pour l'évacuation et la réintégration des ressortissants ;
- instaurer des mécanismes de financement pour appuyer la réintégration ;
- établir des échanges entre pairs au sein des autorités nationales et locales et avec d'autres États connaissant des difficultés similaires afin de discuter des meilleures pratiques à appliquer ;
- évaluer les interventions antérieures pour identifier les points à améliorer ;
- concevoir des systèmes d'orientation vers les services de santé et renforcer les capacités de ces services pour répondre aux besoins des ressortissants ;
- identifier, prendre en charge et orienter les ressortissants particulièrement vulnérables ;
- collecter des données au niveau local sur les ressortissants de retour, y compris des données démographiques ainsi que toute information pertinente notamment sur leur implantation et leurs coordonnées ;
- stratégies de prise en charge pour les ressortissants en détresse à l'étranger ;
- réintégration des ressortissants de retour ;
- orientation des demandes de recherche de personnes disparues vers les postes consulaires tentant de localiser les ressortissants.

### ***Programmes de formation et de renforcement des capacités à l'intention des postes consulaires***

Les programmes de formation pour renforcer la capacité des services consulaires à protéger leurs ressortissants peuvent par exemple :

- former les agents à collecter les données sur les ressortissants présents dans le pays d'accueil ;
- former à la gestion de crise, y compris à l'évacuation et au retour au pays, et à la délivrance en urgence de documents d'identité et de voyage d'urgence ;
- mettre en œuvre des logiciels consulaires de gestion de crise, couvrant l'enregistrement, la communication et d'autres procédures d'urgence, telles que l'hospitalisation, l'emprisonnement ou la perte de documents ;
- concevoir des plans d'intervention d'urgence et d'évacuation tenant compte des migrants ;

- recruter des locaux pour renforcer la compréhension des savoirs et des cultures locaux ;
- établir et maintenir le contact avec les citoyens ;
- s'appuyer sur des engagements publics pour établir des liens avec les communautés concernées ;
- garantir la montée en capacité des services consulaires par le déploiement de personnels consulaires et d'autres spécialistes.

### **Systèmes de gestion consulaire en ligne**

Les États mettent en place des moyens d'enregistrement, des plans d'intervention d'urgence des systèmes de gestion de crise ayant des degrés variables de complexité. Pour limiter le degré d'obsolescence de ces outils, les États pourront développer des systèmes déployés et exploités sur Internet ou sur « cloud », pour lesquels ils paieront des droits d'utilisation au lieu de les acheter. Les données peuvent être stockées de manière sécurisée tout en respectant les normes de protection des données et de la vie privée, chaque État pouvant adapter ultérieurement les services en fonction des besoins. En cas de crise, des services ou capacités supplémentaires pourront être ajoutés rapidement selon les besoins. Les États pourront également envisager de coopérer entre eux et de partager leurs systèmes avec d'autres États, y compris avec l'aide d'un tiers tel qu'une organisation internationale. De telles collaborations doivent être structurées conformément aux normes de protection des données et de la vie privée en vigueur.

### **Cautions ou dépôts**

Pour veiller à ce que les fonds soient suffisants pour les évacuations et pour l'indemnisation des pertes subies par leurs ressortissants en raison de celles-ci, les pays d'origine peuvent demander aux employeurs et recruteurs, le cas échéant, de déposer une caution ou de mettre des fonds en dépôt auprès du pays d'origine ou du consulat local. La caution ou le dépôt ne sera utilisé que si le ressortissant est évacué. Les fonds seront sinon reversés à l'employeur une fois la mission menée à terme. Cette mesure serait particulièrement utile dans le cas de petites entreprises ou d'entreprises individuelles, leurs ressources limitées ne leur permettant pas sinon de proposer un soutien en temps de crise. Les facteurs à prendre en considération seront notamment les suivants :

- le montant de la caution ou du dépôt ;
- les frais couverts par la caution (frais ou pertes occasionnés par l'évacuation, dommages aux biens ou propriétés, propriétés et biens irrécouvrables, dont les salaires impayés, par exemple) ;
- conditions d'accès à la caution ;
- personnes autorisées à accéder à la caution (exemple : le ressortissant lui-même ou l'État d'origine) ;
- modalités de demande et de réception des fonds liés à la caution, dont le contrôle de l'éligibilité à ces fonds et l'évaluation des montants.

## Pays de transit

### *Formation et procédures à l'intention des autorités frontalières*

Les formations pour développer la capacité des autorités frontalières à gérer l'afflux de migrants incluront par exemple les thèmes suivants :

- plans et procédures pour traiter les arrivées en masse de migrants en temps de crise ;
- méthodes de reconnaissance, d'assistance et d'orientation des interventions auprès des migrants vulnérables, dont les victimes de la traite d'êtres humains, les migrants handicapés, âgés ou mineurs, notamment les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- mécanismes d'orientation, notamment pour l'orientation des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides ;
- droits des migrants.

## Acteurs du secteur privé

### *Programmes de renforcement des capacités internes*

Ces programmes de renforcement des capacités pourront porter sur les points suivants :

- établissement de formations obligatoires à la gestion de crise pour les personnels concernés ;
- mise en place de systèmes de réparation en temps de crise ;
- mise en place de plans d'intervention d'urgence tenant compte de la présence de migrants et de leurs besoins ;
- mise en place de plans d'évacuation tenant compte des salariés migrants.

## Organisations internationales

### *Mécanismes de financement de l'aide aux migrants*

Disposer de systèmes de financement dédiés pour protéger les migrants peut permettre aux organisations internationales de lancer leurs opérations d'urgence et d'apporter une aide immédiate en cas de catastrophe naturelle ou de conflit ainsi qu'une assistance sur mesure à la réintégration.

### *Elaboration de politiques d'intervention d'urgence*

Il sera bon lors de la mise en place des politiques et procédures d'intervention d'urgence de garder à l'esprit le besoin de standardiser les interventions d'urgence pour assister les migrants dans les pays touchés par un conflit ou une catastrophe naturelle. Cela supposera, par exemple, d'inclure les principales préoccupations liées à la protection des migrants, d'identifier les vulnérabilités et besoins, ainsi que de clarifier les mécanismes d'orientation.

### ***Intégration des migrants dans les cadres nationaux de développement***

Les organisations internationales peuvent aider les États à intégrer la migration et la mobilité dans leurs cadres de développement et dans les plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement. Elles peuvent insérer la migration et la mobilité dans les supports d'information et d'orientation concernant ces points. Celles qui participent à des consultations avec des États peuvent identifier la migration comme l'une des priorités stratégiques de ces plans cadres et inclure les résultats et indicateurs relatifs aux migrations en temps de crise et autres thèmes connexes. Les actions importantes à ce sujet porteront par exemple sur les points suivants :

- cibler la migration en tant que priorité à englober dans les cadres d'aide au développement national et les plans cadres des Nations Unies ;
- identifier les résultats, indicateurs et données de référence clés relatifs à la migration aux fins de leur intégration dans la matrice des résultats des plans cadres des Nations Unies ;
- identifier les agences et partenaires à même de mettre en œuvre les mesures pour atteindre les objectifs des plans cadres des Nations Unies ;
- identifier les besoins en renforcement des capacités pour pouvoir porter assistance aux migrants en cas de crise ;
- apporter des conseils sur l'intégration des zones à couvrir par les programmes plans cadres ;
- sensibiliser les fonctionnaires des équipes de pays des Nations Unies chargés d'élaborer et de mettre en œuvre les plans cadres des Nations Unies aux migrations dues à une crise et leur fournir des informations.

### ***Soutien technique en matière de collecte, de gestion et de partage des informations***

Les organisations internationales peuvent apporter aux parties prenantes, notamment aux pays, des conseils sur le plan des technologies et du renforcement des capacités afin d'accroître leurs aptitudes à collecter, gérer et partager des informations sur les migrants. On trouvera parmi les mesures incluses dans ces programmes :

- mieux comprendre les populations migrantes grâce aux activités de collecte de données, de recherche, de cartographie et de statistiques ;
- établir des réseaux et partenariats pour le partage de données et d'informations ;
- établir et améliorer les systèmes d'enregistrement en ligne ;
- mettre en place et renforcer les infrastructures d'enregistrement ;
- établir et renforcer les procédures et outils d'enregistrement aux frontières ;
- sensibiliser les migrants aux dispositifs d'enregistrement et les inciter à se faire enregistrer ;
- assurer l'harmonisation, la protection et le respect de la vie privée par des directives et manuels ;
- veiller à la connaissance des législations en vigueur sur la protection des données et de la vie privée et à leur respect.

### ***Aide technique en matière d'élaboration de lois et de politiques***

Les organisations internationales peuvent apporter leur expertise et leur aide technique concernant la protection des migrants dans les programmes, politiques et législations, y

compris quant à la préparation et aux réponses aux situations de crise dues à des conflits ou des catastrophes naturelles. Elles peuvent également jouer un rôle clé dans l'élaboration de normes et politiques nationales dans leurs divers domaines de compétence. On trouvera parmi les thématiques d'assistance à ce sujet, les points suivants :

- établissement d'équipes consulaires d'intervention en cas de crise (cellules de crise consulaires) ;
- création de structures financières pour l'assistance à l'évacuation à l'intention des migrants ;
- création de structures financières pour l'aide au retour vers le pays d'origine suite aux situations de crise ;
- réglementation des agences de recrutement en vue d'un recrutement éthique et équitable ;
- établissement d'assurances santé et risques pour les travailleurs migrants ;
- réglementation des employeurs au regard de leur devoir d'assistance en cas de crise envers les travailleurs migrants recrutés localement ou internationalement ;
- responsabilité au regard de la cartographie et du suivi des normes de recrutement éthiques et équitables sur l'ensemble de la filière de recrutement.

#### ***Aide technique à l'intention des employeurs et recruteurs***

Les organisations internationales peuvent fournir une aide technique et des conseils aux employeurs et recruteurs en matière d'intégration de la protection des salariés migrants dans les activités de préparation et de réponse aux crises, et dans les activités d'après crise. On trouvera parmi les thèmes couverts à ce sujet :

- les procédures de recrutement éthiques et équitables ;
- les formations sur mesure avant le départ et à l'arrivée, dont des modules de préparation aux situations de crise ;
- l'intégration des migrants dans les plans d'intervention d'urgence des entreprises ;
- la coordination et la collaboration lors des interventions d'urgence ;
- l'établissement de plateformes de collaboration au niveau local.

#### ***Aide technique en matière d'élaboration de politiques relatives à une crise à l'intention des diasporas***

Les organisations internationales peuvent apporter une aide technique et des conseils aux États quant à l'élaboration de politiques incitant les diasporas à s'investir dans la protection des migrants dans les pays en situation de crise. Il est entre autres intéressant de pouvoir :

- établir et renforcer les plateformes de mobilisation des diasporas ;
- inclure des dispositions sur les migrants touchés par les situations de crise dans les actions d'élaboration de politiques pour les diasporas ;
- intégrer les migrants de retour aux actions des diasporas travaillant sur les points de développement nationaux (dont : rapatriements de fonds, transfert de connaissances) ;
- soutien à la mobilisation des diasporas par un accès aux réseaux internationaux ;
- soutien aux actions de transfert de connaissances par le biais des diasporas (notamment le retour au pays de ressortissants qualifiés).

### **Programmes de renforcement des capacités internes**

Les organisations internationales peuvent investir dans leurs propres capacités à assister les migrants tout en apportant soutien technique et renforcement des capacités à d'autres acteurs. Le renforcement des capacités internes portera par exemple sur les points suivants :

- établir des structures de financement et d'autres structures financières pour lancer les interventions d'urgence et fournir une assistance immédiate lorsqu'un conflit ou une catastrophe survient ;
- créer des portails unifiés pour enregistrer et coordonner les demandes d'évacuation et les offres d'assistance ;
- établir des agences ou départements dédiés pour monter des interventions complètes et coordonnées ;
- établir des réseaux et partenariats pour partager les informations et les pratiques, promouvoir des normes communes, faciliter la communication et appliquer des programmes communs.

### **Soutien technique et programmes de renforcement des capacités à l'intention d'autres acteurs**

Le soutien technique et les programmes de renforcement des capacités à l'intention d'autres acteurs porteront par exemple sur les points suivants :

- programmes de renforcement des capacités (pour les fonctionnaires du gouvernement, dont les fonctionnaires des affaires étrangères, les agents consulaires, les attachés du travail et assistants sociaux) relatifs à la protection des migrants lors des situations de crise grâce à des formations obligatoires sur la gestion de crise, à la publication de procédures opérationnelles standardisées et à la création d'outils de formation en ligne ;
- formations et services pour les pays de transit afin de gérer les arrivées massives de migrants ;
- assistance aux États dans la mise en place et l'utilisation de systèmes de gestion de frontières pour rationaliser les procédures et formalités aux frontières en cas de situations d'urgence et veiller à la bonne orientation des personnes ayant des besoins spécifiques d'assistance et de protection ;
- exercices sur mesure et formations sur le terrain des différentes parties prenantes pour limiter les impacts des crises sur les migrants, en intégrant les premiers secours et les interventions d'urgence ;
- formations pour les médias sur la communication de crise à l'intention des migrants couvrant également la terminologie.

## **Société civile**

### **Formation des acteurs de la société civile locale**

Les acteurs de la société civile ont l'avantage notamment d'être en contact avec les communautés de migrants et d'être acceptés par celles-ci, d'avoir accès à des domaines inaccessibles aux intervenants internationaux et de pouvoir combler les manques de l'assistance humanitaire. Une coordination interorganisations des programmes de renforcement des capacités permet

généralement d'éviter les doublons et aidera à harmoniser les formations. Les facteurs à prendre en considération seront notamment les suivants :

- la sélection apolitique et non discriminatoire d'organisations partenaires ;
- les offres de formations de formateurs pour s'assurer que les connaissances sont transmises au sein des organisations et des réseaux ;
- la mise en commun de formations pour les acteurs de la société civile locale ;
- le renforcement des capacités, dont les formations aux principes humanitaires, aux cadres juridiques nationaux et internationaux, à la détection des migrants vulnérables, à la sensibilisation des migrants à leurs droits et devoirs, aux mécanismes d'orientation et au soutien psychosocial ;
- le soutien à l'établissement de réseaux avec la société civile locale dans le monde entier pour partager pratiques et ressources ;
- détachement de personnel expérimenté pour aider les partenaires locaux.

### ***Formation de fournisseurs de services non traditionnels***

La société civile peut jouer un rôle dans l'organisation de formations sur les besoins spécifiques des migrants lors des situations de crise notamment à l'intention des intervenants n'ayant pas habituellement à venir en aide aux migrants, mais pouvant être en mesure de détecter leurs vulnérabilités et de les traiter, d'orienter les personnes ou d'aider aux interventions. Ces acteurs sont notamment les suivants :

- le personnel navigant de cabine ;
- les médias nationaux et locaux des États d'origine et d'accueil ;
- les interprètes ou traducteurs ;
- les conseillers et le personnel soignant ;
- le personnel et les dirigeants confessionnels ;
- le personnel enseignant, car les enfants des familles migrantes peuvent être d'importants intermédiaires pour transmettre des informations utiles en temps de crise.

## II : PRATIQUES D'APPUI AUX INTERVENTIONS D'URGENCE

Pendant la phase d'urgence, les parties prenantes appliqueront dans l'idéal les pratiques de préparation aux crises décrites dans la section précédente. Dans ce contexte, nombre de ces pratiques détaillées pour la phase de préparation ne seront pas répétées dans la présente section. Même si les parties prenantes ont activé et mis en application ces pratiques lors de la phase de préparation, elles auront inévitablement besoin de prendre des décisions et de mettre en œuvre des pratiques ad hoc pour répondre à des imprévus complexes et à des besoins urgents survenant au fil de l'évolution de la situation.

### **PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 9 : Communiquer largement, efficacement et fréquemment avec les migrants sur l'évolution de la crise et les modalités d'accès à l'aide**

#### **Acteurs multiples**

##### ***Actualisations régulières sur la situation de crise et informations sur l'aide***

Lors des situations de crise, les migrants ont besoin d'informations, dont les suivantes, pour prendre leurs décisions en connaissance de cause :

- renseignements sur l'évolution de la crise, tels que les zones touchées, l'intensité et l'échelle de la crise, les dommages et les risques ;
- correspondants et personnels d'urgence pouvant les assister ;
- assistance disponible et lieux d'accès aux divers types de services, dont les soins de santé, les abris ou tout autre centre d'assistance ;
- centres d'appel, assistance et permanences téléphoniques disponibles ;
- règles d'éligibilité aux différents services et aides ;
- nécessité de présenter des documents d'identité en cours de validité pour bénéficier des services et de l'aide ;
- contacts pour une aide à la réimplantation ou à l'évacuation, tels que les consulats des États d'origine, le ministère des Affaires étrangères des pays d'accueil ou des organisations recueillant ce type de demandes.

##### ***Voies de communication***

Le recours à de multiples voies de communication, associant supports classiques et novateurs, peut améliorer la couverture et la portée des informations. Les mécanismes de communication incluront par exemple :

- des sites Web conviviaux et multilingues contenant des informations sur les crises régulièrement actualisées, des liens, des coordonnées de contact et un interfaçage avec d'autres médias, y compris les médias sociaux ;
- des points d'actualité numérique, avec carte des zones à risque, sites d'évacuation et

- structures d'assistance ;
- une centralisation des médias sociaux ou numériques qui diffusent des informations pratiquement en temps réel, dont des informations issues du grand public, et contrôlées et vérifiées avant publication ;
- des alertes par texto et messages ;
- des séances d'information régulières à l'intention des médias ;
- la diffusion de messages sur les réseaux nationaux et locaux de radio et télévision dans les pays d'accueil et d'origine ;
- des cartes multilingues et des brochures soulignant les principales zones à risque, les sites d'évacuation et les structures d'assistance en cas de catastrophes ;
- des messages traduits pour faciliter la communication dans les langues comprises des migrants, et utilisant si possible des images et pictogrammes.

### ***Coordination et cohérence des messages entre parties prenantes***

La cohérence des messages délivrés par l'ensemble des parties prenantes permet d'assurer que les migrants, les parties prenantes et le grand public reçoivent les mêmes informations pour agir en fonction de celles-ci. Elle contribue également à éviter des malentendus et la désinformation en temps de crise. Les parties prenantes prendront par exemple les mesures suivantes pour s'assurer de l'exactitude et de la cohérence de leurs messages :

- identifier une agence chef de file source d'informations, dont les renseignements sur les évacuations ou réimplantations, l'éligibilité des migrants aux services ou tout changement dans l'application des règles d'immigration ou les obligations de visa en temps de crise ;
- entrer en contact avec les associations de migrants et acteurs de la société civile pour identifier les sources de renseignements accessibles dans lesquelles les migrants ont confiance ;
- établir un centre d'information qui confirmera l'exactitude des renseignements avant de les partager et de les diffuser ;
- recourir à des traducteurs et interprètes de formation capables de transmettre aux populations migrantes les informations autorisées avec précision et efficacité.

### ***Mobilisation visant spécifiquement à diffuser des informations sur les risques, la logistique et l'aide***

Pour les migrants, notamment ceux en situation irrégulière ou travaillant dans des conditions d'isolement, les approches de communication classiques peuvent être complétées par une mobilisation spécifique par l'intermédiaire de personnes en contact avec les communautés de migrants ou sur les lieux de rassemblement de migrants. On tiendra compte des points ci-dessous :

- recrutement d'intervenants compétents, notamment proches des migrants. Il pourra s'agir de bénévoles ou, dans certains cas, d'employés. On trouvera parmi ces intervenants par exemple : 1) des organisations communautaires ou religieuses fournissant des services aux migrants ; 2) des lieux d'hébergement de migrants ; 3) des lieux de rassemblement pour migrants tels que des restaurants ou des centres communautaires ; 4) des kiosques

à journaux, radios, chaînes de télévision et portails Internet des pays d'origine, ou portails ciblant les migrants dans les pays d'accueil ; 5) des agents de la protection civile privée et de services d'urgence ; 6) les principales entreprises employant des migrants, des associations d'entreprises ou syndicats ; 7) les correspondants et les dirigeants des migrants.

- embauche d'interprètes et de traducteurs pour les langues parlées par les migrants touchés.

### ***Réception d'informations de la part des migrants***

Les migrants sont également des sources d'information sur les conditions locales, les voies d'assistance et les difficultés d'autres migrants. Pour collecter des informations de crise auprès des migrants, on pourra par exemple :

- déterminer les personnes à contacter pour faire la liaison avec les parties prenantes et fournir les renseignements ;
- fournir des téléphones aux migrants pour relayer l'information ;
- établir des relations avec les familles des migrants dans les pays d'origine et créer des voies de transmission pour qu'elles partagent les informations reçues des migrants.

### ***Communication positive sur les migrants***

Les discours hostiles aux migrants s'accroissent parfois en temps de crise, et les migrants peuvent se heurter à des niveaux croissants de discrimination, d'hostilité et de xénophobie dans les pays d'accueil et de transit. Une communication positive encouragera la tolérance, la non-discrimination et le respect à leur égard, ainsi que leur intégration. A cette fin, il conviendra d'éviter d'employer pour parler d'eux des mots, comme « illégaux », qui risquent de déclencher des réactions d'hostilité et de xénophobie.

### ***Centres d'appel permanents dotés d'un personnel multilingue et formé***

Les centres d'appel, les services d'assistance et les permanences téléphoniques peuvent proposer une communication uni ou bidirectionnelle. Dans le second cas, ils seront dotés de personnels pouvant répondre aux appels et fournir des informations ciblées, ou pour recevoir des données de localisation et d'identité, ou proposer d'autres services. On tiendra compte des points ci-dessous :

- horaires d'ouverture (24 heures par jour dans la phase aiguë de la crise) ;
- coûts de la structure (accès gratuit ou payant) ;
- échanges d'informations avec les migrants (uni ou bidirectionnels) ;
- compétences linguistiques du personnel et des bénévoles ;
- limitation ou non des services aux migrants, à leur famille ou autres (ou possibilité d'accès général) ;
- contenu des informations à fournir ou, le cas échéant à recevoir ;
- services supplémentaires à fournir tels que du conseil, de l'orientation ou du repérage des familles.

### ***Centres d'appui aux migrants***

Ces centres peuvent fournir de nombreux services et une assistance aux migrants. On trouvera parmi leurs prestations :

- la diffusion d'informations de crise ;
- les premiers secours ;
- l'accès à des téléphones, à des crédits téléphoniques et des stations de charge ;
- l'accès à Internet.

## **Pays d'accueil**

### ***Séances d'information et rapports de situation par les autorités du pays d'accueil***

Si possible, les autorités du pays d'accueil peuvent fournir aux agents consulaires acteurs du secteur privé, organisations internationales et acteurs de la société civile des informations régulières sur l'évolution de la crise et son étendue, sur les menaces qui en découlent, l'aide disponible, l'état des opérations de recherche et de sauvetage, et d'autres informations pertinentes sur la crise et les migrants. Ces séances d'information peuvent prendre diverses formes, dont les suivantes :

- réunions et séances d'information publiques ;
- mobilisation directe des autorités consulaires des pays d'origine ;
- réunions de coordination opérationnelle avec les parties prenantes clés, y compris les organisations internationales et les acteurs de la société civile ;
- actualisations sur Internet ou sur d'autres modes virtuels de communication.

## **Pays d'origine**

### ***Postes consulaires faisant office de points de contact pour générer et diffuser l'information aux ressortissants de l'étranger***

Les services consulaires jouent un rôle central dans la communication avec les ressortissants de l'étranger. Les informations fournies portent par exemple sur les points suivants :

- niveaux d'alerte et recommandations d'actions ;
- conseils, restriction ou interdiction de voyage ;
- suivi de l'évolution des situations ;
- plans et sites d'évacuation ;
- disponibilité et implantation des hébergements temporaires ;
- façons d'accéder à l'assistance disponible.

### ***Cohérence des messages entre pays d'origine***

Dans la mesure du possible, les pays d'origine devraient coordonner les systèmes d'alerte pour éviter que chacun ne fournisse des conseils contradictoires aux ressortissants dans le pays d'accueil. Cela suppose, par exemple, un accord entre les États (à l'échelle régionale ou

avec d'autres États) ayant une forte population de ressortissants dans un pays ou une région spécifique d'accueil.

## Acteurs du secteur privé

### *Mécanismes permettant aux migrants de communiquer*

Employeurs, recruteurs et bureaux de placement peuvent faciliter la communication entre migrants et d'autres parties prenantes dont les agents consulaires, les organisations internationales, les acteurs de la société civile et les familles. Pour cela, ils peuvent fournir un accès libre au téléphone, à Internet ou à d'autres moyens de communication.

### *Rapatriements de fonds et accès à ces fonds*

Les sociétés de transfert d'argent peuvent faciliter l'accès des migrants aux rapatriements de fonds vers leur famille dans les pays d'origine ou dans d'autres pays. Ces envois d'argent permettent souvent aux migrants de rester en sécurité dans le pays d'accueil ou de financer le moyen d'en sortir. Dans les crises antérieures, les sociétés de transfert d'argent ont renoncé aux frais pour les fonds envoyés vers les pays en situation de crise.

## Organisations internationales

### *Centres de communication avec les migrants*

L'établissement d'un centre de communication bidirectionnelle (par exemple dans un centre d'information de crise géré par une communauté humanitaire et coordonnant des communications avec les populations touchées) peut fournir rapidement des informations actualisées sur l'aide disponible. De tels centres peuvent abriter plusieurs structures de communication, qui fourniront des informations aux migrants, y compris sur les services consulaires, les employeurs, les recruteurs, les organisations internationales et la société civile.

### *Informations en retour et mécanismes de dépôt de plaintes*

On aidera à détecter les lacunes dans l'assistance fournie et à effectuer le suivi et l'évaluation des efforts si l'on permet aux migrants de communiquer leurs réactions et de déposer des plaintes. Les facteurs à prendre en considération pour les remontées d'informations et les mécanismes de dépôt de plaintes seront notamment les suivants :

- créer une boîte aux lettres virtuelle ou réelle de remontée d'informations permettant aux migrants d'exprimer leurs préoccupations et de donner leur avis ;
- respecter l'anonymat et se conformer aux législations et normes de protection des données et de la vie privée.
- établir une procédure de vérification et d'évaluation claire et transparente ;
- effectuer le suivi, y compris en termes d'assistance et de réparation.

### *Soutien aux autres parties prenantes, notamment les États*

Les organisations internationales peuvent combler les failles de communication et résoudre les difficultés entre migrants et pays. C'est notamment le cas lorsque les organisations

internationales disposent d'une présence établie dans le pays d'accueil. Cette aide portera par exemple sur les actions suivantes :

- identifier les barrières culturelles et linguistiques qui freinent l'accès des populations migrantes à l'aide ;
- identifier des chefs communautaires ou religieux, ou d'autres acteurs de confiance représentatifs pouvant apporter leur aide ;
- recruter des migrants en tant que bénévoles ou salariés pour établir des études et des rapports sur les populations migrantes, sur les migrants en détresse dans des lieux isolés ou ceux en détention ;
- aider à diffuser des informations aux migrants marginalisés et isolés, y compris en leur rendant visite dans les centres de détention.

### Société civile

*Les pratiques mentionnées précédemment et identifiées pour les organisations internationales valent également pour la société civile.*

#### **Mesures à l'échelle locale visant à nouer le contact avec les communautés de migrants et à communiquer des informations relatives à une crise**

Les acteurs de la société civile peuvent être bien placés pour mener des actions de communication locales en ciblant les communautés de migrants isolées ou marginalisées. Ils peuvent aider d'autres parties prenantes à entrer en contact avec les populations migrantes en fournissant des informations sur les lacunes de leur assistance, l'incohérence de messages ou les failles des stratégies de communication. Leurs initiatives porteront par exemple sur les points suivants :

- porte-à-porte pour entrer en contact avec les communautés isolées pour des raisons de langues, de mobilité ou d'autres restrictions ;
- permanences téléphoniques gratuites et faciles d'accès, dotées d'un personnel compétent et formé sur le plan linguistique et culturel pour la communication avec les migrants et familles touchés par les crises ;
- diffusion d'informations et organisation d'événements pour la sensibilisation dans les écoles, restaurants, églises et autres lieux fréquentés par les migrants ;
- réseaux sociaux et applications pour téléphones portables pour communiquer avec les migrants ;
- recours à des « personnes d'influence » auprès des migrants pour entrer en contact et communiquer avec ces derniers ;
- recrutement de migrants comme bénévoles ou salariés pour des campagnes de communication.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 10 : Faciliter la capacité des migrants à se mettre à l'abri

### Pays d'accueil

#### *Dérogations ou exceptions aux conditions de sortie ou de séjour*

Les situations de crise exigent souvent un assouplissement des règles de sortie de territoire et de visa. Les migrants recherchant la sécurité en temps de crise risquent d'avoir du mal à respecter les formalités de visa, à obtenir des visas d'immigration ou à payer les droits demandés par les services de l'immigration ou les pénalités pour dépassement de séjour autorisé. La possibilité pour les migrants de se mettre hors de danger peut être restreinte par des visas ou permis de travail les limitant à l'accès à des zones géographiques ou à des employeurs spécifiques. Les pays d'accueil envisageront par exemple les points suivants, notamment pendant la phase aiguë d'une crise :

- faciliter la sortie des migrants et de leur famille par des dérogations ou la délivrance accélérée de visas de sortie ou d'autres documents nécessaires ;
- renoncer aux frais ou pénalités liés aux sorties de territoire, aux séjours ou aux violations de restrictions de mouvements ;
- faciliter les permis de retour sur le territoire pour les migrants touchés, y compris pour les étudiants et les travailleurs étrangers ;
- faciliter et organiser le contact avec le personnel consulaire des pays d'origine pour qu'ils puissent rendre visite à leurs ressortissants, les identifier et leur porter assistance ;
- s'interdire de retenir les migrants pendant les situations de crise, notamment les enfants ;
- s'assurer que les familles de migrants détenues ne sont pas séparées ;
- faciliter l'accès aux migrants détenus et leur protection.

#### *Délivrance de documents de voyage aux apatrides pour faciliter voyage*

En cas d'évacuation et de retour organisé, les apatrides se retrouvent parfois en situation particulièrement vulnérable. Les apatrides ne pouvant pas rentrer sur leur lieu de résidence habituelle précédent nécessiteront des documents de voyage facilitant leurs déplacements hors du pays d'accueil. Certains États ont l'obligation, conformément à la législation internationale, de délivrer aux apatrides des papiers d'identité et des documents de voyage.

### Pays d'origine

#### *Délivrance d'un laissez-passer et remplacement des documents d'identité et de voyage en temps voulu*

Les ressortissants de l'étranger peuvent avoir à présenter leurs documents d'identité pour se rendre dans un lieu sûr sur le territoire du pays d'accueil ou pour se faire aider localement. Pour eux, l'accès à des documents d'identité et de voyage valides est crucial afin de franchir

des frontières. Les pays d'origine ont besoin des documents d'identité et de voyage pour déterminer la nationalité et aider à l'évacuation de leurs ressortissants, à leur réimplantation ou à leur retour chez eux. Les pays d'origine prendront par exemple les mesures suivantes :

- dans les postes consulaires, délivrer aux ressortissants de nouveaux documents d'identité ou autres tels que des passeports, des documents d'identité ou de voyage temporaires en cas de perte, de confiscation par l'employeur (notamment dans le cas de travailleurs domestiques) ou d'absence totale de documents.
- adopter une politique de « non-questionnement » sur le statut d'immigration dans le pays d'accueil ;
- demander une assistance de la part des organisations internationales pour fournir des documents d'identité aux citoyens ;
- délivrer des laissez-passer ou d'autres documents pour permettre l'évacuation ou une autre aide des membres des familles, s'ils n'ont pas la même nationalité que le ressortissant demandant l'assistance de son pays d'origine.

#### ***Déploiement d'équipes d'assistance consulaire aux frontières, dans les aéroports, dans les ports et aux autres points de transit***

Le déploiement de personnels spécialisés à disposition des pays d'accueil et de transit pour faciliter la mise à disposition de documentation peut permettre d'accélérer le processus d'évaluation des besoins des ressortissants et les interventions d'assistance. Les pays d'origine envisageront par exemple les mesures suivantes :

- ouvrir temporairement des postes consulaires aux frontières ;
- déployer des équipes d'assistance consulaire en divers lieux, y compris aux frontières, dans les aéroports et dans les autres lieux de transit ;
- déployer des équipes spécifiquement affectées à l'évaluation des besoins de protection particuliers des ressortissants pour mieux y répondre, notamment concernant les victimes de la traite d'êtres humains, les travailleurs privés de leurs documents par les employeurs et les enfants, dont ceux non accompagnés ou séparés de leur famille, et apporter des réponses rapides ;
- activer, le cas échéant, les accords de service consulaire, pour demander une assistance de la part d'autres pays pour l'aide aux ressortissants ;
- coordonner les relations avec les organisations internationales pour recevoir une assistance technique et du personnel supplémentaire.

#### ***Négociations avec les pays d'accueil et de transit concernant les dérogations et exceptions aux conditions de séjour, d'entrée et de sortie***

Les obligations politiques et juridiques au sein du pays d'accueil sont parfois un frein à la réimplantation, à l'évacuation et au transit vers un lieu sûr, voire à toute assistance vitale. Les États d'origine peuvent détecter ces barrières et négocier avec les pays d'accueil et de transit (y compris en partenariat avec d'autres États d'origine) afin d'obtenir des dérogations ou autorisations exceptionnelles.

### *Dérogations ou exceptions aux conditions d'entrée, de sortie et de séjour*

Les situations de crise exigent souvent un assouplissement des règles d'entrée sur le territoire et de sortie, ainsi que des obligations de visa. Certains migrants peuvent avoir besoin de traverser les frontières internationales pour fuir le danger et recevoir une assistance vitale. Les pays de transit prendront par exemple les mesures suivantes pour faciliter les déplacements en lieu sûr des migrants :

- accorder des dérogations aux obligations de visa d'entrée et de sortie, aux pénalités ou aux autres restrictions empêchant la circulation des migrants ;
- fournir des instructions et procédures claires aux agents aux frontières pour faciliter l'accès au territoire ;
- nommer une personne ou structure ayant suffisamment d'autorité et de pouvoirs spéciaux en cas d'urgence pour prendre des décisions sur les autorisations d'exception et les procédures et formalités aux frontières ;
- faciliter et organiser le contact avec le personnel consulaire des pays d'origine pour qu'ils puissent rendre visite à leurs ressortissants, les identifier et leur porter assistance ;
- déplacer les migrants identifiés comme nécessitant une protection loin des zones frontalières pour permettre une meilleure sécurité à ces populations et aider à décongestionner la frontière ;
- enregistrer les migrants à leur entrée, fournir des documents d'identité ou de voyage temporaires à ceux qui ne possèdent pas de papiers en cours de validité, afin de confirmer leur enregistrement, la date et le lieu d'entrée, un minimum de données biographiques et la nationalité ;
- délivrer une extension temporaire des visas et des permis de séjour ;
- assurer le respect du principe de non-refoulement.

### *Autorisation d'admission temporaire de migrants en transit ou retournant au pays sans preuve d'identité*

Les migrants ayant perdu leurs documents d'identité sont parfois dans l'impossibilité de prouver leur identité et leur nationalité aux autorités du pays de transit. Pour traiter les identités incertaines, on pensera aux points suivants :

- admission temporaire pour donner aux migrants le temps d'obtenir de nouveaux documents ou de nouvelles preuves d'identité et de nationalité ;
- dispositions pour les autorités des pays d'origine pour entrer en contact avec les citoyens cherchant à entrer aux postes-frontière afin de faciliter notamment les contrôles d'identité ;
- acceptation d'autres documents que les papiers d'identité formels, dont les déclarations sur l'honneur de personnes désireuses de témoigner de l'identité et de la nationalité de migrants.

### ***Statuts de protection temporaire et humanitaire***

Des mécanismes existent pour fournir des formes de protection et de statuts adéquates, sur mesure, aux personnes arrivant dans un pays d'accueil, en respectant au minimum le droit international. Les dispositions d'« exception » dans les lois nationales et les changements de politique peuvent permettre l'entrée et le séjour de migrants n'appartenant pas à la catégorie des réfugiés ou ne pouvant bénéficier des mécanismes existants pour l'entrée et le séjour. Les statuts possibles sont les suivants :

- statut de protection temporaire (humanitaire) ;
- statut de protection humanitaire ;
- statut de protection conditionnelle.

## **Acteurs du secteur privé**

### ***Accès aux documents et aux possibilités de se rendre en un lieu sûr***

Les travailleurs migrants peuvent avoir besoin de documents d'identité et de ressources pour accéder à l'aide ou pour se rendre en un lieu sûr. Employeurs et recruteurs peuvent prendre les mesures suivantes :

- rendre les documents d'identité dès que possible, gratuitement, et sans réserve ;
- payer les salaires impayés lorsque les migrants veulent quitter le pays d'accueil plongé dans une situation de crise ;
- organiser la réimplantation, l'évacuation ou le retour des salariés migrants, y compris des membres de leur famille, ou contribuer à couvrir leurs frais ;
- communiquer avec les postes consulaires pour coordonner la réimplantation et l'évacuation.

## **Organisations internationales**

### ***Documents d'identité et de voyage temporaires***

Les organisations internationales peuvent aider les États à identifier leurs ressortissants et à faciliter la délivrance de documents d'identité (voir, le cas échéant, à les délivrer). Elles pourront notamment :

- aider les États à vérifier la nationalité et à appliquer les procédures de filtrage aux frontières ;
- vérifier les droits de résidence des migrants ;
- aider les migrants, y compris aux points de passage des frontières, à contacter les autorités consulaires de leur pays d'origine afin d'obtenir les documents de voyage ou le laissez passer nécessaire.

### ***Recommander aux pays d'ouvrir leurs frontières***

Il convient d'inciter les États à garder leurs frontières ouvertes pour des raisons humanitaires

de sorte à faciliter une sortie rapide et sûre des migrants et leur accès à une assistance et à des services d'urgence.

## Société civile

### ***Recommander aux pays et aux acteurs du secteur privé de créer les conditions permettant aux migrants de se déplacer en toute sécurité***

Les acteurs de la société civile peuvent engager les États et les employeurs à créer les conditions propres à faciliter les déplacements des migrants pour se mettre en sécurité. Ils peuvent également intervenir directement pour aider les migrants à circuler. Les acteurs de la société civile pourront par exemple :

- inciter les pays d'accueil et de transit à maintenir leurs frontières ouvertes pour des raisons humanitaires ;
- inciter les employeurs à créer des conditions permettant aux migrants de fuir pour se mettre en sécurité, y compris par l'accès à des documents, à leurs salaires restant dus et aux coordonnées avec les autorités consulaires ;
- encourager la compréhension et le respect des autres parties prenantes pour les préférences des migrants et leurs choix quant à leurs déplacements ;
- fournir une assistance directe pour permettre aux migrants de se déplacer, y compris par l'organisation de transports et d'abris temporaires en cours de route ;
- établir et activer avec les autorités nationales ou locales du pays d'accueil des dispositifs permettant d'accéder aux centres de détention pour y évaluer les besoins spécifiques des migrants détenus et leur porter assistance, notamment sous la forme d'une évacuation, lorsque cela est possible.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 11: Fournir une assistance humanitaire aux migrants, sans discrimination

### Acteurs multiples

#### *Mécanismes de suivi des déplacements*

Les données relatives aux déplacements aident à identifier les implantations, les caractéristiques démographiques, les ressources et les besoins des populations touchées par les crises, dont les migrants. Ceci permet, en retour, d'orienter les dispositifs d'aide et la coordination parmi les parties prenantes. Le suivi des déplacements, en fonction des besoins et contextes, peut comprendre plusieurs méthodes de collecte de données, dont les suivantes :

- évaluations sur site pour comprendre le profil des populations, leur implantation et leur accès aux services ;
- surveillance des déplacements pour en comprendre les schémas et tendances ;
- enregistrement pour obtenir une compréhension détaillée des populations ;
- études pour collecter des données plus qualitatives sur une population.

Les mécanismes de suivi des déplacements permettent notamment d'obtenir les informations suivantes :

- données brutes cumulées, accessibles à toutes les parties prenantes pour analyse ultérieure ;
- profils de sites actualisés régulièrement pour donner un aperçu d'un lieu particulier de concentration de migrants ;
- rapports statistiques, tels que les tableaux de bord, établis fréquemment pour suivre l'évolution rapide des chiffres et donner des informations proches du temps réel ainsi qu'un aperçu des tendances et habitudes sur le court terme (jours, heures) ; cartes thématiques pour illustrer les informations géographiques ;
- rapports d'analyse des données collectées et présentation d'un tableau complet ;
- portails Web faisant fonction de dépôt central permettant à toutes les parties prenantes d'accéder aux rapports et à la documentation établis grâce aux mécanismes de suivi.

#### *Évaluation des besoins des migrants*

Certains migrants ont parfois des besoins particuliers, qui doivent être détectés et traités. Des profils des populations migrantes comprenant des données sur l'âge, le sexe, les handicaps et d'autres caractéristiques ont pu être créés avant la survenue de la crise. Ils pourront être utilisés pour comprendre les besoins spécifiques des migrants et adapter les interventions d'urgence en conséquence. Si cela n'a pas été fait avant la crise, les parties prenantes pourraient établir un profil minimal ad hoc des communautés pour évaluer leurs besoins particuliers, leurs données démographiques, les endroits où se trouvent les migrants (y compris ceux en détention, ou travaillant ou vivant dans des lieux isolés), ainsi que leurs profils culturels et religieux, et pour savoir si leurs besoins sont couverts.

### ***Fourniture d'une aide adaptée aux besoins des migrants***

Les mesures permettant de s'assurer que l'assistance fournie est adaptée aux besoins spécifiques des migrants seront notamment les suivantes :

- assistance appropriée et sensibilisée aux caractéristiques culturelles et religieuses, couvrant les besoins des migrants handicapés ou plus âgés, des enfants migrants (dont les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille), et des migrants de toute identité et orientation sexuelle ;
- interventions ciblées couvrant les divers besoins et les vulnérabilités spécifiques des femmes, hommes, garçons ou filles ;
- procédures tenant compte du sexe et de l'âge sur les sites d'accueil, d'hébergement, ou dans les camps et centres pour migrants, ainsi que dans les services ou centres spécialisés en fonction du sexe et de l'âge ;
- besoins découlant des emplois en conditions isolantes, du manque de réseaux sociaux, des barrières linguistiques ou autres barrières à la communication, de l'absence de documents d'identité.

### ***Surveillance de l'accès des migrants à l'aide humanitaire***

Intégrer les migrants dans les mécanismes et activités de suivi de l'accès non discriminatoire à l'assistance humanitaire aidera à évaluer et à traiter les obstacles auxquels ces personnes sont confrontées pour se faire aider. Des mécanismes de remontée d'informations et de dépôt de plaintes donneront la possibilité aux migrants d'informer les parties prenantes sur les freins à l'assistance.

### ***Contacts avec les communautés de migrants***

L'application de diverses approches peut accroître la disponibilité de l'assistance et faciliter la couverture des groupes de migrants les plus vulnérables. Des approches spécifiques sont parfois nécessaires pour s'assurer que les migrants qui ne s'identifient pas d'eux-mêmes ou qui trouvent refuge par leurs propres moyens soient aussi protégés. On fera pour cela, par exemple, du porte-à-porte dans les communautés accueillant des migrants, sur les sites d'hébergement fournis par les employeurs ou dans les centres de détention.

### ***Équipes d'intervention mobiles permettant d'atteindre les migrants touchés et de leur porter assistance***

Lorsqu'une crise éclate, les besoins des migrants passent parfois inaperçus au milieu des déplacements massifs et des besoins en matière d'aide humanitaire. Le déploiement d'équipes d'intervention mobiles ad hoc permettra de combler d'éventuelles lacunes. Ces équipes peuvent également accéder à des lieux de concentration de migrants. Les parties prenantes peuvent déployer de telles équipes de manière indépendante ou en coordination. Ces équipes comprendront notamment des personnels expérimentés et compétents en la matière, qui sont formés et sensibilisés aux besoins et vulnérabilités particuliers des migrants. Elles fournissent ainsi de nombreux services aux migrants, dont les prestations suivantes :

- délivrance de passeports et documents de voyage, enregistrement des migrants ou de leurs besoins ;

- soutien aux autorités locales et aux organisations internationales pour l'évaluation des besoins des migrants et la coordination générale ;
- distribution des produits d'urgence et proposition d'une assistance médicale ;
- contact avec les migrants les plus isolés.

### ***Centres d'appui aux migrants dans les pays d'accueil***

Les migrants n'ont pas forcément accès aux secours destinés aux ressortissants du pays d'accueil. En plus de servir de lieu de communication des informations, les centres d'appui (d'aide) pour migrants fourniront par exemple :

- un accès à des téléphones et à Internet ;
- des services de conseil dans plusieurs langues ;
- des informations sur l'évacuation et l'orientation vers les autorités, d'autres intervenants ou les services concernés ;
- une aide non financière, dont des couvertures, de la nourriture, de l'eau et des soins de santé ;
- une aide financière ;
- un filtrage et une orientation des cas nécessitant une protection particulière, par exemple pour les victimes de violences et de traite des êtres humains.

### ***Service de repérage des familles et de regroupement familial***

En temps de crise, les membres des familles de migrants sont parfois séparés et sont alors plus vulnérables aux violences, abus, exploitations et traites en tout genre. C'est le cas notamment des enfants. Les services facilitant le repérage et le regroupement des familles porteront par exemple sur les points suivants :

- déploiement d'équipes spécialisées pour fournir une expertise sur l'assistance des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, pour gérer les phases de recherche des familles et traiter des cas de protection particuliers ;
- formation pour les autorités de l'État et des frontières à la conduite de recherches, à l'assistance aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille et au regroupement familial ;
- permanences téléphoniques et centres d'appel pour collecter des informations et informer les membres des familles ou pour les orienter vers des sources adéquates d'information ;
- services de suivi de recherche en ligne (sites Web, applications pour téléphones portables, etc.), dont listes de noms, informations sur les patients hospitalisés, personnes recherchées et coordonnées concernées ; les migrants intéressés doivent avoir accès à ces listes directement depuis une page Web et doivent pouvoir publier leurs propres données et recherches ;
- registres en ligne permettant au public de faire remonter des informations sur les enfants séparés de leurs parents ou de leur famille afin de favoriser l'application des lois et d'aider les agents consulaires ainsi que les assistants de protection de l'enfance pour le repérage et la réunification des familles ;
- identification des restes humains des migrants disparus et établissement de bases de

données des migrants disparus.

### **Aide aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille**

Une assistance ciblée à l'intention des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille prévoira par exemple :

- des espaces accueillants pour les enfants dans les lieux d'accueil, les abris, les camps et les centres de migrants afin de tenir compte de la santé psychique et des autres besoins des enfants ;
- l'accès à des services de base, tels que les soins, l'éducation, l'alimentation, le soutien psychosocial, l'hébergement et des activités de loisirs ;
- établissement de mécanismes de regroupement et de repérage des familles ;
- détection des victimes de la traite d'êtres humains et orientation vers des services d'assistance adéquats ;
- établissement de structures d'orientation vers les autres parties prenantes ;
- prévention du recrutement dans les groupes armés par l'éducation et la formation pour renforcer la résilience.

## **Pays**

### **Structure de gestion de crise**

Les pays peuvent envisager des structures couvrant les activités clés d'urgence, dans la mesure où elles ne sont pas déjà prévues par des plans et accords. Elles couvriront par exemple les points suivants :

- identification de correspondants à contacter aux niveaux national et local, chaînes de commandement et autorités de décision claires ;
- activation des structures de coordination interorganisations et interministérielle ;
- créations de bureaux d'information et de centres de coordination ;
- recrutement de fournisseurs de services, dont certains au niveau local, lorsque des services sont nécessaires ou en anticipation des besoins ;
- identification et déploiement des équipes d'intervention rapide dans diverses spécialités.

### **Coordination interministérielle, interorganisations et multipartite**

Une bonne coordination favorise la cohérence et l'exhaustivité des interventions d'urgence à l'intention des migrants et garantit que les ressources, capacités et forces soient exploitées au maximum de leur potentiel. La coordination interministérielle, interorganisations et multipartite facilite les interventions rapides et bien organisées. Les facteurs à prendre en considération seront notamment les suivants :

- les acteurs à mobiliser (ministères et départements nationaux, tels que les affaires étrangères, l'immigration, les services consulaires, les services de préparation et d'interventions d'urgence, les autorités locales, les institutions d'État, les organisations

internationales et les acteurs de la société civile ayant des mandats, une expertise et la capacité pour venir en aide aux migrants ;

- le pouvoir de prendre des décisions ;
- les procédures opérationnelles, y compris concernant les échanges d'informations ;
- les modalités, la régularité et les aspects pratiques des réunions ;
- les modalités, la régularité et les aspects pratiques des interventions à l'intention des migrants.

## Pays d'accueil

### *Séparation de l'application de la législation de l'immigration et de l'accès aux services humanitaires*

Par peur de l'application des lois sur l'immigration, de la détention ou de l'expulsion, les migrants en situation irrégulière, ou ceux qui n'ont pas confiance dans les autorités, sont parfois réticents à bénéficier de l'assistance vitale mise à disposition. Pour s'assurer que l'accès à ce type d'assistance n'est pas discriminatoire pendant la phase d'urgence d'une crise, les autorités peuvent avoir à séparer clairement l'assistance d'urgence de l'application des règles d'immigration, notamment en :

- diffusant des annonces de service public de la part des agents de l'immigration et des secouristes urgentistes indiquant que les migrants doivent, pour des raisons de sécurité, se réimplanter en d'autres lieux ou évacuer, et que les agents donneront priorité aux opérations vitales en évitant de contrôler les statuts d'immigration ou en menant des actions d'application des règles d'immigration, dont des mesures de détention et d'expulsion, pendant la phase d'urgence de la crise ;
- instaurant des partenariats avec des acteurs de la société civile, dont des associations de défense de la cause des migrants, pour amplifier et ajouter de la crédibilité à ces messages ;
- limitant les obligations de preuve d'identité dans les abris d'urgence ou les services d'assistance d'urgence distribuant une aide alimentaire, de l'eau, effectuant les recherches et sauvetages ou encore les soins de santé ;
- assouplissant les obligations de régularisation et de conformité avec les autres obligations quant à l'immigration pendant une urgence ;
- établissant des correspondants pour les migrants et d'autres intervenants concernés pour qu'ils fassent remonter les difficultés d'application, afin de renforcer la responsabilisation et d'étoffer la confiance.

## Pays d'origine

### *Services consulaires d'urgence*

Les mesures pour faciliter l'accès aux services consulaires d'urgence consisteront notamment à :

- s'assurer que les postes consulaires des pays d'accueil et de transit restent ouverts et

- maintiennent leurs services aussi longtemps que possible ;
- déployer des équipes consulaires supplémentaires vers les zones de transit, les frontières et les lieux de forte concentration de ressortissants ;
- activer les accords consulaires avec d'autres États pour mettre en place les fonctions consulaires en cas d'absence dans le pays d'accueil et les pays de transit ;
- mettre en place des équipes d'intervention rapide spécialisées dans les interventions en temps de crise qui seront à même de faciliter la protection et l'évacuation des ressortissants ;
- apporter une aide immédiate, indépendamment ou en coordination avec des acteurs de la société civile ou des organisations internationales, y compris pour les hébergements temporaires (dont les structures consulaires), l'alimentation, l'eau, les kits d'urgence et les services de traduction et d'interprétation.

### **Équipes d'intervention rapide ou équipes de crise**

En situation de crise, les pays d'origine peuvent être amenés à rehausser leurs capacités dans les pays d'accueil et de transit pour renforcer leurs possibilités d'assistance à leurs ressortissants. Ils pourront le faire en déployant par exemple des spécialistes polyvalents formés. Les facteurs à prendre en considération seront notamment les suivants :

- diversité des services dont les ressortissants peuvent avoir besoin ; cela inclut les services consulaires et médicaux, ainsi que les transports, l'évacuation, l'assistance pour les documents de voyage et d'identité et l'identification des restes humains ;
- éventail de compétences, savoirs et aptitudes nécessaires pour aider les ressortissants ;
- niveau d'autorité institutionnelle et décisionnaire nécessaire pour des interventions rapides ;
- implantation géographique des déploiements, dont les pays d'accueil, les points de transit (y compris les aéroports de départ et d'arrivée), les zones d'évacuation, les points de frontière entre le pays d'accueil et les pays de transit, campements et autres sites de rassemblement principaux.

### **Plans de secours, filets de sécurité et aide aux ressortissants restés dans le pays d'accueil**

Dans certains cas, des citoyens décident de rester dans le pays d'accueil. Le pays d'origine peut alors mettre place des mesures pour les protéger et leur porter assistance, dont les suivantes :

- faciliter l'accès aux autorités et services consulaires ;
- établir des mécanismes de contact régulier avec ces ressortissants (par exemple, grâce à des permanences téléphoniques ou des centres d'appel, y compris pour les orienter vers des fournisseurs de services lorsqu'ils ont besoin d'aide) ;
- faciliter la communication entre ces ressortissants et leur famille dans leur pays d'origine ;
- coordonner les actions avec le pays d'accueil et les employeurs pour s'assurer que les citoyens reçoivent les informations sur l'assistance disponible et peuvent adresser leurs demandes directement aux parties prenantes concernées ;
- fournir ou parrainer des abris temporaires, un accès à l'aide humanitaire et une assistance et des conseils psychosociaux ;
- assurer la liaison avec les acteurs pertinents de la société civile.

## Pays de transit

### *Aide aux frontières*

Dans certaines crises, la meilleure, voire la seule possibilité pour les migrants d'obtenir une aide vitale peut exiger de franchir des frontières pour passer dans les pays voisins. Pour apporter les services nécessaires à ces migrants en provenance des pays d'accueil, les pays de transit peuvent recourir aux mesures suivantes :

- fournir des transports depuis la frontière ou les zones plus reculées jusqu'à la capitale, les aéroports ou les lieux d'hébergement ;
- établir des structures d'accueil et de transit pour identifier et recenser les migrants, pour leur fournir abris, rations alimentaires et soins de santé d'urgence ;
- fournir des services aux migrants ou les orienter vers ces services, y compris des services consulaires appropriés, un hébergement, de la nourriture, des soins de santé, des conseils psychosociaux et des services éducatifs ;
- se coordonner avec les missions consulaires concernées du pays de transit pour protéger les migrants ;
- former ou aider les agents aux frontières à identifier les réfugiés, les demandeurs d'asile, les apatrides, les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les victimes de la traite d'êtres humains et d'autres migrants nécessitant une assistance particulière, puis les orienter vers les autorités ou parties prenantes compétentes.

## Acteurs du secteur privé

### *Fournir une aide d'urgence*

Les employeurs peuvent fournir aux migrants une assistance rapide, soit de manière autonome soit en coordination avec les recruteurs, les agences de placement, les autorités consulaires ou d'autres parties prenantes. Pour cela, ils peuvent :

- localiser les travailleurs migrants et identifier leur situation ;
- assurer les transports, l'hébergement, les soins de santé, la sécurité et l'aide à la communication pour garantir la sécurité, la santé et le bien-être des travailleurs migrants et de leurs familles ;
- établir des contacts avec les chefs des équipes de travailleurs migrants pour s'assurer que les plans d'urgence et les plans d'intervention en cas d'urgence soient mis en œuvre de manière à tenir compte de leurs besoins.

## Organisations internationales

### *Intégration des migrants dans les outils interorganisations d'évaluation des besoins*

Lors des crises humanitaires, la coordination des évaluations doit impérativement être prise en considération pour les populations migrantes et les migrants touchés par la crise, et ce dans toutes les lignes directrices de l'évaluation. Lorsqu'elles incluent des migrants dans les jeux

de données opérationnelles communs et les indicateurs sectoriels, les évaluations tiennent mieux compte des besoins et vulnérabilités spécifiques, et peuvent fournir des preuves et des données de base pour la planification et le suivi des actions de crise et de redressement. Les communautés touchées, dont celles des migrants, doivent avoir la possibilité de participer à de telles évaluations. Les outils et produits interorganisations pertinents qui bénéficieront le plus de l'intégration des migrants en tant que groupe spécifique parmi les populations touchées sont les suivants :

- évaluation initiale pour la définition préalable de scénarios ;
- évaluation initiale rapide des mini-regroupements/des secteurs et des besoins humanitaires ;
- coordination d'évaluations approfondies des besoins sur de simples regroupements ou secteurs ;
- estimations des dommages et pertes, avec évaluation des besoins après la catastrophe ou le conflit.

### **Points de transit**

Les organisations internationales peuvent aider les pays à mettre en place et à gérer des points de transit, à fournir des abris temporaires aux migrants, y compris sous la forme de campements, ce qui peut être particulièrement important en cas d'évacuations.

### **Centres d'accueil des migrants aux frontières et dans les pays de transit**

Les centres d'accueil des migrants aux frontières et dans les pays de transit peuvent fournir des services vitaux aux migrants fuyant une crise et franchissant une frontière internationale. Voici quelques exemples de services :

- abris d'urgence ;
- informations ;
- articles alimentaires et non alimentaires ;
- soins de santé et soutien psychosocial ;
- aide au transport pour la poursuite du voyage ;
- aide en matière de documentation, en collaboration étroite avec les services consulaires ;
- orientations ;
- repérage des familles et regroupement familial.

## **Société civile**

*Les pratiques précitées concernant les points de transit et les centres d'accueil de migrants, identifiées pour les organisations internationales, valent également pour les acteurs de la société civile.*

### **Participation des acteurs de la société civile aux interventions humanitaires**

Les acteurs de la société civile peuvent venir en aide aux migrants en temps de crise comme suit :

- s'assurer que des informations sur l'aide sont fournies aux groupes de migrants, aux organisations religieuses, aux chefs locaux et à d'autres personnes entretenant des relations avec les migrants ;
- entrer en contact avec ces mêmes acteurs locaux pour identifier les lacunes en matière d'aide ou de couverture ;
- partager des informations avec les acteurs humanitaires et de secours au sujet des populations migrantes locales et des lacunes de l'aide ;
- associer les migrants en tant que bénévoles ou salariés à la fourniture de l'aide car ils peuvent améliorer sa portée et sa couverture et s'assurer que l'aide est également fournie aux migrants d'une façon linguistiquement et culturellement adaptée ;
- recourir à l'expertise, aux compétences et aux capacités de contact des différents acteurs de la société civile pour apporter une assistance sur mesure afin de répondre aux besoins spécifiques de groupes de migrants particuliers, dont les travailleuses domestiques migrantes, les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les victimes de la traite d'êtres humains et les migrants handicapés ;
- établir des espaces sûrs et des centres pour les migrants en général et pour les migrants vulnérables plus spécifiquement, où l'assistance peut être adaptée sur mesure et fournie de manière sensibilisée et sûre ;
- assister les familles dans leurs recherches, leur regroupement et l'identification restes humains des migrants disparus.

### ***Participation des diasporas aux interventions humanitaires***

Les diasporas sont en contact avec les migrants et les réseaux, et disposent de relations de confiance et de loyauté préétablies. Elles s'intéressent tout particulièrement à la protection et à l'assistance des migrants vulnérables. Les moyens permettant aux diasporas, y compris leurs associations, d'intervenir sont notamment les suivants :

- mobilisation de fonds pour l'assistance humanitaire, par exemple par des manifestations pour la levée de fonds et des contributions volontaires ;
- utilisation des relations de confiance existantes avec les migrants pour négocier et faciliter le contact des intervenants avec les groupes de migrants, l'enregistrement des migrants pour l'assistance et l'évaluation des besoins ;
- rôle d'intermédiaires entre les communautés de migrants et les autorités, lorsque nécessaire, notamment pour les groupes qui se méfient des agents gouvernementaux ;
- fourniture de services directs, sur la base de leurs expertises et capacités spécifiques, y compris les services de traduction, l'intermédiation culturelle et l'assistance en nature ;
- bénévolat d'autres parties prenantes pour aider les migrants dans le pays d'accueil.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 12 : Convenir de procédures d'orientation claires entre les parties prenantes

### Acteurs multiples

#### *Identification des migrants ayant des besoins particuliers*

L'identification des migrants ayant des besoins particuliers est une condition préalable à l'activation de systèmes d'orientation. Parmi les migrants nécessitant des services spécialisés, on trouve les enfants (éventuellement non accompagnés ou séparés de leur famille), les femmes enceintes en situation irrégulière, les malades chroniques, les handicapés, les personnes âgées, les victimes de violences sexuelles ou sexistes, les victimes de la traite d'êtres humains ou d'autres formes d'exploitation, ainsi que les minorités ethniques, raciales, religieuses ou autres, les migrants en situation irrégulière ou en détention. Les actions suivantes permettront d'identifier les migrants présentant des besoins spéciaux :

- déployer dans le pays d'accueil des équipes spécialisées, ayant des compétences et une expertise technique ;
- désigner des correspondants ou unités à contacter au sein des structures pour répondre aux besoins spéciaux d'assistance ;
- réaliser des évaluations et l'établissement de profils dans les localités à risque, telles que les points de transit ou de rétention des migrants en situation irrégulière, les lieux d'emploi informels, les camps de déplacement, les implantations informelles ou les structures sanitaires officielles ou non ;
- recourir à des outils ciblés permettant d'établir des profils et d'évaluer des besoins ;
- établir des circuits de partage d'informations avec permanences téléphoniques et dispositifs de dépôt de plaintes ;
- former les personnels à fournir une assistance directe aux personnes et communautés touchées par la crise ; les personnels concernés comprendront les secouristes, les praticiens, les bénévoles, les responsables médicaux spécifiques, gestionnaires de camps, responsables d'enquêtes d'évaluation ou de campagnes de communication et de sensibilisation.

#### *Orientation des réfugiés, demandeurs d'asile et apatrides vers les mécanismes de protection pertinents*

Les réfugiés, demandeurs d'asile, et apatrides suivent souvent les mêmes itinéraires que les migrants. Les parties prenantes veilleront à établir des procédures d'orientation fonctionnelles, avec des mécanismes de protection nationaux et internationaux pour les réfugiés et les apatrides. Pour s'assurer que les orientations fonctionnent correctement, on prendra en compte les facteurs suivants :

- définir les rapports entre les parties prenantes assistant les migrants et les systèmes de demande d'asile concernés, grâce si possible à un protocole d'accord ou à des procédures opérationnelles standardisées, ou des accords ad hoc ;

- désigner des correspondants pour l'orientation afin d'assurer une communication rapide ;
- diffuser des informations multilingues, accessibles et tenant compte de l'analphabétisme, sur les procédures à suivre pour la demande d'asile, grâce à des dépliants, aux médias sociaux ou à des communiqués radio ;
- établir des procédures de filtrage pour permettre une rapide identification des besoins ; tout filtrage général préalable nécessite un examen général pour savoir si les personnes demandant une assistance ont également besoin du statut de demandeur d'asile ;
- former les premiers intervenants aux gestes d'urgence (lorsque ces formations n'ont pas été déjà effectuées en phase de précrise), sans oublier les autorités gouvernementales, les organisations internationales ou les acteurs de la société civile mandatés ;
- établir des procédures pour orienter vers les autorités nationales compétentes ou vers le HCR les apatrides ne pouvant pas rentrer sur leur lieu de résidence habituelle précédent ;
- mettre en place des garanties pour que le meilleur intérêt de l'enfant soit une priorité dans les choix d'orientation des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- mettre en place des garanties pour s'assurer que les procédures d'orientation respectent la confidentialité des données, puisque les informations concernant les personnes à orienter vers les systèmes de demande d'asile ne doivent pas être partagées avec les fonctionnaires de l'État d'origine ;
- mettre en place des garanties pour s'assurer que les orientations entre les diverses parties prenantes et d'autres systèmes locaux de demande d'asile ou le HCR reposent bien sur le consentement éclairé des personnes. Le consentement éclairé sera également nécessaire pour la transmission de données privées entre les structures d'orientation et des tiers.

### ***Orientations vers les acteurs de la société civile et les organisations internationales possédant une expertise spécialisée***

Certaines organisations ont des mandats spécifiques et des compétences ou une expertise uniques pour traiter efficacement les besoins particuliers de certains migrants (dont les enfants ou les victimes de la traite d'êtres humains). On tiendra compte par exemple pour l'établissement de systèmes d'orientation fonctionnels des points suivants :

- identifier les acteurs de la société civile et les organisations internationales actifs dans le pays d'accueil ayant des mandats et domaines d'expertise particuliers pour établir des procédures ou des dispositifs ad hoc pour orienter les cas particuliers et faciliter la prévisibilité ;
- désigner des personnes à contacter pour l'orientation afin de permettre une communication plus rapide ;
- établir des procédures de filtrage pour permettre une rapide identification des besoins ;
- mettre en place des garanties pour que le meilleur intérêt de l'enfant soit une priorité dans les choix d'orientation des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- mettre en place des garanties pour que les procédures d'orientation respectent le devoir de confidentialité et s'effectuent avec le consentement éclairé des personnes ;

- apporter un appui financier et logistique pour s'adapter à des charges de travail et services supplémentaires.

### ***Mécanismes d'orientation pour les enfants migrants non accompagnés ou séparés de leur famille***

Les parties prenantes s'attacheront à établir des procédures d'orientation fonctionnelles avec les autorités nationales et internationales ainsi qu'avec les organisations assumant des mandats spécifiques pour s'assurer que les enfants reçoivent une assistance ciblée qui répond à des problématiques de protection spécifiques. On tiendra compte par exemple pour l'établissement de systèmes d'orientation fonctionnels des points suivants :

- développer des procédures de coopération et d'orientation parmi les structures concernées (autorités nationales et locales, acteurs de la société civile et organisations internationales) ;
- accroître la sensibilisation des autorités et leur compréhension des procédures d'orientation pour les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- établir des procédures de filtrage pour détecter les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les identifier et vérifier leurs relations avec les adultes accompagnateurs ;
- veiller à l'orientation immédiate des enfants non accompagnés ou séparés de leur famille identifiés vers les acteurs compétents en matière de protection de l'enfance afin que leurs besoins de soin, de sécurité, d'éducation et de santé soient pris en compte ;
- mettre en place des garanties pour que le meilleur intérêt de l'enfant soit une priorité dans les choix d'action, d'orientation et de protection apportés aux enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, y compris en consultant chaque enfant en fonction de son âge et sa maturité, en lui attribuant un tuteur et, si besoin, un interprète.

### ***Orientation vers des fournisseurs de services locaux ou du pays d'accueil***

Les autorités du pays d'accueil ou d'autres acteurs locaux peuvent fournir à toutes les personnes déplacées en raison de la situation divers services : hébergements temporaires, aide alimentaire, réimplantation, assistance médicale, dispositifs pour contacter les familles, etc. Les organisations, les employeurs ou les États d'origine en contact avec les migrants peuvent orienter ces derniers sur les services et structures d'assistance localement disponibles.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 13 : Réimplanter et évacuer les migrants en cas de nécessité

### Acteurs multiples

#### *Réimplantation de migrants*

La réimplantation de migrants à l'intérieur du pays d'accueil se révèle parfois nécessaire lorsque les conditions de vie en d'autres lieux sont et resteront probablement plus sûres. Cette option convient souvent mieux dans le cas de catastrophes naturelles, plutôt que lors de conflits, dont les violences risquent de se propager vers d'autres zones. La réimplantation se fera pour des périodes plus ou moins longues. Dans certains cas, les migrants seront réimplantés vers des zones touchées par des catastrophes naturelles afin d'aider à la reconstruction. Les parties prenantes envisageront les mesures suivantes :

- déterminer les critères régissant la réimplantation sur le territoire du pays d'accueil, l'évacuation ou le maintien sur place ;
- évaluer la sécurité des sites de réimplantation potentiels, tout particulièrement dans la perspective de l'accueil de migrants sur ces lieux ;
- identifier les possibilités d'hébergement des migrants sur les sites de réimplantation ;
- fournir aux migrants, jusqu'à leur installation, de la nourriture, de l'eau potable et d'autres produits de première nécessité ;
- identifier les possibilités d'emploi si la réimplantation risque de se prolonger ;
- mettre les migrants en relation avec les services de santé, d'assistance psychosociale et d'autres services nécessaires sur les sites de réimplantation ;
- aider les familles à inscrire les enfants dans les établissements scolaires si la réimplantation risque de se prolonger ;
- créer des structures pour communiquer avec les membres de la famille ;
- identifier les migrants particulièrement vulnérables nécessitant des soins spécifiques pendant la période de réimplantation, tels que les victimes de violences, de la traite d'êtres humains ou d'exploitation, les handicapés, les personnes âgées et les enfants, par exemple, dont ceux non accompagnés ou séparés de leur famille.

#### *Évacuation de migrants vers des pays de transit ou vers les pays d'origine*

L'évacuation n'est généralement qu'une solution de dernier recours. Elle reste cependant absolument essentielle si les migrants ne peuvent pas rester en sécurité là où ils se trouvent ou ne peuvent être réimplantés dans une autre partie du pays d'accueil. Lors des opérations d'évacuation, les parties prenantes veilleront à tenir compte des aspects suivants (dont certains seront décrits plus en détail ultérieurement) :

- critères régissant le droit d'être évacué ;
- dispositifs d'évacuation des migrants vers des centres de rétention ou des antennes ouverts dans des parties non touchées du pays d'accueil ou vers un pays de transit comme point intermédiaire avant l'évacuation vers le pays d'origine ;

- canaux de communication pour informer les migrants des circonstances dans lesquelles l'évacuation sera prévue, des points d'évacuation et des procédures ;
- consentement éclairé des migrants à évacuer ;
- respect du principe de non-refoulement ;
- négociations avec l'État des pays d'accueil ou les forces armées non gouvernementales contrôlant le territoire (pour obtenir des permis de sortie et pouvoir quitter le territoire du pays d'accueil en sécurité) ;
- négociations avec les pays de transit pour obtenir des visas de transit (et avoir le droit de traverser leur territoire en toute sécurité) ;
- coopération avec les autres parties prenantes ;
- mesures pour faciliter l'évacuation de tous les membres de chaque famille, y compris ceux de nationalités différentes, en évitant de séparer les familles ;
- soutien avant et après l'évacuation ;
- mesures à même de garantir le financement des évacuations ;
- identification des migrants particulièrement vulnérables nécessitant des soins spécifiques pendant la période d'évacuation, tels que les victimes de violences, de la traite d'êtres humains ou d'exploitation, les handicapés, les personnes âgées et les enfants, par exemple, dont ceux non accompagnés ou séparés de leur famille ;
- compilation d'un registre des personnes évacuées, avec mention des centres d'évacuation pour permettre aux familles de les recontacter en cas de séparation.

Pour les opérations d'évacuation, les mesures à prendre seront notamment les suivantes :

- entrer en contact avec les migrants pour leur apporter les informations sur les opérations d'évacuation et pour déterminer les personnes à évacuer ;
- désigner une structure autorisée pour décider des opérations d'évacuation, puis pour les gérer et les surveiller ;
- déployer des équipes techniques comprenant du personnel ayant les compétences nécessaires, y compris des équipes de traitement, des agents de liaison, d'agents chargés des transports, des spécialistes de la santé, des traducteurs et des interprètes ;
- rassembler les migrants aux points d'évacuation, y compris en fournissant les moyens de transport ;
- délivrer en urgence des papiers aux migrants n'ayant pas de documents d'identité ;
- porter secours et fournir l'aide humanitaire nécessaire avant l'évacuation (distribution de couvertures, de nourriture, d'eau potable, de produits de soin et de médicament) ;
- enregistrement des personnes évacuées et préparation des manifestes de transport ;
- prévoir à l'arrivée dans les pays d'origine des services de base immédiats, tels que l'hébergement, le transport et les soins de santé, dont un soutien psychosocial.

### ***Coordination multipartite en matière d'évacuation***

Coordonner les opérations d'évacuation entre les différents pays ou entre les pays et les autres parties prenantes permettra une utilisation plus efficiente des ressources, notamment en raison de la forte demande pour les moyens de transport et d'autres services liés aux évacuations. Si rien n'a été établi avant la survenue de la crise, il faudra prendre en considération les points suivants lors de l'instauration de dispositifs ad hoc pour telles coopérations :

- critères régissant le droit d'être évacué ;
- fonctions et responsabilités de chaque partenaire, avec désignation claire des personnes chargées des diverses tâches, des conditions d'exécution des tâches (où, quand, comment) et suivi de l'évolution auprès des autres structures ;
- outils de compte rendu et de suivi, dont outils en ligne, pour s'assurer que les partenaires disposent des informations en temps réel sur l'implantation des migrants et le suivi de l'évacuation ;
- directives sur le traitement des cas délicats (exemple : membres d'une famille ayant différentes nationalités) ;
- modalités d'évacuation ;
- standards communs pour les services de transport et services provisoires aux évacués.

### ***Mesures permettant de faciliter l'évacuation des réfugiés et des demandeurs d'asile***

Pendant les opérations d'évacuation, les parties prenantes doivent garder à l'esprit que toute évacuation de réfugiés ou de demandeurs d'asile doit s'effectuer dans le respect du principe de non-refoulement, y compris pour s'assurer que les réfugiés et les demandeurs d'asile ne sont pas évacués vers leur pays d'origine ou vers un pays tiers où ils risqueraient de subir des persécutions.

### ***Aide après l'évacuation dans les pays de transit, y compris l'aide à l'hébergement, l'aide alimentaire et l'aide médicale***

Les migrants évacués peuvent avoir besoin d'aide une fois dans le pays de transit en attendant de poursuivre leur retour vers leur pays d'origine ou de revenir dans le pays d'accueil. Ce type d'appui fourni par les parties prenantes à l'évacuation portera par exemple sur les points suivants :

- hébergement temporaire ;
- alimentation, eau potable, et autres produits de première nécessité ;
- assistance médicale et psychosociale ;
- structures pour communiquer avec les membres de la famille.

## **Pays d'origine**

### ***Déploiement de personnels supplémentaires pour faciliter la réimplantation et l'évacuation***

Les opérations de réimplantation et d'évacuation nécessitent une coordination étroite et des ressources additionnelles y compris dans les consulats des pays d'accueil ainsi qu'aux niveaux national et local dans les pays d'origine. Les mesures à mettre en place porteront notamment sur :

- l'instauration et l'activation d'une structure centralisée au niveau national dans les pays d'origine ou d'accueil ;
- la recherche d'une assistance auprès d'acteurs locaux dans les pays d'accueil, dont les acteurs du secteur privé, les organisations internationales et des acteurs de la société civile, pour mettre en œuvre divers aspects des opérations, tels que l'identification de citoyens nécessitant des soins particuliers ;

- le déploiement de personnels supplémentaires.

### **Lever les obstacles à l'évacuation**

Les ressortissants d'un pays risquent parfois de vouloir rester dans le pays d'accueil alors que leur sécurité est en danger. Ils peuvent craindre de devoir laisser des membres de leur famille (en raison de différences de nationalités), ou abandonner des biens ou actifs. Les pays d'origine pourront adopter des mesures d'urgence pour lever les obstacles à l'évacuation, notamment en :

- accordant des dérogations aux taxes ou autres restrictions qui empêchent les ressortissants de transférer leurs actifs personnels ou professionnels dans leur pays ;
- autorisant l'évacuation de cellules familiales complètes lorsque les membres d'une famille sont de nationalités différentes ;
- autorisant l'évacuation dans certaines circonstances des employés des ressortissants, tels que les travailleurs domestiques, lorsqu'ils sont eux-mêmes migrants et d'une autre nationalité.

### **Déploiement d'équipes d'assistance consulaires aux frontières, dans les aéroports et aux autres points de transit**

Pendant une crise, le déploiement d'équipes d'assistance consulaires aux frontières, dans les aéroports et aux autres points de transit du pays d'accueil permet aux pays d'origine de fournir une assistance consulaire à leurs ressortissants, y compris en contribuant aux dispositifs d'évacuation et de réimplantation à partir de la zone en crise. Pendant la phase de crise, il règne souvent aux frontières, ainsi que dans les aéroports et points de transit congestionnés un véritable chaos. Les équipes d'assistance consulaires aideront leurs ressortissants à naviguer dans un tel environnement. Lors du déploiement de ces équipes, on tiendra compte notamment des points suivants :

- compétences linguistiques ;
- ressources et équipements à disposition des équipes ;
- prise en charge des coûts ;
- étendue des services fournis aux ressortissants de la zone en crise, dont les contrôles d'identité, la délivrance de documents d'identité et de voyage, les dégagements d'emploi ou autorisations de maintien en situation régulière ;
- liaison avec les autorités et les services d'urgence du pays d'accueil et des pays de transit ;
- décision éventuelle du déploiement d'équipes de reconnaissance pour alerter les autorités d'un besoin en renfort ;
- coordination avec les parties prenantes compétentes.

### **Critères régissant le droit d'être évacué**

Pour déterminer les modalités d'évacuation et savoir qui évacuer en priorité, les pays prendront en compte les facteurs suivants :

- besoins de santé d'urgence ;

- âge, handicap et autres vulnérabilités ;
- maintien de l'unité des cellules familiales, en incluant leurs membres de différentes nationalités ;
- modalités de prise en charge des citoyens ayant une double nationalité ;
- modalités de prise en charge des employés des ressortissants, dont ceux de nationalités différentes ;
- conditions d'aide aux autres pays d'origine pour évacuer leurs propres ressortissants.

## Acteurs du secteur privé

### *Faciliter la réimplantation ou l'évacuation : employeurs*

Employeurs, recruteurs et bureaux de placement peuvent aider à la réimplantation ou à l'évacuation des travailleurs migrants, soit de manière autonome, soit en coopération avec les pays et les autres parties prenantes. Lorsque cela est possible et judicieux, ils appliqueront en cas de crise les mesures qui privilégient une réimplantation interne au pays, du personnel et des activités, en envisageant les dispositifs d'évacuation du pays d'accueil pour la main-d'œuvre migrante comme une mesure de dernier recours pour sauver des vies ou lorsqu'une réimplantation interne au pays n'est pas viable. Employeurs, recruteurs et bureaux de placement peuvent apporter un appui spécifique notamment comme suit :

- assurer un accès immédiat aux documents d'identité et de voyage ;
- diffuser les informations d'évacuation des pays d'origine aux travailleurs migrants ;
- mettre à disposition les moyens de communication avec les pays d'origine ou les organisations internationales pour organiser des évacuations ;
- fournir un hébergement temporaire et de l'alimentation jusqu'à la réimplantation ou l'évacuation ;
- évacuer les travailleurs migrants en louant des moyens de transport ou en organisant l'évacuation avec les États et les organisations internationales.

### *Faciliter la réimplantation ou l'évacuation : fournisseurs de services*

Des sociétés savent fournir des services essentiels en temps de crise, dont des services de transport, de financement et d'assurance, d'assistance médicale ou d'évacuation. Au plus fort de la crise, les fournisseurs de services pourront envisager de lever des obligations et frais dus afin de faciliter les réimplantations et évacuations. Par exemple, les sociétés de transport réachemineront des passagers dans leur pays d'origine sans billet, les compagnies d'assurance fixeront des priorités de traitement et les prestataires de services financiers autoriseront des exemptions de frais pour l'envoi de fonds qui serviront au transport et aux services d'urgence. Les fournisseurs pourront de même abandonner les frais sur les transferts d'argent ou les pénalités de modification de billets d'avion pour permettre aux migrants de quitter les zones en situation de crise.

## Organisations internationales

### *Portail centralisé ou centre d'enregistrement de toutes les demandes d'évacuation émanant de migrants ou d'États pour faciliter la coopération multi-États et multipartites aux fins d'évacuation*

Tous les pays d'origine n'ont pas la capacité d'aider leurs migrants se trouvant dans des pays en situation de crise. Il est possible de réimplanter temporairement des migrants à l'intérieur même d'un pays lors des crises de courte durée pour lesquelles les personnes peuvent recevoir une assistance ; lorsqu'un grand nombre de migrants de nombreux pays sont à évacuer, les organisations internationales peuvent être appelées à intervenir. Pour gérer les demandes de ces pays d'origine et des migrants, les organisations internationales envisageront par exemple d'activer un portail centralisateur pour que les pays puissent notamment :

- demander une assistance ;
- fournir des renseignements sur les migrants à évacuer, dont leur implantation et leurs besoins ;
- accéder à des rapports sur les contacts établis avec les migrants et l'implantation de ces derniers ;
- avoir confirmation de l'évacuation future d'un migrant et de sa destination ;
- demander une aide supplémentaire pour les migrants ayant des besoins spécifiques et confirmer que ceux-ci ont bien reçu l'assistance nécessaire, y compris par l'intermédiaire d'une réorientation vers des organisations spécialisées ;
- effectuer des demandes de contrôle d'identité et confirmer les résultats.

### *Aide au transport pour la poursuite du voyage*

Les organisations internationales peuvent apporter une aide au transport aux migrants en provenance des pays de transit pour qu'ils rejoignent leur destination. Dans la planification et la mise en œuvre de l'assistance, les organisations collaborent alors avec les États, y compris pour la délivrance des documents d'identité et de voyage, l'assistance au lieu de destination, à l'accueil et après l'arrivée.

## Société civile

### *Appui aux opérations d'évacuation*

Les acteurs de la société civile, y compris les associations de migrants, peuvent jouer un rôle utile en soutenant les opérations d'évacuation de migrants. Leurs contributions peuvent revêtir les formes suivantes :

- identifier les personnes nécessitant une évacuation, dont les personnes se trouvant dans des lieux isolés ou reculés, ou en détention ;
- rassembler les migrants pour faciliter les évacuations ;
- fournir aux migrants les informations concernant les opérations d'évacuation ;
- appuyer les efforts de repérage des familles.

### III : PRATIQUES VISANT À SOUTENIR LES ACTIONS APRÈS LA CRISE

Durant la phase d'après-crise, ou post-crise, les parties prenantes mettront dans l'idéal en œuvre les pratiques de préparation à cette phase mentionnées dans la section sur la préparation. Dans ce contexte, les pratiques concernées qui sont détaillées pour la phase de préparation ne seront pas répétées dans la présente partie. Même si les parties prenantes ont activé et mis en application ces pratiques lors de la phase de préparation, elles auront inévitablement besoin de prendre des décisions et de mettre en œuvre des pratiques ad hoc pour répondre à des imprévus complexes et à des besoins urgents.

#### PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 14 : Répondre aux besoins immédiats des migrants et aider ces derniers à reconstruire leur vie

##### Acteurs multiples

##### *Accès aux voies de recours pour recouvrer les biens et actifs perdus*

Les parties prenantes aideront les migrants à accéder aux procédures de recouvrement des biens et actifs perdus, dont les salaires impayés dans le pays d'accueil en apportant un soutien juridique, y compris en les représentant dans le pays d'accueil. Les parties prenantes prendront également la défense des migrants en leur nom auprès des autorités du pays d'accueil, des employeurs et des bureaux de placement pour obtenir réparation.

##### Pays d'accueil

##### *Assouplissement temporaire des procédures d'immigration*

Les situations de crise perturbent parfois les procédures d'immigration normales et empêchent les migrants d'obtenir ou de renouveler leurs visas ou de conserver leur statut d'immigration en règle. Les migrants ou leurs employeurs peuvent avoir perdu des documents d'identité, des visas ou d'autres documents administratifs au cours de la crise. Ces documents auront pu aussi être détruits. Les mesures d'aide temporaire pour les migrants et leurs employeurs revêtiront notamment les formes suivantes :

- levée des sanctions à l'encontre des employeurs ou migrants qui, en conséquence de la crise, se trouvent dans l'incapacité de présenter des permis de travail ou d'autres documents ;
- autorisation pour les migrants de demander des mesures temporaires telles que l'extension de leur statut d'immigration en règle, même si la demande a été faite après expiration du délai normal ;
- extension des délais de régularisation et reprogrammation des rendez-vous ;

- extension du statut d'immigration pour raisons humanitaires pour les migrants bénéficiant déjà du statut régulier ;
- accélération des décisions sur les dossiers de permis de travail ;
- délivrance des autorisations de travail pour les titulaires de visa étudiant rencontrant de graves difficultés financières ;
- remplacement accéléré des documents, y compris pour faciliter l'accès à l'aide au redressement ;
- dérogations aux frais, le cas échéant.

### ***Participation des migrants au redressement et à la reconstruction à l'échelle locale***

La participation des migrants aux efforts de relèvement après la crise présente plusieurs avantages. Cela aide les migrants à combler leurs pertes financières ou à recouvrer des indemnités liées à la crise, facilite le processus de reconstruction, crée de bonnes conditions pour une intégration future forte des migrants dans la planification et la préparation en cas de crise, et apporte de la main d'œuvre sur un marché du travail mis à mal par la crise. Ces recrutements peuvent toutefois être problématiques si leurs conditions ne sont pas sûres et si les migrants sont engagés parce que les ressortissants refusent de travailler aux mêmes conditions. Pour garantir la bonne intégration des migrants dans les programmes de redressement, on pourra notamment :

- faire mieux comprendre comment les migrants contribuent à la vie socioéconomique et à la résilience des communautés d'accueil, et sensibiliser celles-ci à ces contributions ;
- faciliter le retour des migrants évacués durant la crise et désireux de revenir, y compris grâce à des visas d'entrée multiples ;
- intégration de la migration de travail dans les programmes de redressement post-crise ;
- extension ou renouvellement rapides des visas expirés ou des visas proches de l'expiration pour les migrants restés en raison de la situation de crise ;
- suivi des conditions de travail pour contribuer à la sécurité des migrants engagés dans les efforts de relèvement.

### ***Accès sans discrimination à l'aide à la reconstruction et au redressement***

Les pays qui sortent d'une crise peuvent proposer aux personnes ayant subi des pertes une aide au redressement, soit sur leurs propres ressources, soit conjointement avec des institutions financières internationales et d'autres organisations. L'aide à l'hébergement, les crédits, le remplacement du logement et d'autres services de reconstruction créés pour les ressortissants peuvent être mis à disposition des migrants, notamment des résidents de longue date ou permanents ou ceux qui contribueront à la reconstruction ou à la reprise économique au sein des communautés touchées par la crise.

### ***Accès aux voies de recours pour recouvrer les biens et actifs perdus***

En raison d'une crise, il arrive que des migrants perdent des biens ou des actifs, y compris des salaires impayés. Des procédures juridiques peuvent leur permettre de recouvrer ces biens, actifs ou salaires. Mais si les migrants ont déjà quitté le pays d'accueil, ils n'ont peut-être plus directement accès aux mécanismes de réparation existants. Pour aider les migrants à recouvrer leurs biens et actifs, on prendra notamment en compte les facteurs suivants :

- établissement de procédures administratives pour étudier les demandes de recouvrement de biens et actifs, y compris des salaires encore dus aux migrants qui ne sont plus résidents dans le pays d'accueil ;
- assistance, y compris juridique, aux migrants pour les informer de leurs droits et les aider à utiliser les systèmes en place pour recouvrer les biens et actifs ;
- mandat aux employeurs pour transférer les salaires restant dus aux migrants qui ont quitté le pays d'accueil.

## Pays d'origine

### *Évaluation de besoins et des compétences des migrants de retour*

Certains ressortissants reviennent dans leur pays d'origine avec peu ou pas de biens, tandis que d'autres rentrent en ayant acquis des compétences ou des biens à l'étranger. L'évaluation des profils et des besoins des migrants de retour permet d'orienter la mise en place d'une assistance notamment à la réintégration. Ces évaluations peuvent être réalisées de diverses façons :

- systèmes d'enregistrement aux frontières et points d'arrivée ;
- création de structures dédiées sur le plan national, local ou municipal ;
- analyse des caractéristiques socioéconomiques clés des ressortissants, de leurs compétences et qualifications ;
- procédures nationales d'enregistrement et d'établissement de profils ;
- bases de données des compétences pour les travailleurs de retour chez eux.

### *Appui à la réintégration*

Les perturbations générées par les conflits et les catastrophes naturelles peuvent avoir des répercussions négatives graves sur le bien-être socioéconomique des migrants des ressortissants de retour et de leur famille. À leur retour dans leur pays d'origine, les ressortissants et leur famille auront besoin de divers types de soutien d'assistance pour répondre à leurs besoins immédiats et à moyen terme. Les services d'aide à la réintégration des ressortissants de retour (dont certains seront décrits plus en détail) comprendront par exemple les points suivants :

- aide en espèces ;
- services médicaux et psychosociaux ;
- conseils ;
- repérage des familles ;
- hébergement temporaire ou à long terme ;
- orientation vers des services spécifiques ;
- prestations sociales, dont les allocations pour chômage, handicap ou revenus faibles ;
- accès à l'éducation pour les enfants et les jeunes ;
- aide au retour à l'emploi rémunéré dans le pays d'origine ;
- aide à la ré-émigration, y compris par la diffusion d'informations sur les possibilités de migration régulière ;
- aide à l'obtention de documents d'identité et de la nationalité (par exemple pour les

- enfants nés à l'étranger) ;
- services ciblés pour les groupes particulièrement vulnérables tels que les femmes, les enfants, les victimes de la traite d'êtres humains et les autres personnes ayant subi un traumatisme ;
- assistance pour l'accès aux services locaux.

Les programmes de réintégration des parties prenantes pourront notamment prendre en compte les facteurs suivants :

- mandater une agence spécialisée pour qu'elle facilite le retour et les efforts de réintégration ;
- associer divers services pour composer des programmes de retour au pays et de réintégration complets ;
- créer des centres de réintégration nationaux et locaux pour faciliter la réintégration des ressortissants.

### **Accès aux services sociaux et autres aides au retour**

Les ressortissants rentrés chez eux ont parfois résidé de nombreuses années à l'étranger et risquent de ne pas être éligibles aux prestations sociales ou en mesure d'y accéder. Certains d'entre eux nécessitent des services d'assistance spécialisée, notamment les enfants, les victimes de la traite d'êtres humains, les personnes ayant subi des traumatismes ainsi que ceux qui étaient en situation d'immigration irrégulière dans le pays d'accueil. Ces services pourront revêtir les formes suivantes :

- repérage des familles ;
- hébergement temporaire et accès aux soins de santé et à l'enseignement ;
- orientation vers des services spécifiques (médicaux, psychosociaux, ou services pour les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille, les personnes handicapées ou victimes de la traite) ;
- dérogations à l'obligation de résidence pour certaines prestations sociales, dont les allocations pour chômage, handicap ou revenus faibles ;
- aide à l'obtention de documents d'identité et preuves de la nationalité (y compris pour les enfants nés à l'étranger).

### **Conseils psychosociaux**

L'assistance médicale et psychosociale est un service parfois crucial pour les ressortissants de retour, notamment ceux qui ont vécu des traumatismes pendant leur voyage de migration. Les ressortissants et leur famille rentrés dans leur pays d'origine après des séjours prolongés dans un pays d'accueil risquent d'avoir du mal à se réintégrer dans la culture, les traditions et les rôles spécifiques hommes/femmes. Cela est parfois particulièrement difficile pour les enfants nés à l'étranger. Des programmes de soutien pourraient comprendre des conseils en cas de traumatismes et des conseils sociaux, familiaux et personnalisés. Ces services auront pour but par exemple d'aider les ressortissants de retour à s'adapter à leur nouvelle réalité, à redéfinir leur rôle dans la communauté ou à maintenir leur stabilité psychosociale.

### ***Déstigmatisation des migrants de retour***

Il arrive que certains ressortissants rentrés chez eux soient stigmatisés par la communauté dans laquelle ils reviennent. C'est notamment le cas des victimes de la traite d'êtres humains ou d'autres formes d'exploitation, des recrues des groupes extrémistes ou combattants ou des personnes ayant subi des violences sexuelles. Des programmes de dé-stigmatisation et de réconciliation contribueront à la réussite des réintégrations. Ils couvriront par exemple la détection des pressions sur les ressortissants de retour, l'atténuation des conflits familiaux, les campagnes d'information dans les communautés pour les sensibiliser à ces problèmes.

### ***Mécanismes de certification des compétences, de la formation et de l'éducation acquises à l'étranger***

En raison de la situation de crise, les ressortissants de retour ayant acquis des compétences à l'étranger n'ont pas toujours tous les certificats ou les documents nécessaires pour faire valoir leurs qualifications dans leur pays d'origine. Les mécanismes de certification des compétences, de la formation et de l'éducation acquises à l'étranger pourraient :

- donner aux ressortissants de retour les informations nécessaires pour se faire inscrire et voir leurs compétences reconnues ;
- instaurer des services de certification via une agence gouvernementale ou des normes et accréditer des fournisseurs de services privés pour fournir aux ressortissants de retour des services d'évaluation abordables ;
- établir un processus coopératif intégrant des employeurs et des associations de travailleurs, des services d'emploi privés, des institutions d'enseignement et de formation, des organismes professionnels et régulateurs, des agences nationales de certification des compétences et des qualifications, des membres compétents de la société civile ;
- aider les travailleurs de retour au pays si les employeurs étrangers ne fournissent pas la preuve de l'acquisition des compétences ;
- mettre en place des procédures d'évaluation des compétences et certifier des apprentissages non certifiés (dans des centres d'évaluation avec des examinateurs agréés, par exemple) ;
- proposer des formations complémentaires pour l'obtention d'une certification professionnelle ;
- reconnaître mutuellement les qualifications professionnelles des différents pays d'origine et d'accueil.

### ***Reconstitution des revenus et création d'emplois***

Les migrants de retour auront perdu leur emploi et probablement leurs économies. Ils ne seront peut-être pas en mesure d'assurer leur subsistance et celle de leur famille. La recherche de nouvelles sources de revenus pour les travailleurs hautement et peu qualifiés est un élément clé de l'aide au retour. Ces nouvelles sources de revenus viendront soit de l'emploi local, soit de la création de nouvelles entreprises, soit encore de possibilités de ré-émigration. Les services d'appui pourront revêtir les formes suivantes :

- formations pour développer et actualiser les compétences, dont des formations à la gestion financière et à la gestion d'entreprise ;
- microcrédits, prêts et subventions, aides à la création d'entreprise, programmes pour le

- développement de l'entrepreneuriat, dont des incitations fiscales ;
- incitations à l'embauche des ressortissants de retour par les acteurs du secteur privé ;
- coordination des agences de recrutement pour une meilleure adéquation des compétences et des possibilités d'emploi à l'étranger ;
- conseil et aide pour le retour à l'emploi, dans le pays d'origine ou par la ré-émigration ;
- salons de l'emploi, manifestations et programmes d'orientation fournissant des informations ;
- services de placement ;
- établissement de centres d'emploi dans les régions présentant un fort taux de retour avec des besoins multiples, dont ceux mentionnés précédemment.

## Acteurs du secteur privé

### *Assistance post-évacuation*

Les rapports entre employeurs et recruteurs, d'une part, et travailleurs migrants, d'autre part, ne prennent pas obligatoirement fin en raison de l'évacuation du pays d'accueil. Employeurs et recruteurs pourront envisager de :

- recruter des migrants de retour pour des opérations dans le pays d'origine ou pour aider à leur ré-émigration en proposant des emplois dans d'autres pays ;
- réembaucher des migrants dans le pays d'accueil une fois la crise calmée ;
- rembourser ou annuler les frais de recrutement ou d'autres frais liés aux emplois précédents ou à venir ;
- payer les salaires restant dus, les prestations sociales ou les autres avantages sociaux liés à l'emploi, tels que les indemnisations de sinistres.

## Organisations internationales

### *Aide à l'accueil et après l'arrivée*

Les organisations internationales pourront aider les États à assurer l'accueil des migrants évacués et à leur apporter une aide immédiate après leur arrivée, en fournissant notamment les services suivants :

- hébergement temporaire ;
- articles alimentaires et non alimentaires ;
- aide au transport pour la poursuite du voyage ;
- aide à l'obtention de documents d'identité ;
- assistance médicale et soutien psychosocial ;
- approvisionnement en eau, services d'assainissement et d'hygiène ;
- repérage des migrants particulièrement vulnérables et leur orientation vers les services ou organismes compétents.

### **Retour et réintégration**

De nombreuses activités d'aide à la réintégration, décrites ci-après dans la section Pays d'origine, peuvent être menées par des organisations internationales. Celles-ci peuvent en outre aider les États à améliorer leur soutien à la réintégration notamment par les actions suivantes :

- études et évaluations des pratiques existantes concernant le retour des migrants et leur réintégration ;
- élaboration d'orientations à l'intention des États sur les mesures à prendre pour garantir un retour au pays dans la dignité ;
- assistance technique à la conception de programmes ;
- élaboration d'orientations sur le retour après une crise et la réintégration de migrants dans leur pays d'origine ou dans le pays d'accueil ;
- soutien à la sensibilisation des communautés, à la déstigmatisation, et initiatives de réconciliation communautaire si nécessaire.

### **Etablissement du profil des migrants**

Les organisations internationales peuvent aider les États et d'autres parties prenantes à collecter, comparer et analyser les données sur les migrants suite à une crise. L'établissement de profils sert à obtenir des données agrégées sur le nombre de migrants touchés, leurs besoins et vulnérabilités résiduels, leurs compétences, aptitudes et capacités. Ces informations peuvent orienter l'élaboration d'interventions d'après-crise.

## **Société civile**

*Les pratiques précitées, identifiées pour les organisations internationales, valent également pour la société civile.*

### **Aide immédiate après le retour**

Des acteurs de la société civile, notamment ceux opérant au sein des communautés d'origine, peuvent être les premiers à intervenir pour aider les migrants de retour. Leurs interventions pourront revêtir les formes suivantes :

- établir des centres d'accueil pour les migrants de retour, où ceux-ci pourront demeurer pendant une courte période à leur retour, étudier les différentes options qui s'offrent à eux, et planifier leur réintégration.
- proposer des services juridiques ou autres aux migrants pour recouvrer leurs salaires impayés, leurs contributions sociales et autres biens ou actifs abandonnés dans le pays d'accueil, ou pour obtenir réparation pour d'autres violations de leurs droits ;
- défendre la cause des migrants auprès des autorités locales pour qu'ils obtiennent des documents d'identité au niveau local ou national qui leur permettent d'accéder aux services sociaux, aux soins de santé et à l'éducation ;
- faciliter les procédures de repérage des familles et de regroupement familial ;
- mettre les migrants en relation avec les programmes d'aide économique, d'assistance en espèces et d'aide aux moyens de subsistance, ainsi qu'avec des agences de l'emploi ;

- fournir des informations sur les voies régulières de ré-émigration aux migrants de retour intéressés par cette option.

### ***Programmes de soutien psychosocial pour la réintégration des migrants vulnérables***

La société civile peut évaluer et répondre aux besoins des migrants de retour particulièrement vulnérables et mettre en œuvre des programmes susceptibles de faciliter leur réintégration. Ces programmes pourront notamment s'articuler autour des mesures suivantes :

- évaluations, recherche, établissement du profil des migrants pour comprendre et analyser les besoins en matière de réintégration des ressortissants de retour, dont les groupes plus particulièrement vulnérables, tels que les enfants, les jeunes, les victimes de violences et de la traite ; soutien psychosocial et conseils pour faciliter la réintégration de migrants n'étant plus familiarisés avec la culture et n'ayant pas de relations locales ni de réseaux ou ressources sur lesquels s'appuyer ;
- actions de réintégration sociale et économique, particulièrement pour les jeunes sans lien avec leurs communautés d'origine ;
- assistance médicale et psychosociale pour les victimes de la traite, de violences sexistes ou d'autres types d'exploitation et de traumatismes ;
- soutien psychosocial à l'intention d'enfants migrants confrontés à des barrières linguistiques et culturelles dans leur communauté d'origine.

### ***Aide au relèvement pour les migrants restés dans le pays d'accueil***

Des acteurs de la société civile locale pourront s'assurer que les migrants restés dans le pays d'accueil pendant la crise bénéficient de l'assistance requise pour se relever. Les activités à cette fin pourront revêtir les formes suivantes :

- soutien psychosocial et conseils ;
- aide aux mécanismes de réparation pour que les migrants recouvrent leurs biens et actifs, notamment quand ils n'ont pas de statut juridique ;
- surveillance des discriminations et des situations xénophobes et hostiles aux immigrants.

## PRATIQUES D'APPLICATION DE LA LIGNE DIRECTRICE 15 : Soutenir les communautés d'accueil des migrants

### Acteurs multiples

#### *Analyse des incidences socioéconomiques du retour*

Pour contribuer à améliorer et à mieux cibler les interventions lors des prochaines situations de crise, on pourra mener des études afin d'évaluer, d'analyser et de comprendre l'impact socioéconomique à court, moyen et long termes des retours dus à des situations de crise, aux niveaux local et national dans les pays d'origine et d'accueil, ainsi sur l'incidence sur les migrants et leur famille, ainsi que sur les communautés locales.

### Pays d'accueil

#### *Intégration des migrants et de la migration dans les plans de redressement et de reconstruction*

Les pays d'accueil élaboreront des plans de redressement et de reconstruction, dans lesquels les migrants et la migration devraient être intégrés. Les facteurs à prendre en compte sont notamment les suivants :

- besoin des migrants ayant des compétences particulières ;
- besoin d'ajuster les cadres de développement en raison de la crise et, dans l'affirmative, moyens d'intégrer la migration et les migrants au cours de ces ajustements ;
- mesures pour s'attaquer aux tensions potentielles avec les populations locales percevant les migrants comme des concurrents, y compris dans le contexte des efforts de reconstruction ;
- mobilisation des employeurs et des ministères compétents (travail, économie et finances, par exemple) pour qu'ils élaborent des plans et comprennent les besoins du marché du travail.

### Pays d'origine

#### *Intégration des besoins des ressortissants de retour dans les plans de développement*

Les retours massifs sur de courtes périodes peuvent mettre à mal les ressources et infrastructures locales et affecter le marché du travail local. Si le pays d'origine dispose d'un plan de développement déjà en place, national ou local, des ajustements seront parfois nécessaires pour traiter les conséquences de tels retours massifs. Les plans de développement pourront également chercher à s'appuyer sur les ressources et compétences apportées par les ressortissants de retour pour aider les pays d'origine et les communautés d'accueil.

#### *Mobilisation des populations d'accueil et soutien à ces populations*

Le retour en grand nombre de ressortissants peut occasionner des tensions dans les populations

d'accueil et les ressources et infrastructures au niveau local. Fournir une aide exclusivement aux ressortissants de retour, sans tenir compte des communautés d'accueil, exacerberait les tensions et résulterait dans une discrimination et une stigmatisation. Les mesures permettant d'atténuer de telles conséquences sont notamment les suivantes :

- mécanismes de consultation incluant la participation des communautés d'accueil, dirigeants communautaires, traditionnels et religieux, femmes et acteurs de la société civile compris ;
- prestations de services inclusives pour les ressortissants de retour et les communautés d'accueil ;
- programmes de stabilisation des communautés et de cohésion sociale.

### ***Programmes de cohésion sociale***

Les programmes de cohésion sociale englobant les communautés d'accueil, les organisations communautaires, les autorités et d'autres parties prenantes renforceront les liens entre ressortissants de retour et communautés d'accueil, préviendront les tensions et favoriseront la réintégration. Les mesures visant à renforcer la cohésion sociale seront notamment les suivantes :

- sensibilisation aux impacts positifs pouvant bénéficier aux ressortissants de retour ;
- coopération avec les réseaux sociaux et associations menant des activités de développement communautaire telles que des manifestations sportives ou culturelles, des festivals, etc. ;
- rapprochement des communautés locales et des ressortissants de retour pour discuter des préoccupations locales, des sources de conflit et pour créer des relations plus coopératives entre les groupes ;
- identification des correspondants au sein de la communauté (et parmi les ressortissants de retour lorsqu'ils entretiennent des relations entre eux) et création d'un réseau d'agents communautaires à même de porter conseil sur les problématiques qui surgissent, de relayer auprès des acteurs locaux les informations sur les aides et programmes ou de suggérer des manifestations et campagnes ;
- création de programmes de financement pour accorder des subventions aux organisations communautaires pour qu'elles investissent dans les structures communautaires locales, s'assurent que les programmes correspondent aux besoins communautaires et redonnent les moyens d'agir aux communautés afin de résoudre les tensions et de trouver des solutions. Ces programmes fourniront par exemple des subventions aux projets favorisant la sensibilisation, la compréhension, le respect, l'équité, le sentiment d'appartenance, ou des événements d'accueil, des festivals ou des projets culturels.

### ***Promotion des contributions des diasporas***

Les diasporas contribueront de manière significative à contrebalancer les effets des crises sur les ressortissants, les communautés et les États. Les mesures permettant de promouvoir les contributions des diasporas sont notamment les suivantes :

- dérogations aux droits de douane pour faciliter les aides financières et en nature (par exemple, infrastructures et équipements) ;
- subventions et autres avantages pour promouvoir les investissements dans les communautés d'accueil ;
- permis de travail et conditions de réadmission souples pour permettre aux diasporas de répondre aux besoins essentiels, par exemple par des services médicaux et psychosociaux ;
- promotion de la capacité des diasporas à créer des emplois pour les ressortissants de retour ;
- facilitation du rôle des personnes célèbres issues de la diaspora en matière de sensibilisation.

## Organisations internationales

### *Évaluation plurisectorielle des besoins après une catastrophe*

Les organisations internationales soutiendront la conduite d'évaluations multisectorielles et multipartites des besoins d'après-crise pour estimer l'impact de celle-ci sur les migrants, leur famille et les communautés. Leurs études pourront porter sur les pays d'accueil des migrants ou sur les pays d'origine, en se concentrant sur la reprise économique et la reconstruction post-crise. Pour évaluer les besoins de relèvement dans le pays d'accueil, on adaptera si nécessaire les outils existants (par exemple pour les évaluations des besoins des populations après une catastrophe ou un conflit) pour collecter des informations sur les pertes économiques et pertes de biens subies par les migrants, sur l'accès aux services sociaux et sur le rôle de la migration dans l'économie locale. Les migrants touchés doivent avoir la possibilité de participer à de telles évaluations. Dans le pays d'origine, le développement et l'utilisation d'outils spécifiques pour examiner les conditions de retour des migrants seront utiles afin de mettre au point des interventions mieux ciblées.

### *Cadres d'aide au développement*

Au retour au pays des migrants, les organisations internationales peuvent promouvoir leur intégration dans les cadres et dispositifs d'aide au développement multipartites, régionaux ou nationaux, notamment lorsque ceux-ci doivent être ajustés aux répercussions des crises et des retours massifs.

### *Plateformes de développement communautaire*

Les organisations internationales peuvent mettre en place des plateformes pour appuyer le développement communautaire auxquelles seront associés des acteurs locaux et nationaux, dont des autorités nationales et locales, des acteurs du secteur privé, des acteurs de la société civile, des intervenants humanitaires internationaux sur place et des acteurs du développement. Ces plateformes assureront une réponse multisectorielle pour la phase de relèvement.

### *Projets de développement communautaire*

Les projets au niveau local dans les communautés connaissant des retours massifs peuvent

améliorer l'absorption des migrants de retour, faciliter leur réintégration, favoriser la cohésion sociale et réduire les tensions pour atténuer les risques de stigmatisation des migrants de retour.

## Société civile

*Les pratiques précitées concernant les évaluations plurisectorielles des besoins après une catastrophe, les plateformes et projets de développement communautaire sont également valables pour les acteurs de la société civile concernés.*

### **Programmes visant à promouvoir la cohésion sociale entre les migrants et la communauté d'accueil**

Les programmes communautaires de relèvement après une crise prenant en compte les besoins de la communauté au sens large du terme seront bénéfiques aussi bien pour les migrants de retour que pour la localité dans laquelle ils reviennent. La cohésion sociale entre les migrants et les communautés sera cruciale pour une réintégration durable. La société civile pourra mettre en œuvre des programmes en faveur de cette approche, notamment en :

- associant les migrants et les communautés concernées à la planification de la réintégration locale, afin de connaître leurs points de vue et de s'attaquer aux besoins et difficultés pouvant surgir dans l'immédiat ou à plus long terme. Cette participation pourra se faire, par exemple, par le biais de réunions communautaires, des groupes de rencontre ou des manifestations sociales.
- recommandant aux États et autres structures d'assistance de faire en sorte que les besoins des migrants et des communautés soient compris et intégrés dans les plans et programmes nationaux et locaux ;
- promouvant la sensibilisation et l'information des communautés d'accueil au sujet des besoins et vulnérabilités spécifiques des migrants ;
- recommandant aux autorités de renforcer les ressources pour les communautés accueillant des migrants de retour, y compris les structures médicales et scolaires, et les abris ;
- surveillant la réintégration et en alertant les autorités locales et nationales en cas de conflits ou tensions.

# GLOSSAIRE

---

Les définitions ci-après ne sont fournies qu'à des fins d'éclairage du présent document. Comme indiqué dans la section « Portée et objet », rien dans ce document ne doit être interprété comme créant de nouvelles obligations en droit international ou de nouvelles normes, ou comme limitant ou amoindrissant les obligations juridiques qu'un État pourrait avoir contractées ou auxquelles il serait soumis par le droit international. De même, rien ne doit être interprété comme limitant, amoindrissant ou dévalorisant les obligations juridiques nationales ou toute autre norme s'appliquant aux États, aux organisations internationales, aux acteurs du secteur privé ou à la société civile dans le but d'améliorer la protection des migrants.

**Acteurs du secteur privé :** Employeurs, recruteurs, agences de placement et fournisseurs de services, quelle que soit leur taille. On compte parmi les acteurs du secteur privé les multinationales, les petites et moyennes entreprises et les employeurs individuels. On entend par fournisseurs de services du secteur privé les entreprises fournissant aux migrants et aux parties prenantes des services dans des domaines tels que les télécommunications, le transport ou la finance.

**Apatride :** Toute personne considérée comme n'étant ressortissante d'aucun pays, conformément aux lois de ces pays.

**Catastrophe naturelle :** Perturbation du fonctionnement d'une communauté ou d'une société déclenchée par des risques naturels tels que des inondations, des séismes ou des tempêtes et causant des dommages humains, matériels, économiques et environnementaux.

**Conflit :** Toute situation de violence, guerre ou troubles civils représentant une menace pour la vie humaine ou la sécurité des personnes.

**Crise :** Tout conflit ou catastrophe naturelle.

**Demandeur d'asile :** Toute personne recherchant une protection internationale en tant que réfugié, mais n'ayant pas encore reçu de réponse définitive à sa demande.

**Diaspora :** Personnes originaires du même État que les migrants, mais se trouvant dans des États autres que l'État d'accueil ou l'État d'origine de ces derniers.

**Enfants non accompagnés ou séparés de leur famille :** Le terme « enfant » désigne ici tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la loi applicable à l'enfant fixe l'âge de la majorité à un âge inférieur. Un enfant non accompagné est un mineur qui a été séparé de ses deux parents et de tout autre adulte de sa famille et qui n'est pris en charge par aucun adulte qui, en vertu des lois ou coutumes, en a la responsabilité. Un *enfant séparé de sa famille* est un mineur qui a été séparé de ses deux parents ou de tout autre représentant qui en avait la responsabilité antérieurement en vertu des lois ou coutumes, sans que cet enfant soit nécessairement séparé d'autres proches. On entend de ce fait par enfant séparé également tout enfant accompagné par d'autres membres adultes de sa famille.

**Évacuation :** Transport de migrants hors d'un pays d'accueil vers leur pays d'origine ou d'autres pays.

**Migrant :** Toute personne qui n'est pas ressortissante du pays dans lequel elle se trouve pendant un conflit ou une catastrophe naturelle, et ce quels que soient : a) les moyens ou les raisons à l'origine de son entrée sur ce territoire ; b) son statut au regard de l'immigration ; ou c) la durée et les raisons de son séjour. Le terme « migrant » ne s'applique pas aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux apatrides, pour lesquels le droit international prévoit des régimes de protection spécifiques, et ce bien que certaines parties de ces *Principes, lignes directrices et pratiques* mentionnent ces groupes, en y faisant alors clairement référence.

**Non-refoulement :** Ce terme désigne généralement l'obligation ou le principe selon lequel un État ne peut expulser ou refouler une personne vers des territoires où elle risquerait de subir des préjudices constitutifs d'une atteinte à ses droits. En vertu du droit international des réfugiés, ce principe oblige les États à ne pas expulser ou renvoyer (refouler) un réfugié, de quelque façon que ce soit, vers des territoires où sa vie ou sa liberté seraient menacées en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social particulier ou de son opinion politique. Ce principe est plus particulièrement exprimé dans l'article 33 de la Convention relative au statut des réfugiés adoptée par les Nations Unies en 1951. Il est également garanti par des instruments juridiques régionaux traitant des réfugiés. Ce principe de non-refoulement est complété dans le droit des réfugiés par des interdictions telles que l'interdiction d'expulsion en cas de crainte de risques de torture ou de toute autre forme de souffrance telle que mentionnée et expliquée dans le droit international humanitaire ou les lois internationales et régionales relatives aux droits de l'homme, qui s'appliquent à tous les êtres humains, y compris aux migrants, réfugiés et demandeurs d'asile.

**Organisations internationales :** Organisations intergouvernementales.

**Partie prenante :** Pays d'origine, d'accueil ou de transit, acteurs du secteur privé, organisations internationales et société civile.

**Pays d'accueil :** Dans le présent contexte, État dont tout ou partie du territoire est touché par un conflit ou une catastrophe naturelle et dans lequel des migrants sont présents.

**Pays d'origine :** Pays dont des migrants ont la nationalité.

**Pays de transit :** État, autre que le pays d'accueil ou d'origine, vers lequel se rendent temporairement les migrants.

**Pays en crise :** Dans le présent contexte, terme ayant la même signification que pays d'accueil.

**Pays touché par un conflit ou une catastrophe naturelle :** Dans le présent contexte, terme ayant la même signification que pays d'accueil.

**Protection :** Action de mettre à l'abri du danger. Une définition plus complète de la protection, telle que l'entendent les acteurs humanitaires, regroupe sous ce terme l'ensemble des activités visant à assurer le plein respect des droits de la personne conformément au droit applicable, par exemple le droit international des droits de l'homme.

**Réduction des risques de catastrophe :** Ensemble des efforts visant à analyser et à gérer les facteurs à l'origine de catastrophes, notamment en réduisant l'exposition aux dangers, en diminuant la vulnérabilité des personnes et des biens, et en améliorant la préparation aux événements indésirables.

**Réfugié :** Toute personne remplissant les critères d'admissibilité énoncés dans la définition de « réfugié » figurant dans les instruments internationaux et régionaux relatifs aux réfugiés, le mandat du HCR et/ou la législation nationale. En vertu de la Convention relative au statut des réfugiés adoptée par les Nations Unies en 1951 et de son protocole de 1967, un « réfugié » est toute personne qui, craignant d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou où elle réside habituellement, et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. D'autres instruments internationaux ou lois nationales comportent des définitions qui se réfèrent, par exemple, aux menaces pour la vie, la sécurité ou la liberté résultant de violences systématiques ou d'autres événements perturbant sérieusement l'ordre public.

**Réimplantation :** Transport de migrants en un lieu sûr sur le territoire du pays d'accueil.

**Résilience :** Capacité de résister, de s'adapter et de se relever des effets d'une situation préjudiciable.

**Société civile :** Organisations non gouvernementales internationales, régionales, nationales et locales ; associations, groupes, réseaux de diasporas et de migrants, diasporas ; réseaux, associations, groupes religieux et confessionnels, et particuliers ; associations de travailleurs et d'employeurs ; groupes de réflexion ; institutions universitaires ; universitaires ; et chercheurs.

**Traite d'êtres humains/traite des personnes :** Activité consistant à recruter, héberger, transporter ou transférer une personne dans le but de l'exploiter, notamment aux fins de travail forcé ou d'actes sexuels forcés, en recourant à la force, à la fraude, à la tromperie, à l'enlèvement, à des contraintes, à l'abus d'autorité ou à l'abus d'une situation de vulnérabilité. La traite des personnes peut se dérouler sur le territoire d'un pays ou présenter un caractère international. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (dit Convention de Palerme) instaure un cadre juridique mondial imposant aux États parties de criminaliser toutes les formes de traite des personnes et de prendre des mesures pour protéger les victimes et prévenir cette activité.

**Travailleur domestique :** Toute personne qui, dans le cadre d'une relation de travail, effectue des tâches pour un ou plusieurs ménages.

**Victime de la traite :** Toute personne victime du crime de traite des personnes.

**Vulnérabilité :** Probabilité de subir des effets potentiellement néfastes.

## ACRONYMES

---

**HCR** : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

**IASC** : Comité permanent interorganisations

**MICIC** : Migrants dans les pays en crise

**OIM** : Organisation internationale pour les migrations

## NOTES

---







**MICIC** Save Lives  
Increase Protection  
Decrease Vulnerability  
Improve Response  
MIGRANTS IN COUNTRIES IN CRISIS INITIATIVE